

• ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

Séance du samedi, le 16 mars 1889.

SOMMAIRE :—Proposition concernant les travaux de la Chambre : MM. Taillon, Turcotte, Blanchet, Desjardins, Shehyn, Gagnon, LeBlanc et Casgrain.—Proposition concernant les dépenses de voyage des ministres en rapport avec l'emprunt : MM. Martin, Shehyn, LeBlanc et McShane.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE.

L'ordre du jour appelle la suite du débat, sur la proposition de l'honorable M. Mercier, qu'à partir de lundi prochain, le 18 courant inclusivement, il y ait chaque jour, trois séances distinctes, la première commençant à 11 hrs. de l'avant-midi et finissant à 1 hr. de l'après-midi. La seconde commençant à trois heures p. m., et finissant à 6 heures p. m., et la troisième commençant à 7½ hrs. p. m., et allant jusqu'à l'ajournement.

L'honorable M. **Tail on**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Nous avons dit l'autre jour que nous avions besoin d'un certain nombre de séances de comité. Il y a le comité des comptes publics, qui devrait être réuni pour affaires importantes, et le Gouvernement prend là justement le moyen de nous empêcher d'avoir ces séances de comité. Il pourra faire adopter cette proposition par sa majorité, il en a bien fait d'autres, mais nous nous y opposerons de toutes nos forces.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—Il y a, M. le Président, deux mois et

demie que nous sommes ici, et il est temps que nous songions à nous en aller.

L'honorable chef de l'opposition nous fait des menaces si nous persistons à faire adopter cette proposition. Mais je lui ferai remarquer que l'honorable premier ministre l'a soumise dès le 7 mars, et c'est à la demande du chef de l'opposition, que le Gouvernement a consenti à la laisser sur l'ordre du jour.

Il est temps de proroger si nous ne voulons pas passer l'été ici, à subir les caprices de l'honorable chef de l'opposition. Lorsqu'il était au pouvoir, il a toujours fait adopter une telle proposition, et je ne vois pas pourquoi nous n'en ferions pas autant aujourd'hui. Il me semble que nous avons été aussi indulgents que nous pouvions l'être, et si nous insistons, c'est que nous voulons sauver de l'argent à la Province.

On peut se le tenir pour dit : la majorité ne cèdera pas aux petits calculs et aux petits caprices de l'honorable chef de l'opposition.

L'honorable M. **Blanchet** -*député de Beauce*.—M. le Président, la session jusqu'ici n'a pas été plus longue que celle de la dernière année du régime conservateur. En 1886 elle a duré deux mois et treize jours, tandis que cette année elle n'a commencée que le 9 janvier, et nous sommes au 16 mars, soit deux mois et sept jours.

Le procureur général dit qu'il veut sauver de l'argent à la Province, pourquoi alors avez-vous tant prolongé la session de 1886 ? Vous ne faisiez donc aucun cas de l'argent public alors ?

Nous avons siégé tous les soirs, tandis qu'en Ontario, on a été un grand mois sans siéger le soir.

Evidemment ces messieurs ont oublié leur conduite lorsqu'ils étaient l'opposition.

M. Desjardins.—Il faut aussi, M. le Président, tenir compte des lenteurs, dont le Gouvernement seul est responsable, qui se sont produites au commencement de la session. Nous n'avons pas voulu être sévères alors, aussi doit-il être de bon compte aujourd'hui. J'en fais la remarque, non pas pour le reprocher, mais afin que cela ne se répète pas à la prochaine session. Nous avons perdu trois bonnes semaines au commencement de la session.

Nous n'avons eu le budget que le 15 février, c'est-à-dire cinq grandes semaines après la réunion des Chambres. On me dira peut-être que la préparation du budget prend toujours un certain temps, mais ce travail peut aussi bien se faire avant que pendant la session. A Ottawa, on a un budget de 40 à 50 millions, et huit jours après le commencement de la session, la Chambre procède déjà à son examen. Ici nous n'avons qu'un petit budget de trois à quatre millions comprenant à peu près toujours les montants, il me semble qu'on pourrait nous le soumettre beaucoup plus à bonne heure qu'on ne le fait. Pourquoi ne suivrions-nous pas le système d'Ottawa? Là le ministre des finances est obligé d'étudier la grande question du tarif, c'est un travail considérable; mais ici on n'a pas de ces grandes questions qu'il faut étudier pendant des semaines et des semaines.

Chaque ministre devrait donc préparer les crédits nécessaires à son département dès la convocation des Chambres, et quand bien même il resterait quelque chose en arrière, on pourrait toujours y pourvoir au moyen du budget supplémentaire. Cette année, le débat sur la question financière, a été le plus important que nous ayons eu, et l'on peut dire que d'ici à quelques années, c'est cette question qui primera toutes les autres. Jusqu'ici je n'ai pas voulu entrer dans tous ces détails, et si je le fais, c'est parce que l'honorable procureur général a fait appel à la majorité, en disant, qu'il ne fallait pas prolonger davantage la session. Si on veut que nos travaux ne se prolongent pas au-delà de certaines limi

tes, il faut de toute nécessité éviter les lenteurs du commencement de la session, lenteurs dont le Gouvernement est aux trois quarts responsable.

L'honorable M. **Turcotte**.—Jamais nous n'avons eu autant de projets de loi d'intérêt particulier que cette année.

M. **Desjardins**.—Je maintiens qu'on aurait pu facilement éviter les lenteurs dont j'ai parlé ; si on avait soumis le budget, disons dans les premiers huit jours de la session, on aurait pu voter des crédits, quand on n'aurait pas eu d'autre chose à faire.

Je n'ai pas voulu parler de cela jusqu'à présent, mais puisqu'on est sur ce sujet, je dirai que le Gouvernement aurait pu nous donner l'état des dépenses de l'année courante bien avant, état qu'il ne nous a donné qu'en même temps que le budget. Ce système n'est pas juste pour la Chambre ; on devrait nous faire connaître ces dépenses, quelques jours avant l'exposé budgétaire.

L'honorable M. **Shehyn**—*député de Québec-est, trésorier de la Province*.—L'honorable député a tort de me faire des reproches, car jamais le budget n'a été présenté, avant deux ou trois semaines après l'ouverture de la session. Jamais le budget n'a été soumis aux Chambres, avant l'exposé financier. Le retard de cette année est dû à ce que les documents n'étaient pas imprimés ; je l'ai dit privément à l'honorable député, la position qu'il prend aujourd'hui est très injuste après les explications que je lui ai données.

Mais il sait très bien, qu'avant d'arrêter définitivement les crédits qui doivent être inscrits au budget, il faut que le Gouvernement ait l'opinion des députés. Du reste il y avait des mesures sur lesquelles nous devons avoir l'avis de la Chambre avant de procéder à la considération des finances.

J'avoue qu'à Ottawa depuis une couple d'années je crois, on présente les crédits sans faire l'exposé budgétaire ; c'est

une excellente idée. Mais nous n'avons fait jusqu'ici, que suivre l'exemple de nos prédécesseurs.

M. Desjardins.—Le reproche que j'ai fait, s'adressait plutôt à ses collègues, qu'à l'honorable trésorier lui même

Je n'ai parlé de cette question que pour répondre aux critiques injustes de l'honorable procureur général. Quand nos amis étaient au pouvoir, il n'y avait pas de plaintes comme aujourd'hui, et les retards n'étaient pas aussi considérables non plus. En supposant que vous auriez suivi l'exemple de vos prédécesseur, ce ne serait pas une excuse, puisque vous aviez promis de faire mieux que nous....

Plusieurs voix. A la question, à la question.

M. LeBlanc.—*député de Laval.*—Puisque l'on veut nous fermer la bouche, je propose l'ajournement de la Chambre.

M. Desjardins.—C'est la première fois que je suis l'objet d'un pareil procédé, et j'espère que ce sera la dernière.

Je n'ai plus qu'un mot à ajouter, et c'est pour dire que le Gouvernement est seul responsable de la perte des trois premières semaines de la session.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—La session actuelle, est une de celles, où le travail effectif a commencé le plus à bonne heure, j'en parle avec assurance, car la mémoire ne me fait pas défaut. Jusqu'à présent la longueur de la session actuelle excède en longueur dix sept des précédentes sessions.

L'honorable député dit que le budget était présenté plus à bonne heure du temps des conservateurs. Il est vrai que cette année le budget a été présenté quelques jours plus tard que d'habitude, mais du temps des conservateurs, il ne leur arrivait jamais de le présenter plus à bonne heure que nous.

Depuis que la session est ouverte nous avons travaillé beaucoup et tard.

L'honorable M. **Shehyn**.—Il ne faut pas oublier que la dernière session a fini le 12 juillet, et que nous n'avons eu que six mois de vacances. Il ne faut pas oublier qu'à Ottawa, le discours du budget n'a été fait que la semaine dernière.

L'honorable M. **Taillo**.—La durée d'une session n'est pas la mesure exacte de l'intérêt que le public doit attacher à ses travaux. Nous voulons rester ici aussi longtemps qu'il nous restera quelque chose à faire dans l'intérêt public. Nous n'espérons pas convertir les députés ministériels à une politique plus sage, mais nous voulons fournir aux députés indépendants, tous les renseignements dont ils ont besoin pour juger l'administration du Gouvernement. Nous avons besoin de quelques séances du comité, des comptes publics. Le Gouvernement contrôle ce comité, et s'il fait trainer en longueur ces travaux, ce n'est pas de notre faute. S'il en a agi ainsi, c'était pour étouffer l'enquête sur l'affaire de Lockwood. Si nous avons les séances de ce comité, nous demanderons des renseignements sur des lettres de crédits, et sur d'autres sujets importants.

En 1879, le Gouvernement Joly est parti en guerre contre le Conseil législatif, au beau milieu de la session, je me souviens de cela très bien. Nous ne demandons pas au Gouvernement de nous suivre devant le peuple, seulement, comme un journal ministériel nous a fait le reproche de ne pas mener la lutte avec assez de vigueur, nous avons suivi le conseil de ce journal, et voilà que le Gouvernement n'est pas satisfait de cela.

Nous invitons les ministres à rester avec nous pour parler des affaires publiques. Nous espérons que nous pourrions avoir quelques renseignements sur les actes administratifs du Gouvernement. Nous le prions de prendre patience ; s'il veut hâter la besogne, il devrait donner plus

de séances de comité et moins de séances de la Chambre. Il y a huit jours que je demande cela en vain, si on nous refuse avec tant de persistance, c'est qu'on ne veut pas nous laisser connaître les actes administratifs du Gouvernement.

L'honorable M. **Turcotte**.—Nous avons donné plus de huit jours, et nous ne sommes pas plus avancés qu'auparavant. L'opposition a eu tout le temps nécessaire pour scruter l'administration du Gouvernement. Pourquoi ne pas prendre de suite le sentiment de la Chambre? Elle dira ce qu'elle pense et nous ne perdrons pas notre temps à discuter inutilement. Le fait qu'on parle tant sur une question d'ajournement prouve que nos amis de la gauche veulent faire de l'obstruction.

M. **LeBlanc**.—A Ottawa le budget a été mis devant la Chambre dans la deuxième semaine de la session, et le discours du ministre des finances, a été prononcé le 5 mars suivant. On voit que l'on a fait les choses mieux qu'ici.

L'honorable secrétaire de la Province nous a dit que jusqu'ici cinq sessions seulement avaient été plus longues que la présente; il aurait dû lire le tableau qui se trouve en face de celui où on donne la durée de chaque session depuis la confédération, et il aurait vu aussi que nous avons eu cette année le budget le plus élevé qu'on ait encore vu.

Le travail du comité des comptes publics n'avance pas parce que deux ou trois ministres se tiennent là pour faire toute sorte d'objections dans le but de nous empêcher d'avoir les renseignements dont nous avons besoin.

Jusqu'ici, on peut le dire sans crainte, nous avons traité le Gouvernement avec tout le "faire-play" désirable, nous avons poussé la délicatesse si loin que les journaux ministériels ont ri de nous. Aujourd'hui, parce que nous faisons

notre devoir auquel nous sommes tenus par notre serment, on nous accuse de faire de l'obstruction.

Le pays désire être renseigné. Tous les jours on rencontre des gens qui nous disent : mais n'avez vous pas entendu parler de telle ou telle chose?... Il nous paraît à peu près certain que l'affaire Lockwood n'est qu'une petite partie de ce qu'il faut faire connaître au public.

Une fois que le budget sera voté, nous n'aurons plus qu'à nous en aller. On veut prendre tout le temps disponible afin d'empêcher les enquêtes qui sont commencées devant le comité des comptes publics. Si la peur ne prenait pas le Gouvernement, ces messieurs en prendraient plus gaiement leur parti. Tout ce que nous faisons est autant dans l'intérêt de la Province que pour l'honneur du Gouvernement. Il faut savoir ce qu'il y a de vrai dans toutes les rumeurs qui circulent dans le public. Les dépenses extravagantes faites par un Gouvernement qui avaient promis d'être économe lorsqu'il est arrivé au pouvoir, nous obligent d'être sur nos gardes.

M. Casgrain—*député de Québec*.—Nous avons encore beaucoup d'ouvrage à faire et si on se met au régime de trois séances par jour, vous allez étouffer les enquêtes qui doivent être faites devant le comité des comptes publics. J'aime à croire que ces messieurs sont trop soucieux de l'honneur de la Province pour étouffer ces enquêtes. La semaine prochaine, on pourra voir s'il n'y a pas lieu de faire une telle proposition, mais pour le moment, je crois qu'elle est prématurée.

M. le Président.—La proposition d'ajournement est-elle retirée?... .

M. LeBlanc. Oui, M. le Président... .

L'honorable **M. Gagnon**.—Non, nous allons voter. Il faut en finir avec ces jeux d'enfants. Une autre fois, vous

ne proposerez pas l'ajournement à propos de rien, ou bien vous aller voter contre votre propre proposition.

L'honorable M. **Taillon**.—En forçant un vote, vous prouvez votre peu de sincérité à vouloir hâter les travaux de la session. C'est vous qui faites des jeux d'enfants. On sait bien que ces propositions d'ajournement sont un moyen de protéger la minorité.

La proposition d'ajournement de M. LeBlanc est mise aux voix :

Personne ne vote pour.

Ont voté contre:—MM. Bazinet, Beauchamp, Bernatchez, Bisson, Blanchet, Bourbonnais, Cardin, Casgrain, Champagne, de Grosbois, Desjardins, Dumais, Duplessis, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Forest, Gagnon, Goyette, Lafontaine, Laliberté, Lapointe, Lareau, LeBlanc, Lemieux, Legris, Lussier, McShane, Martin (Bonaventure), McIntosh, Morin, Murphy, Nantel, Owens, Pelletier, Pilon, Rhodes, Rinfret, Robertson, Rochon, Shehyn, Spencer, Sylvestre, Taillon, Tessier, Tourigny et Turcotte.—46.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

LES DÉPENSES DE VOYAGE DES MINISTRES EN RAPPORT
AVEC L'EMPRUNT DE 1887.

L'ordre du jour appelle la suite de l'examen, en comité général, du budget des dépenses.

L'honorable M. **Shehyn**—*député de Québec est, trésorier de la Province*.—J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme maintenant en comité des subsides.

M. **Martin**—*député de Bonaventure*.—M. le Président, je ne doute pas que ces messieurs de la droite vont être surpris de voir un homme du troisième rang et peut-être de troisième classe, prendre la parole sur le budget. Cepen-

dant qu'ils en prennent leur parti, car les dépenses ont été augmentées d'une manière tellement déplorable qu'il est du devoir de tous les citoyens d'élever la voix. Dans chaque branche du service public nous avons à constater des augmentations de dépenses alarmantes.

Si on étudie l'histoire du parti de nos adversaires, on n'en est pas surpris : on sait qu'ils se montrent généreux quand ils sont à même le trésor public. On ne regarde pas de dépenser des milliers de piastres pour faire promener des émissaires dans diverses parties de la Province. Si les ministres ne sont pas fort pour faire pratiquer l'économie à leurs amis, ils ne le sont pas davantage pour eux-mêmes. Quand ces messieurs voyagent ils font les choses comme de véritables pachas, aux dépens du trésor public. Ainsi par les *Comptes publics*, nous voyons que les dépenses de voyage de l'honorable premier ministre se sont élevées à \$2,480, pour un seul voyage en Europe en rapport avec le dernier emprunt. Il me semble que l'on peut aller en France à moins de frais ; j'ai eu occasion de voir de quelle splendeur s'entoure l'honorable premier ministre lorsqu'il voyage. Après avoir vu ce que j'ai vu de mes yeux, il n'est pas surprenant que ce voyage ait coûté si cher, car on n'a pas des feux d'artifice, sans qu'il en coûte beaucoup d'argent.

On connaît les efforts que le Gouvernement a faits pour placer son emprunt aux Etats-Unis. Presque tous les ministres sont allés à New-York pour cela. A quoi ont abouti tous ces voyages, toutes ces dépenses ? A rien du tout M. le Président. L'honorable premier ministre a dépensé \$600 pour un voyage à New-York. L'honorable trésorier y est aussi allé et a dépensé \$349. Il y est retourné et cette fois son voyage a coûté \$546. L'honorable David Ross, à son tour, a fait un voyage à New-York pour le même emprunt, et ça coûté \$509. Tout cela pour rien du tout, ou plutôt pour réu sir à di créditer la Province, car en résumé, le Gouvernement a été joué dans cette affaire.

Non seulement, on a dépensé des sommes folles, pour frais de voyage, mais il a fallu faire goûter de ses dragées aux avocats, et c'est ainsi qu'on a payé à me sieurs Condert et frère, avocats, de New-York, la jolie somme de \$765, et ce n'est que pour la moitié.

Je trouve que le Gouvernement aime beaucoup les avocats.

Le Gouvernement est d'une générosité vraiment royale ; il dépense des \$500 à gauche, des \$500 à droite, et tout cela pour ne pas réussir à vendre nos bons.

Je dis que ces dépenses sont beaucoup trop considérables si on les compare aux dépenses de voyage faites par les trésoriers qui ont eu à faire des emprunts avant ces messieurs. Quels sont les frais de voyage de MM. Church, Würtele, et Robertson, qui tous trois sont allés en Europe, pour placer nos emprunts ?

En 1874, quelles ont été les dépenses faites par l'honorable député de Sherbrooke, alors trésorier ? Ces dépenses ne se sont élevées qu'à \$591.00 et l'honorable député n'avait pas été seulement à New-York, mais à Londres. En 1875, l'honorable M. Church, en qualité de trésorier, est aussi allé en Europe, pour négocier un emprunt, et ses dépenses de voyage n'ont été que de \$300.00. En 1881, l'honorable M. Würtele a dépensé \$3,100, pour placer l'un de nos emprunts. C'est-à-dire, M. le Président, que pour ces trois emprunts, les frais de voyage de ceux qui les ont négociés, ne se sont élevés qu'à \$3,991.00, tandis que pour le seul emprunt de 1887, la Province a payé pour frais de voyage des ministres du jour, \$4,902.00, soit \$910.00 de moins qu'en 1887. Voilà une différence assez considérable pour que la Chambre s'alarme des frais de voyage de ces messieurs. Si on avait économisé sur ces dépenses, on pourrait aujourd'hui répondre favorablement aux nombreuses demandes qui sont faites pour la colonisation et pour l'agriculture, pour l'éducation des enfants des pauvres gens.

Je puis vous dire, M. le Président, que les habitants qui appartiennent à la troisième classe, comme les appelle l'honorable secrétaire de la Province, feraient un emprunt à meilleur marché que cela, pour ce qui regarde les frais de voyage, et qu'ils se passeraient des feux d'artifice comme ceux que l'on a vus dans la tournée de l'honorable premier ministre dans la Gaspésie.

J'ai l'honneur de proposer que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle croit devoir constater 1. Qu'il appert à la page 103 des comptes publics de 1886-87 et à la page 31 des comptes publics de la Province pour l'année 1887-88 que les sommes suivantes ont été payées pour la négociation de l'emprunt de \$3,500,000 autorisé par le chapitre 2, 50 Victoria :

Comptes publics de 1886-87 :

Honorable M. H. Mercier, premier ministre, pour frais de voyage et déboursés à New-York pour affaires publiques.....	\$ 600 00
Honorable M. Jos. Shehyn, trésorier de la Province pour frais de voyages et déboursés à New-York pour affaires publiques.....	349 72

Comptes publics 1887-88 :

Honorable M. Mercier, premier ministre, frais de voyage en Europe pour le nouvel emprunt.	\$2,480 00
Honorable P. Garneau, frais de voyage en Europe pour le nouvel emprunt.....	416 71
Honorable J. Shehyn, frais de voyage à New-York pour le nouvel emprunt.....	546 80
Honorable D. A. Ross, frais de voyage à New-York pour le nouvel emprunt.....	509 14

Ces diverses sommes forment un total de \$4,902.37.

2. Qu'il appert à la page 65 des comptes publics de la Province pour l'année 1873-74 et à la page 71 des comptes publics de 1874-75 que les frais de voyage de l'honorable M. J. G. Robertson, alors trésorier de la Province, en Angleterre pour l'emprunt de 1874 n'ont été que de \$591.54.

3. Qu'il appert à la page 72 des comptes publics de la Province pour l'année 1875-76, que les frais de voyage de l'honorable L. R. Church, alors trésorier de la Province, pour l'emprunt de 1876, n'ont été que de \$300.00.

4. Qu'il appert à la page 69 des comptes publics de la Province pour l'année 1880 et à la page 80 des comptes public pour l'année 1882, que les frais de voyage de l'honorable J. C. Würtele en France, pour l'emprunt de 1880, ont été de \$3,100.00.

5. Qu'ainsi il appert que les frais de voyage en Angleterre et en France, des honorables MM. Robertson, Church et Würtele, successivement trésoriers de la Province pour les trois emprunts de 1874, 1876, 1880, n'ont été que de \$3,991.54, tandis que les frais de voyage de plusieurs des membres du ministère actuel à New-York et en Europe pour le dernier emprunt de \$3,500,000, ont été de \$4 902.37, soit \$910.83 de plus que pour les trois emprunts de 1874, 1876 et 1880.

6. Cette Chambre regrette que des déboursés aussi considérables aient été encourus pour les frais de voyage des ministres pour l'emprunt de \$3,500,000 en 1888.

Cette Chambre regrette de plus que par l'imprévoyance des négociations qu'il avait, mais sans succès conduites à New-York, pour le dernier emprunt de \$3,500,000 le Gouvernement ait eu à payer \$765 à MM. Condert, frères, avocats, de New-York pour moitié de leur compte pour services professionnels et déboursés *re* emprunt de 1888 comme il appert à la page 31 des comptes publics de 1887-88.

L'honorable M. **Siebyn**.—M. le Président, je crois que nos dépenses de voyage n'ont pas été exagérées. Pour ce qui regarde l'honorable premier ministre, le député de Bonaventure aurait pu ajouter que le chef du Gouvernement s'est aussi rendu à Rome pour affaires publiques, et que c'est pour cette raison, que son voyage a coûté un peu plus cher. Le premier ministre de la Province doit voyager d'une manière décente et suivant son rang. Je crois que cette critique est très déplacée.

Lorsque nous sommes allés à New-York, nous sommes arrêtés plusieurs jours à Toronto et nous avons réussi à apporter \$100,000 de là, cela compense bien les quelques piastres que nous y avons dépensé. Si on croit que quand je voyage pour le compte de la Province, je vais faire les choses moins bien que quand je voyage pour mon propre compte, on se trompe grandement. Autrement le plus tôt je sortirai du Gouvernement, le mieux ce sera pour moi.

On ne devrait pas critiquer nos dépenses de voyage quand nous avons réussi à placer notre emprunt si avantageusement.

M. **LeBlanc**—*député de Laval*.—M. le Président, en face de ces explications, il est bon de rappeler le bon vieux temps où l'honorable premier ministre voyageait en seconde classe, et où il fumait une pipe de tabac canadien !...

Je me rappelle le temps où ces messieurs reprochaient les dépenses de voyage de MM. Chapleau et Sénécal. On a la preuve que s'ils parlaient si fort c'est qu'ils étaient jaloux de voir qu'ils ne pouvaient pas en faire autant, car le jour où ils ont pu se servir, ils n'ont pas manqué leur coup.

Il y a aussi l'item de \$765 payées pour avocats à New-York, qu'on ne nous a pas expliqué. Le Gouvernement savait à quoi s'en tenir sur le compte du trop fameux Nelson.

Mais l'honorable premier ministre voulait savoir s'il n'y avait pas moyen de prendre une action en dommage contre ce M. Nelson, or il a fait payer à la Province près de \$800 pour apprendre que M. Nelson ne valait pas le sou.

L'honorable M. **Shehyn**.—L'avocat n'avait qu'à se prononcer sur la question légale, et il n'a été consulté que sur la valeur du contrat que nous avions fait au sujet de l'emprunt.

M. **LeBlanc**.—L'avocat a donné son opinion, et il l'a donnée toute entière. On voulait savoir si on avait droit de prendre une action en dommage, mais d'avance on savait que M. Nelson ne valait rien. C'est l'avocat que vous avez choisi qui vous le dit, et l'on trouve sa lettre dans le document que vous avez mis devant la Chambre.

Je comprends pourquoi ces messieurs n'ont pas pu faire un marché aussi avantageux que celui de la ville de Montréal ; ils avaient commencé par faire la bétise de se mettre entre les mains d'un brasseur d'affaires qui n'avait pas le sou.

Nous avons bien raison de critiquer les dépenses de ces messieurs, car de notre temps ces frais coûtaient bien moins cher qu'avec le régime extravagant des ministres du jour. D'ailleurs avions-nous besoin du secours de tant de membres du Gouvernement pour faire un emprunt comparativement si peu avantageux ? C'est un triste chapitre à ajouter à l'histoire du cabinet actuel.

L'honorable M. **McShane**.—*député de Montréal-centre.*
—M. le Président, je n'avais pas, tout d'abord, l'intention de répondre aux discours absurdes des députés de Laval et de Bonaventure ; mais comme il pourrait y avoir dans le pays quelques personnes trompées dans leur bonne foi et portées à croire vrais les avancés de ces deux membres de l'opposition, je crois de mon devoir d'exposer la question sous son vrai jour et de faire ressortir la malice de leurs attaques contre le Gouvernement à ce sujet.

Avant de démontrer la futilité des arguments de l'autre côté de la Chambre, je me permettrai de dire aux membres de Bonaventure et Laval que s'ils avaient le moindre égard pour l'honneur de la Province, ils ne feraient pas tant de tapage pour cette petite affaire. Quels sont les faits? Ces deux membres se plaignent de ce que l'honorable trésorier de la Province, dans un ou deux voyages qu'il a faits à New-York, aurait dépensé quelques cinq cents piastres! Et ils vont chercher dans les comptes d'il y a quinze ans pour montrer que le trésorier de cette époque ne dépensait que \$300 ou environ pour le même voyage à New-York.

Et l'on voudrait, M. le Président, conclure de ce fait, du fait que l'honorable M. Robertson ne dépensait que \$300 dans un voyage qu'il fit à New-York, il y a déjà 15 ans, que notre trésorier est blâmable d'en avoir dépensé cinq cents. Qu'on me permette de trouver cela pour le moins ridicule, M. le Président. Et d'ailleurs, quel était le but du voyage de M. Robertson à cette époque? Était-ce pour terminer quelque transaction importante? Était-ce pour négocier un emprunt duquel dépendait la bonne administration de la province? Était-ce pour quelque entreprise devant jeter du lustre et de l'éclat sur la Province? Peut être; cela se peut. Mais pourquoi les députés de l'opposition, au lieu d'aller si loin en arrière chercher leurs arguments, ne nous citent-ils pas ce qui se passait en 1880, 81, 82, 83 et 84, alors que les conservateurs étaient au pouvoir? C'est qu'ils seraient forcés de dire qu'alors l'argent de la Province était gaspillé, jeté par la fenêtre, et que sous le régime Sénécal-Chapleau, l'argent sortait à flots du trésor.

M. LeBanc.—Prouvez donc !...

L'honorable **M. Meshaie.**—Je pourrais, certes, le prouver, et très facilement encore, mais Sénécal est mort maintenant, que le bon Dieu ait son âme et que sa mémoire reste en paix !

Dans le cas actuel, l'honorable trésorier allait à New-York pour une transaction des plus importantes, afin de négocier un emprunt, qui, n'eût été la mort de deux des plus importantes parties de la transaction, valant ensemble plus de \$25,000,000, aurait été conclu au plus bas taux d'intérêt auquel cette Province ait jamais contracté ses emprunts. Et tout le monde sait que notre honorable trésorier est, en même temps qu'un habile financier, un homme d'une intégrité et d'une honnêteté parfaite, et qu'il se ferait scrupule de dépenser malhonnêtement un seul sou de l'argent de cette Province.

Quant à la visite de l'honorable premier ministre en Europe, pendant laquelle il termina heureusement l'emprunt aux meilleures conditions que nous ayons encore obtenues jusqu'à ce jour, il est ridicule de l'accuser d'avoir dépensé trop. Les dépenses ont été modérées et raisonnables, et nous aurions été enchantés de payer dix fois plus, s'il eut été nécessaire, pour arriver à un aussi bon résultat.

Ainsi, l'honorable premier alla en Europe pour régler deux questions des plus importantes et des plus vitales pour notre Province : l'emprunt, qu'il conclut si avantageusement pour nous, et la question des biens des Jésuites, le cauchemar des administrations conservatrices et des hommes publics depuis nombre d'années. Aucun d'eux n'eut jamais le courage d'entreprendre le règlement de cette grave question ; seul notre honorable premier l'a fait, et les honneurs que le Pape lui a octroyé en récompense de son zèle et de son dévouement à l'Eglise rejaillissent sur toute la Province et seront un monument éternel de l'amour et de la justice du peuple de cette Province et de l'honorable député de Saint-Hyacinthe.

Je demanderai s'il y a un homme dans cette Chambre capable de nier les faits que je viens d'énoncer... Non, personne ne répondra à ce défi ! Alors, si l'opposition n'a pas

d'autres reproches à adresser à l'honorable premier ministre, à l'honorable trésorier et à l'administration qui dirige les affaires de ce pays avec tant de succès depuis deux ans, ils seront censurés par le peuple pour faire perdre le temps de la Chambre sur des questions aussi futiles que celle soulevée au sujet des dépenses de voyage de l'honorable premier ministre.

Mais c'est en vain qu'ils essaient à tromper le peuple sur les faits du Gouvernement, le peuple verra clair dans leurs machinations et leurs trucs perfides et les patriotes et honnêtes gens de cette Province leur prouveront par leur vote qu'ils n'ont pas confiance en eux et que le Gouvernement actuel doit rester au pouvoir.

Je crois avoir prouvé d'une manière irréfutable que les dépenses reprochées étaient légitimes et non exagérées, et que si l'honorable premier ministre et l'honorable trésorier avaient été malhonnêtes comme les députés de l'opposition veulent le faire croire au peuple, ces dépenses n'auraient pas été simplement de quatre à cinq mille piastres mais de vingt mille, ce qui n'aurait encore été qu'un iota en comparaison des immenses bénéfices qui ont résulté pour la Province des transactions conclues dans ces voyages.

La proposition de M. Martin est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Beauchamp, Blanchet, Casgrain, Desjardins, Duplessis, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Lapointe, LeBlanc, Martin (Bonaventure), McIntosh, Nantel, Owens, Spencer, Taillon et Tourigny. 16.

Ont voté contre :—MM. Bazinet, Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Cardin, Champagne, Déchène, (l'Islet), de Grosbois, Dumais, Forest, Gagnon, Goyette, Lafontaine, Laliberté, Lareau, Lemieux, Legris, Lussier, McShane, Morin, Murphy, Pelletier, Pilon, Rinfret, Robidoux, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier et Turcotte.—30.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Divers crédits sont adoptés.

Les deux projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour modifier et refondre les lois relatives à la cour du recorder de la cité de Québec.

Pour annexer les cantons de Clyde, Joly, Marchand et Loranger dans le district d'Ottawa, et les cantons de Mousseau et Lynch, dans le district de Joliette, au comté de Terrebonne pour les fins électorales, judiciaires, d'enregistrement et toutes autres fins quelconques.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du lundi, le 18 mars 1889.

SOMMAIRE :—Dépôt de projets de loi.—Proposition relative au paiement de la somme de \$5,000 à G. A. Gouin, pour dommages : MM. Cardin et Duhamel.—Proposition de M. Faucher de Saint-Maurice, à propos des argents de colonisation et le comté de Bellechasse : MM. Faucher de Saint-Maurice, Lussier et Rhodes.—Proposition concernant *l'Electeur* illustré : MM. LeBlanc et Turcotte.—Délibération sur le rapport du comité spécial nommé pour étudier la position financière des syndics des chemins à barrière, amendement de M. Déchène, de l'Islet : MM. Gagnon, Faucher de Saint-Maurice, Casgrain et Desjardins.—Proposition concernant la cause de Corneiller et LeBlanc : M. Champagne.—Proposition concernant la demande des syndics des chemins à barrière à propos du chemin de Lachine en face de la ferme Leduc.—MM. Champagne, Pilon et Gagnon.—Délibération sur un projet de loi concernant la saisie du salaire des employés publics : MM. Gagnon, Blanchet, Lareau, Robertson, McShane, Taillon, Pilon et Casgrain.—Suite du débat sur les propositions relatives au rapport préliminaire de la commission agricole : MM. Legris, Beauchamp, Gagnon, Pilon, Blanchet, Lussier, Nantel, Bernatchez, Taillon, Turcotte, Picard, Rocheleau et Faucher de Saint-Maurice.—Délibération sur un projet de loi relatif à la cour du recorder de Québec : MM. Gagnon, Taillon, Lemieux, Murphy, Turcotte, Casgrain, Lareau et Duhamel.—Délibération sur des résolutions concernant les licences : MM. Shehyn, Taillon et Lareau.—Déclaration relative à l'accusation de *l'Electeur* contre le Gouvernement Ross-Taillon.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et dix minutes.

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.

L'honorable M. **Turcotte** — *député de Trois-Rivières, procureur gén'ral.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre un projet

de loi nommant commissaires les membres d'un certain comité spécial de l'Assemblée législative.

M. Levesque—*député de Lévis*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi relatif à la cour du recorder de Québec.

Ces deux projets de loi sont adoptés en première délibération.

LA RÉCLAMATION GOUIN.

M. Cardin—*député de Richelieu*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre :

1. Copie de tous les rapports, mémoires, lettres, papiers, documents quelconques, arrêtés du conseil, sur lesquels le Gouvernement s'est basé pour payer la somme de \$5,000, ainsi mentionnée à la page 81 des comptes publics pour 1882 :

“ G. A. Guin, en règlement final de toutes réclamations pour dommages causés à certaines limites sur la rivière Rouge, \$5,000.”

2. De tous les rapports, mémoires, lettres, papiers, documents quelconques, plans, arrêtés du conseil, sur lesquels le Gouvernement s'est basé pour payer la somme de \$15,443, ainsi mentionnée à la page 88 des comptes publics pour 1883 :

“ T. & C. Smith, cessionnaires de Jos. Smith, montant de la gratification qui lui a été accordée pour des dommages résultant de l'arpentage defectueux de ses limites à bois, \$15,443.”

3. Copie de l'arrêté du conseil No. 23, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 22 juin 1882, et de tous les mé-

moires, lettres, papiers, plans et documents quelconques, sur lesquels est basé cet arrêté du conseil, accordant une certaine compensation à D. Aikman *et al*, à propos de la concession d'une île dans la rivière Bécancour ; aussi, copie de tous les papiers et documents faisant voir ce qui a été fait par le Gouvernement pour donner suite à cet arrêté du conseil.

M. le Président, je demande ces documents afin que le public puisse se rendre compte de trois affaires plus que louches.

En voyant l'affaire des \$5,000 et celle des \$15,443 dans les comptes publics, j'ai voulu voir les détails, afin de me renseigner un peu. En faisant des recherches, j'ai découvert l'affaire Aikman, qui n'appert dans aucun document soumis à la Chambre, bien qu'elle soit pour le moins aussi scabreuse que les autres.

L'affaire des \$5,000 de feu G. A. Gouin, a originé en 1867 et n'a été réglée qu'en 1882, c'est-à-dire quinze ans après. Elle n'est pas claire comme de l'eau de roche, tant s'en faut, et ce qui la rend encore plus extraordinaire, c'est qu'elle a été réglée contrairement à un rapport spécial de M. Taché, sous-commissaire des terres, qui démolit les principaux allégués de M. Gouin.

Enfin quand on met les dates en regard, on voit que cette réclamation n'a été réglée que peu de mois avant les élections de 1881 et à la sollicitation plus que pressante de l'honorable J. J. Ross, l'un des membres du Gouvernement Chapleau, et cela à une date où il n'avait pas encore abandonné ses amis.

L'affaire des \$15,443, réglée en 1883, ne paraît pas plus claire que l'autre et en examinant les papiers, on est surpris de voir que ces messieurs qui veulent aujourd'hui que ces affaires se règlent devant les tribunaux, n'aient pas suivi ce mode de règlement en 1883. Le fond de l'histoire, c'est

que M. Jos. Smith s'étant trompé sur la borne nord de ses limites, coupa du bois sur celles de MM. Macdonald et Fraser qui le lui firent payer.

Cette réclamation est basée sur le point que la carte donnée à M. Smith par l'agent du département des terres, n'était pas correcte, c'est possible ; mais, comme les propriétaires de limites sont tenus d'en faire eux-mêmes l'arpentage, il est assez difficile de voir en vertu de quoi M. Smith a pu obtenir cette indemnité. Quand elle fut payée, le Gouvernement Mousseau venait de faire passer le statut concernant la pétition de droit et si tout avait été correct, on aurait, d'après la théorie émise à propos de l'affaire Lockwood, référé la question aux tribunaux.

Dans l'affaire Aikman, on a accordé compensation sous prétexte qu'en vertu de lettres-patentes de 1803, un nommé Hall réclama une île de la rivière Bécancour, vendue à des personnes qui la cédèrent à Aikman. On a accordé une indemnité basée sur une superficie de 147 acres : or la patente de Hall ne comporte qu'une concession de cinquante acres, de sorte qu'on a accordé une concession pour cent acres à peu près, que ce nommé Hall n'avait certainement pas droit de réclamer.

La Chambre pourra voir avec les documents dont je demande la production, si l'administration des terres a été mieux sous les autres Gouvernements qu'elle ne l'est aujourd'hui. Ce qu'il y a de plus singulier dans l'affaire Aikman, c'est qu'il n'en est fait aucune mention dans aucun document public et que probablement pour la cacher, on a donné à Aikman en compensation, une grande étendue de terres dans plusieurs parties de la Province au lieu de payer en argent.

Il y a dans tout cela, une injustice que nous pourrions probablement débrouiller quand nous aurons les papiers que

je demande. Cela sera au moins un moyen de pouvoir juger la nature des faits.

L'honorable M. **Duhamel**—*député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne*.—Vu la grande quantité d'ouvrage qu'il y a à faire à la fin de la session, je n'ai pas eu le temps de prendre connaissance de ces documents. Nous allons les mettre devant la Chambre, suivant la demande qui nous en est faite.

La proposition est adoptée.

LES FONDS DE COLONISATION ET LE COMTÉ DE BELLECHASSE.

M. **Faucher de Saint-Maurice** — *député de Bellechasse*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de la correspondance échangée entre l'honorable colonel Rhodes, ministre de l'agriculture, et M. Faucher de Saint-Maurice, à propos des argents de colonisation à être dépensés dans le comté de Bellechasse.

M. le Président, la Chambre se rappelle les paroles courtoises et pleines de promesses de l'honorable commissaire de l'agriculture. J'ai été l'un des premiers à le féliciter à ce propos, et j'avais annoncé en même temps, que je me proposais de revenir sur cette question, lorsque la Chambre serait saisie de la proposition que je viens de faire.

Quelques uns de ceux qui me font l'honneur de m'écouter, ont peut être lu la conférence que j'ai donnée sur le chemin de fer projeté de la frontière des comtés de la rive sud. Dans cette conférence, je citais avec complaisance les paroles de M. Auguste Achintre, écrivain distingué, et qui a laissé parmi nous, les meilleurs souvenirs. M. Achintre a résumé en deux mots, notre position, et l'avenir de notre Province, en rapport avec cette question de la colonisation. C'est lui qui écrivait que le plan d'après lequel on a établi

nos paroisses canadiennes, était le plus admirable qu'il eut jamais vu. Si on examine les choses au point de vue de la défense de la colonie au temps des français, toujours exposés aux incursions de l'ennemi on voit que chaque paroisse était autant de bataillon appuyant son front sur le fleuve Saint-Laurant, et assurant ses derrières par de nouveaux établissements, noyaux de paroisses futures.

Ça été mon devoir de continuer cette œuvre, et j'ai essayé autant que possible de créer des paroisses nouvelles dans la région que je représente. Depuis 1881, j'ai assisté à la création de cinq paroisses aujourd'hui parfaitement organisées. Il y en a d'autres qui demandent à l'heure qu'il est, leur érection civile. Bellechasse était le comté le plus susceptible de développements, au point de vue colonisateur, il y a encore là, une immense quantité de terres incultes, propres à l'agriculture. On n'a pas droit de laisser dormir ce qui peut enrichir notre pays et accroître sa force. Nous avons là de quoi ouvrir huit ou neuf paroisses magnifiques ; je parle sur la foi de renseignements qui me sont donnés par des personnes qui connaissent bien cette région. A raison des progrès dont mon comté est susceptible au point de vue colonisateur, je viens demander qu'on lui accorde plus d'argent que par le passé. J'ai fait un relevé des octrois dépensés dans Bellechasse depuis 1880, et je puis vous dire, M. le Président, que cet argent a porté de bons fruits. Je demande qu'on revienne à l'octroi des anciens jours, et que l'on nous accorde \$3,000 tous les ans. Je sais que je m'adresse à un homme qui a du respect pour ces rudes travailleurs, qui sont les véritables fondateurs de nos paroisses. Il nous a assuré qu'il ne chercherait pas à promouvoir des intérêts politiques avec l'argent de la colonisation.

Si vous ouvrez les chemins nécessaires, je vous promets qu'avant longtemps, vous aurez là huit ou neuf paroisses

nouvelles. Encouragez ceux qui vivent, non pas aux dépens des autres, mais en exploitant le sol de la patrie.

J'ai confiance dans les promesses qui ont été faites, aussi je ne doute pas que Bellechasse sera traité comme il doit l'être.

M. Lussier—*député de Verchères*.—Moi aussi, M. le Président, j'ai foi dans les promesses faites par l'honorable commissaire de l'agriculture. Nos ancêtres sont venus ici, non pas pour y établir des comptoirs ni pour exploiter les populations indigènes, mais pour coloniser et faire de cette contrée, un pays riche et prospère, continuons leur œuvre. Pour assurer le succès de cette cause, nous ne pouvons avoir un homme mieux disposé que l'est l'honorable commissaire.

Emparons-nous du sol, afin de rester Canadiens-Français. J'espère que le Gouvernement ne concentrera pas son attention seulement sur la région de Bellechasse, mais qu'il étendra aussi sa sollicitude à cette grande vallée du Nord dont on dit tant de merveilles.

L'honorable **M. Rhodes**—*député de Mégantic, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—Je n'ai pas pu trouver la correspondance mentionnée dans la proposition.

M. Faucher de Saint-Maurice.—J'ai écrit à l'honorable ministre, il y a cinq ou six jours, et j'ai sa réponse chez moi. Il doit y avoir erreur quelque part.

L'honorable **M. Rhodes**.—Il peut se faire que j'aie perdu la chose de vue, car j'ai été très occupé depuis quelque temps soit devant le comité d'agriculture soit ailleurs. •

Quant aux fonds de colonisation, je ferai mon possible pour rendre justice à tout le monde.

Quant l'honorable député de Verchères parle de l'avenir de son pays, on sent vibrer son patriotisme ardent, et on ne peut s'empêcher de dire, que la bouche parle de l'abondance

du cœur. Je suis avec lui, et il peut compter sur mon concours le plus actif. S'il y a quelques injustices à redresser, qu'on veuille bien s'adresser à moi, et je ferai tout en mon pouvoir pour donner satisfaction. Puisque nous appliquons un système agricole nouveau, il vaut mieux faire de suite les choses sur un bon pied. Je dis à mes collègues français : vous serez traités avec la justice britannique, et on sait ce que cela veut dire dans notre pays.

Voilà quelle est ma manière de voir sur cette question. Je veux que la Province de Québec soit forte, puissante et respectée parmi les autres Provinces.

La proposition est adoptée.

“ L'ÉLECTEUR ” ILLUSTRÉ.

M. LeBlanc—*député de Laval*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de la correspondance et des comptes échangés entre le Gouvernement et M. Ernest Pacaud, la compagnie qui imprime l'*Electeur*, papier nouvelles, à propos des milliers d'exemplaires du numéro illustré de ce journal publié le 1^{er} janvier 1889, et distribués aux députés de cette Chambre.

J'ai examiné le numéro de l'*Electeur*, et je suis encore à me demander pourquoi le Gouvernement a acheté des milliers et des milliers d'exemplaires de ce journal. Depuis quelque temps, on en voit des masses à côté des pupitres des députés, et les sacs de la malle en regorgent.

J'aimerais à savoir pourquoi on a fait cette dépense.

L'honorable M. *Arcoïte*—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—Tout ce que j'en connais, c'est que les différents ministres en ont acheté un certain nombre de copies, pour en distribuer gratuitement à leurs employés. Ce numéro contient un travail très important fait par l'hono-

rable premier ministre, et M. Pacaud donne des numéros de ce journal, afin de faire connaître ce travail.

La proposition est adoptée.

LES COMMISSIONS DES CHEMINS A BARRIÈRE.

M. Pilon—*député de Bagot*.—J'ai l'honneur de proposer que le rapport du comité spécial nommé pour étudier la position financière des syndics des chemins à barrière soit adopté.

L'honorable **M. Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*.—Ce rapport contient des conclusions que je ne suis pas en position d'adopter. On y recommande une dépense d'argent et c'est toujours une question grave. Je sais que la Chambre peut toujours faire une telle demande sous une forme supplicative, mais elle ne peut aller au-delà. Elle n'a pas le droit de voter de l'argent sans la recommandation de la couronne.

Le comité a probablement basé son rapport sur les opinions que j'ai exprimées comme membre de ce comité, mais du moment qu'il s'agit d'une dépense d'argent, alors je cesse d'être membre d'un comité, et je ne suis plus que ministre responsable à la couronne et aux Chambres.

Le rapport établit que l'on a fait une étude sérieuse de la question. J'occupe une position intéressée dans cette affaire, étant procureur des porteurs de débentures. Je ne crains pas de dire que je m'engage à ce que ces porteurs de débentures soient mieux traités à l'avenir qu'ils ne l'ont été par le passé, car je crois qu'ils ont été maltraités.

M. le Président, par respect pour le comité et parce qu'il a fait un travail élaboré qui mérite la considération de la Chambre, je ne veux pas soulever la question d'ordre. Je n'en puis faire davantage et c'est assez, je crois, pour faire comprendre à mon honorable ami le député de Bagot, qui a

si dignement présidé ce comité, qu'il doit laisser ce rapport devant la Chambre. Le Gouvernement en fera ce qu'il croira convenable sous sa responsabilité ministérielle.

M. Faucher de Saint-Maurice — *député de Bellechasse*.—M. le Président, ce comité a fait un travail très consciencieux ; il a examiné toutes les faces de la question qui lui avait été soumise, et je me plains à reconnaître publiquement le zèle, l'assiduité de l'honorable député de Bagot qui avait été choisi comme président.

Le comité fait une suggestion qui est juste à propos du chemin de Beaumont.

Quant au reste de ce rapport, j'invite l'honorable secrétaire de la Province à en lire les conclusions, et il tombera d'accord avec moi, lorsque je dis que c'est un travail très consciencieusement élaboré.

Si nous n'adoptons pas ce rapport, le moins que l'on puisse attendre de la part de ceux qui contrôlent la Chambre, c'est qu'ils lisent ce travail.

M. Casgrat — *député de Québec*.—A la page 419 des procès-verbaux, on trouve que ce rapport ne fait que des suggestions sur l'état financier de la commission de la rive nord.

L'honorable **M. Gagnon**.—Oui, mais tournez la page et vous verrez que l'on demande au Gouvernement d'accorder un octroi de \$10,000 par année. Si le rapport se contentait d'exprimer des opinions il n'y aurait pas de nécessité de l'adopter.

Tout en étant personnellement satisfait ainsi que pour mes clients, des conclusions du comité, je ne voudrais pas que le Gouvernement entrerait dans cette voie là sans mûre réflexion. La Chambre non plus ne doit pas se compromettre irrévocablement, sans être certaine de l'appui du Gouvernement.

Les porteurs de débentures ont été maltraités il n'y a pas de doute là-dessus, et le Gouvernement doit étudier spécialement cette question.

Je n'ai aucune objection à ce que le rapport reste devant la Chambre.

M. Casgrain.—Si d'après l'avis de l'honorable secrétaire de la Province, ce rapport empiète sur les attributions du Gouvernement, je m'incline devant cette opinion. Tout ce que je veux, c'est que ce rapport reste devant la Chambre.

M. Déchène—*député de L'Islet.* — J'ai l'honneur de proposer en amendement, que tous les mots après que, soient biffés et remplacés par les suivants :

Le rapport ne soit ni adopté ni rejeté mais qu'il soit résolu que pour se conformer à l'esprit de la constitution, cette Chambre, lai-se à l'Exécutif la responsabilité de l'action à prendre sur la question mentionnée dans le rapport.

M. Desjardins — *député de Montmorency.* — Je ne vois pas la nécessité de cet amendement, le rapport est devant la Chambre, et le Gouvernement en fera ce qu'il voudra, car je cro's l'objection de l'honorable secrétaire de la Province bien fondée.

La proposition de M. Déchène est adoptée.

LA CAUSE CORNEILLIER ET LEBLANC.

M. Chapagne — *député d'Hochelaga.* — J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de la correspondance, documents, mémoire de frais et sommes payées à M. Pagnuelo, au sujet d'une poursuite dans une cause *re : la Reine vs Charles Auguste Corneillier et Pierre Evariste LeBlanc.* No 14, terme de mars 1885.

M. le Président, nous avons travaillé avec ardeur tout le temps de la session, et bien que nos délibérations aient été

quelques fois troublées par des récriminations qui avaient plus ou moins leur raison d'être, cependant dans l'ensemble, nos débats ont été calmes et fructueux. Je ne voudrais pas au dernier moment jeter un brandon de discorde parmi nous, cependant je crois de mon devoir de soulever la question mentionnée dans ma proposition.

J'ai entendu l'autre jour, l'opposition faire grand bruit à propos des \$3,000 payés à M. Langelier, et au sujet de l'accusation formulée par M. Pacaud contre le Gouvernement Ross-Taillon. L'honorable chef de l'opposition, s'est plaint de ne pas avoir eu justice de la part de la Chambre, or s'il y a un homme qui n'a pas droit de crier au scandale, c'est bien lui. On se rappelle encore que l'un de ses bras-droits dans cette Chambre, s'est mis dans une position bien peu enviable, car un *true bill* a été trouvé contre lui, devant les grands jurés sur une accusation très grave de sa nature. Je me suis trouvé mêlé à cette cause, et j'ai fait une assez longue correspondance avec l'honorable chef de l'opposition alors procureur-général. Je lui ai demandé la permission de conduire cette cause devant les petits jurés. C'était mon client M. Benoit Bastien qui me demandait d'intervenir.

MM. Corneillier et LeBlanc étaient accusés de subornation des jurés, l'honorable chef de l'opposition m'a dit qu'il ferait tout en son possible pour rendre justice à tout le monde. M. Ouimet, l'associé de l'un des accusés, M. Corneillier, était l'avocat de la couronne. Il m'écrivit, me disant qu'on allait nommer un homme en dehors de la politique, pour conduire cette cause. M. de Lorimier fut mis de côté, bien qu'on m'eut promis qu'il serait nommé, et M. Pagnuelo fut nommé à sa place.

Pendant ce temps là on avait préparé un autre indictement, mais cet indictement n'eut pas de suite, parce qu'il avait été mal préparé.

L'honorable M. **Taillo** . Qui l'a préparé ?

M. Chan pague.—C'est M. Davidson en société avec M. Pagnuelo. On a fait sciemment une faute, afin de faire libérer les accusés. Nous avons fait notre possible pour surmonter les difficultés que l'on semait sur notre route, mais nos efforts ont été vains.

On reproche les \$3,000 payés à M. Langelier, parce que ce monsieur n'a rien dit devant la cour suprême. Pourquoi ces messieurs ont ils payé \$300 à M. Pagnuelo, quand ce monsieur n'avait pas même préparé l'indictement ? On voit même un homme qui a été procureur général, qui même a été premier ministre pendant vingt-quatre heures, se scandaliser des honoraires payés à un avocat, quand lui même payait des centaines de piastres à ses amis pour ne rien faire.

On nous reproche d'avoir changé de parti. Pourquoi l'honorable chef de l'opposition a-t-il commencé sa carrière publique en travaillant pour un libéral, et a-t-il abandonné ce parti plus tard, sans dire pourquoi ? Nous, les conservateurs nationaux, nous avons travaillé au grand jour. La presse conservatrice de Québec et de Montréal était avec nous. L'honorable député de Deux Montagnes s'est même fait élire avec notre programme qu'il a trahi ensuite. L'honorable M. Beaubien était dans nos rangs. M. Desjardins député d'Hochelaga, était même plus violent que nous, c'est lui qui a dit que, Sir John, le vieux brulot orangiste, avait commencé sa carrière à la lueur de l'incendie du Parlement à Montréal, carrière qui ira s'éteindre au pied de l'échafaud de Regina.

Dans la grande lutte de 1886, l'honorable chef de l'opposition a perdu vingt six comtés, grâce à la défection des conservateurs nationaux. Quand je voterai non-confiance dans le Gouvernement, on ne me verra pas lui donner mon appui le lendemain.

Je vois dans la Chambre plusieurs députés qui ont abandonné le drapeau national ; je leur donne rendez-vous devant le peuple aux prochaines élections, leur trahison sera punie comme elle le mérite.

La proposition est adoptée.

L'EFFONDREMENT DU CHEMIN DE LACHINE.

M. Champagne—*député d'Hochelaga*.— J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de toutes correspondances et documents, concernant la demande des syndics des chemins à barrières pour l'Isle de Montréal (*Turnpike Trust*), que le Gouvernement fasse tous les travaux nécessaires pour prévenir et empêcher, à l'avenir les éboulis et l'effondrement du chemin Lachine en face de la ferme connue sous le nom de ferme Leduc, dans la paroisse de Notre-Dame de Grâces, dans le comté d'Hochelaga.

M. le Président, je sais que des difficultés se sont soulevées à propos de cette affaire. Il y a dix-huit ans, quand on construisait le chemin de fer du Grand Tronc, une partie du terrain qui supportait la côte a été achetée par cette compagnie pour faire balastrer son chemin. Depuis ce temps-là, des éboulis ont eu lieu à différentes époques. En 1876, le chemin qui existait alors appartenait aux syndics des chemins à barrière de Montréal. Une partie du chemin fut enlevée par l'un de ces éboulis, et aujourd'hui la voie se trouve reculée d'un arpent et demi de l'endroit où elle passait auparavant. Le chemin maintenant menace d'être emporté complètement le printemps prochain, sur sept arpents de largeur, sur deux ou trois cents pieds de profondeur ; ce travail de démolition se continue aux deux extrémités comme au centre, et trois propriétés sont menacées d'être englouties.

Le Gouvernement dit qu'il ne sait pas s'il est responsable de ces dommages, et obligé de faire les dépenses nécessaires pour empêcher ces éboulis. La propriété a été vendue au Gouvernement, et plus tard celui-ci l'a revendue à une compagnie; la propriété a été vendue d'après les données de l'ancien titre. Les bornes sont les mêmes que sur le premier acte de vente, je crois que le Gouvernement est responsable et qu'il s'expose à des dommages si les travaux nécessaires ne sont pas faits.

J'ai parlé des chemins sous le contrôle des syndics des barrières. Ces chemins sont-ils la propriété du Gouvernement ou des syndics, ou encore les voisins sont-ils responsables? Je dis que les syndics n'ont aucune responsabilité. Je crois que c'est le Gouvernement sur qui retombe toute cette responsabilité. Je suppose que le chemin soit enlevé par un éboulis, il n'y aurait plus de communication entre Montréal et Hochelaga, et dans ce cas qui sera obligé de nous fournir des communications? Je crois de mon devoir dans les circonstances de prendre tous les moyens possibles pour engager le Gouvernement à faire des travaux. Si les travaux ne sont pas faits, il y aura certainement calamité quelques-uns de ces jours dans ces endroits, Je laisse au Gouvernement à réfléchir sur la question suivante; si jamais le chemin est détruit, qui sera obligé d'en faire un autre?

M. P. ou.—*député de Bagot.*—Je crois que le Gouvernement ferait bien de voir si les propriétaires qui ont vendu ce côteau à la compagnie du chemin de fer, ne sont pas responsables des dommages causés par les éboulis en question. En 1846, le terrain qui déboule maintenant, a été vendu au chemin de fer de Montréal et Lachine. On a pris de la terre pour remplir une savane que traversait la voie ferrée.

Avant que le Gouvernement prenne aucune initiative,

il se soit plus prudent qu'il s'informe quels sont ceux qui sont responsables de ces éboulis.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*— Je ne suis pas prêt à répondre à la question concernant la responsabilité du Gouvernement dans cette affaire, c'est au département des travaux publics à y voir. La proposition va être adoptée et pour ma part, je n'ai pas d'objection à ce que la question soit étudiée. Les documents seront mis devant la Chambre, et nous verrons alors ce qu'il y aura à faire.

La proposition est adoptée.

LA SAISIE DU SALAIRE DES EMPLOYÉS PUBLICS.

L'ordre du jour appelle la délibération en comité général sur le projet de loi concernant la saisie du salaire des employés publics.

M. **Robidoux** — *député de Chateauguay.*— J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme maintenant en comité général pour examiner ce projet de loi.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*— La situation actuelle exige que nous adoptions ce projet de loi, bien que nous ne soyions pas responsables de cette position. A l'heure qu'il est, on peut saisir une partie du salaire des employés publics. Le comité de législation nous fait rapport de dispositions qui me paraissent acceptables. On veut éviter les frais de saisie, et je crois que par là même, nous rendons service aux employés publics, en déclarant qu'à l'avenir leur salaire ne sera pas saisissable, excepté suivant la procédure établie par ce projet. C'est devenu un embarras extrême. Toutes les grandes compagnies renvoient leurs employés qui laissent saisir leur salaire, je crois que cette mesure est bonne.

M. Déchêne — *député de l'Islet*. — J'ai l'honneur de proposer que la Chambre ne se forme pas en comité général maintenant, mais dans six mois.

L'honorable **M. Blais** — *député de Beauce*. — Ces dispositions nouvelles ne font qu'améliorer la loi, car le principe existe déjà ; il n'y a que des questions de détail.

M. Laroque — *député de Rouville*. — A l'origine, ce projet de loi avait pour principe de faire disparaître la saisie. La première loi sur ce sujet existe depuis quinze années ; je ne suis pas de l'opinion de l'honorable chef de l'opposition. La loi dit qu'une partie du salaire des employés publics est saisissable. A l'heure qu'il est, déjà vous vous plaignez du grand nombre de personnes qui demandent à devenir employés publics. Si vous décrêtez qu'à l'avenir leur salaire ne sera pas saisissable, cette tendance vers le fonctionarisme se généralisera beaucoup plus. L'opinion publique n'est pas en faveur de faire disparaître la saisie dans ce cas là. Tous les employés qui sont de bonne foi, et qui veulent payer leurs dettes, peuvent parfaitement s'entendre avec leurs créanciers, et par là-même, s'éviter des frais. J'aimerais à venir au secours de l'employé public honnête et laborieux, et lui éviter des frais judiciaires, si cela est possible. Aux employés qui m'ont parlé de cette question, je leur ai dit : venez avec une mesure claire et acceptable, et nous verrons. Ce projet de loi présentera dans la pratique des difficultés peut-être insurmontables, je veux parler de la procédure devant les tribunaux, en ce qui se rapporte à la mise en demeure. Prenez par exemple le bureau du shérif à Montréal : le chef de ce bureau est le procureur général, or les gens de Montréal devront venir ici, pour mettre ces employés en demeure de payer leurs dettes.

Si on peut me convaincre que ce projet de loi protège suffisamment les intérêts des créanciers, je voterai en faveur

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke*.— On pouvait venir au secours des employés en prenant des mesures pour éviter les frais. J'ai eu connaissance de cas, où les employés ont dû payer plus de frais que le montant qu'ils devaient.

L'honorable M. **McShane**—*député de Montréal-centre*.—Je crois pouvoir dire que sur cinquante créanciers, vous en trouverez à peine un seul qui agira avec trop de sévérité. Que voulez-vous qu'un homme fasse, quand il n'a pas d'argent, il faut bien que quelqu'un lui aide, mais malheureusement on oublie vite ceux qui nous ont tendu une main secourable dans les mauvais jours. Ceux qui oublient si facilement, ne méritent pas aucune protection, et je connais de ces gens à Québec.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Je dis qu'il vaudrait peut-être mieux abroger la loi qui rend une partie du salaire des employés publics saisissable. Je dis que cette mesure est dans l'intérêt public, et si tous les députés avaient été ministres, ils auraient acquis une expérience qui les engagerait tous à voter en faveur d'une proposition pour changer la loi.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—Ne pourrait-on pas dire qu'un autre employé serait substitué aux ministres pour ces cas là, car je comprends qu'il serait difficile d'absorber le temps des ministres par ces détails ?

L'honorable M. **Taillon**.—On dira peut-être : qu'on suive l'exemple de la compagnie du Grand Tronc, qui met ses employés à la porte, lorsqu'ils se laissent poursuivre, c'est expéditif, mais c'est bien dur. Si on n'adopte pas ce système, que reste-il donc à faire ?

J'assimilerai cette exemption de saisie à celle décrétée en faveur de l'instituteur. Pour celui-ci, on part du principe qu'il lui faut son salaire pour vivre ; or si son salaire est

saisie il faudra bien qu'il s'en aille, et par là même l'école se trouvera fermée. C'est la crainte de cette éventualité qui a fait décréter l'exemption de saisie.

Il y a des employés qu'on ne peut remplacer facilement, ce sont ceux qui occupent des postes où il faut des connaissances spéciales. Si un employé public endetté a des valeurs, et s'il a affaire à un créancier trop sévère, il pourra être ruiné par des poursuites inutiles. De son côté, le ministre sera dans une position très difficile, il lui faudra répondre aux sommations de la cour, laisser son bureau, ses devoirs officiels, etc

C'est M. David, autrefois député de Montréal-est, qui a fait passer cette loi. Il a réussi après beaucoup de persistance, mais je n'ai jamais compris pourquoi, on avait cédé. On me dira peut-être : mais rendez donc l'exemption générale ; je dis non, il faut des raisons spéciales. Espérons que l'on votera dans ce sens l'année prochaine, et avec cet espoir je serais disposé à ne pas changer la loi cette année.

L'honorable M. **McShane**.—Pourquoi priver de leurs droits ces pauvres marchands qui avancent aux employés publics ; ne méritent-ils pas d'être payés ? Je ne veux pas maltraiter les employés publics, mais je veux qu'ils paient leurs dettes.

M. **Pilon**.—Ces employés devraient se contenter de vivre suivant leurs moyens, comme les autres citoyens. Je ne vois pas pourquoi nous ferions des lois plus favorables pour eux que pour les autres. Le pauvre ouvrier est-il plus protégé qu'un autre ? Pourquoi l'employé public ne serait-il pas mis sur le même pied ? Franchement, je ne vois pas à quoi on veut en venir. Il vaudrait autant exempter de saisie tous les députés.

L'honorable chef de l'opposition disait qu'on ne pourrait remplacer les employés qui seraient mis à la porte, parce

qu'ils n'auraient pas payé leur dette. Cette crainte est chimérique, on en trouvera toujours assez. Il ne faut pas croire que les employés publics sont descendus du ciel, et que tout le monde doit se mettre à genoux devant eux.

M. Casgrain — *député de Québec* — La raison pour laquelle il n'y avait pas de saisie, c'est qu'en thèse général, l'argent public ne peut-être saisi. On a fait une exception à cette règle générale, mais je crois que ce n'était pas une mesure sage.

Je crois que la loi d'Ontario serait encore préférable à ce que l'on nous propose. Là le débiteur doit donner devant le juge une déclaration du montant de son revenu, et le tribunal ordonne qu'il devra payer un à-compte de tant par mois ou par semaine. Si l'individu ne paie pas, il est emprisonné pour mépris de cour.

On dit que le système actuel fait encourir des frais aux employés, mais les autres citoyens sont dans le même cas, et doivent payer les frais quand ils se laissent poursuivre. Pourquoi serions-nous obligés de faire plus pour les employés publics que pour les autres citoyens ?

La proposition de M. Déchéne est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bisson, Bourbonnais, Cameron, Casgrain, Champagne, Déchéne (l'Islet), Duplessis, Faucher de Saint-Maurice, Forest, Goyette, Lafontaine, Lemieux, Legris, Lussier, McShane, Murphy, Pelletier, Pilon, Rhodes, Rinfret, Rocheleau, Taillon, Tessier et Tourigny.—24.

Ont voté contre ;—MM. Baldwin, Bazinet, Barnatchez, Blanchet, Cardin, DeGrosbois, Desjardins, Dumais, Duhamel, Flynn, Gagnon, Gladu, Laliberté, Lapointe, Lareau, LeBlanc, Lynch, Martin (Bonaventure), McIntosh, Morin,

Nantel, Owens, Picard, Poupore, Robertson, Rochon, Shehyn, Spencer, Sylvestre, Trudel et Turcotte.—31.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Le projet de loi est examiné en comité général.

La séance est levée.

(Séance du soir.)

La Chambre continue sa délibération sur le projet de loi concernant la saisie du salaire des employés publics.

L'honorable M. **Gagnon**.—Après les explications que l'on m'a données, je dois dire que je ne puis continuer à appuyer ce projet de loi. Comme me l'a fait remarquer l'honorable député de Québec, si ce projet de loi était adopté, personne ne pourrait prendre une action contre un employé public même pour une créance hypothécaire. Cela va évidemment au-delà de l'intention que l'on avait. Je demande pardon à la Chambre si je me suis laissé induire en erreur par de fausses apparences. J'espère, que le comité général qui va siéger dans l'instant, ne fera pas de rapport, ce qui aura pour effet de tuer ce projet de loi.

La Chambre siège en comité général.

Le comité lève sa séance sans faire de rapport sur ce projet de loi.

Le projet est conséquemment rejeté.

LE RAPPORT DE LA COMMISSION AGRICOLE.

L'ordre du jour appelle la suite du débat sur les propositions concernant l'adoption du rapport préliminaire de la commission agricole.

M. **Legr's**.—*député de Maskinongé*.—M. le Président, comme tout le monde le sait, une commission fut nommée en 1887 pour faire une enquête sur les meilleurs moyens à

prendre pour améliorer l'état de notre agriculture. Cette commission nous a fait un rapport sur ses travaux. L'amendement de l'honorable député de l'Islet, conclut à ce que la Chambre n'adopte pas ce rapport, parce qu'il n'est que préliminaire ; je crois pourtant que c'est bien le rapport définitif que nous avons devant nous, car la commission ne se réunira pas de nouveau, de sorte que ce rapport est bien le rapport définitif de la commission agricole.

L'honorable député de Montmagny a demandé l'adoption de ce rapport, je crois qu'il ne serait pas sans intérêt de jeter un coup d'œil sur ce travail.

On a fait des éloges de nos écoles d'agriculture en général, seulement celle de Richmond n'a pas été aussi bien appréciée que les autres. On se plaint que ces écoles ne sont pas fréquentées par un nombre suffisant d'élèves, en proportion de l'argent qu'elles coûtent. J'ai déjà fait quelques remarques sur ce sujet ; le fait qu'il n'y a pas autant d'élèves qu'il en faudrait, n'est pas une raison pour les abolir immédiatement, et je ne crois pas que ce soit là un remède ; on devrait plutôt étudier les moyens d'augmenter le nombre des élèves et répandre davantage les lumières que ces élèves sont à même de puiser dans ces institutions. Il faut à la théorie joindre la pratique. Ces écoles donnent de bons exemples, très profitables à la classe agricole ; le malheur est, qu'ils ne sont pas assez connus.

Une autre chose dont on se plaint en rapport avec nos écoles d'agriculture, c'est qu'il n'y a pas de fromageries ni de beurrieres attachées à ces écoles. Je diffère d'opinion avec la commission sur ce point là. Nous avons des fromageries modèles subventionnées par le Gouvernement. Que nous servirait-il d'avoir dans nos écoles, l'enseignement de l'industrie fromagère, ce n'est pas là, véritablement de l'agriculture ; cette industrie vit avec l'agriculture, mais on peut être bon fabricant de fromage, sans être un agriculteur

pratique, de même qu'aussi on peut être un bon cultivateur sans savoir faire le fromage. Ceux qui fréquentent nos écoles d'agriculture ne sont pas destinés à devenir quand même des fabricants de fromage, car je le répète, il n'est pas nécessaire du tout, de savoir faire le fromage pour être un cultivateur modèle. Le cultivateur n'a qu'à fournir la matière première, c'est-à-dire le lait, et pour cela il n'est pas nécessaire qu'il sache fabriquer le fromage. C'est pourquoi je ne concours pas dans les vues de la commission à ce sujet là.

Les deux choses ne vont pas ensembles. Dans ces conclusions, la commission arrive à demander l'abolition des écoles d'agriculture pour en établir une autre, sur le modèle du collège de Guelph ; c'est là, l'une des principales dispositions de ce rapport. Je ne suis pas prêt à dire que le Gouvernement doit encourir des dépenses aussi considérables, et dont personne ne pouvait avoir une idée, lorsque la commission a visité cet établissement. Elle nous dit qu'une seule grange a coûté \$25,000, et je ne suis pas prêt à dire au Gouvernement qu'il doit faire une telle dépense.

J'admets que la commission nous fait beaucoup d'autres suggestions d'un grand mérite. Entre autres choses, elle approuve la formation des cercles agricoles dans les paroisses. Je me permettrai d'attirer l'attention du Gouvernement sur ce sujet là, car la suggestion qui est faite dans le rapport est très sage et mérite la sérieuse attention des autorités. La formation des cercles, devrait être encouragée par le Gouvernement. Il y a des comtés où il n'y a pas de société d'agriculture, il y en a d'autres où ces sociétés fonctionnent très mal. L'argent qu'on donne ne rapporte pas grand chose. Dans ces circonstances là, ne serait-il pas sage de faciliter la formation des cercles agricoles, qui donneraient une impulsion plus vive, plus énergique au mouvement de progrès de notre agriculture ? Il y a des paroisses qui ne demanderaient pas mieux de fonder de ces cercles si elles

avaient de l'encouragement de la part des autorités provinciales.

Ces cercles sont l'occasion de réunions très intéressantes où les cultivateurs se rencontrent, et ces réunions par les échanges de vues auxquelles elles donnent lieu, font beaucoup de bien et contribuent plus qu'on ne le pense au progrès général de la classe agricole. On pourrait avoir des journaux agricoles dans les salles du cercle si on se décidait à donner une légère subvention à ces associations. Les réunions que provoquent ces cercles seraient aussi de nature à cimenter l'union et à former un esprit de corps parmi les cultivateurs, comme la chose arrive pour les autres classes de la société. Je crois que le rapport ne devrait pas être accepté par cette Chambre, mais qu'aussi elle ne devrait pas le rejeter. Il y a beaucoup de bon dans ce rapport ; le fait qu'il a été rédigé et signé par des cultivateurs, membres de cette Chambre, doit lui donner une valeur plus qu'ordinaire à nos yeux. Pour ces raisons, je proposerai que tous les mots après " que " dans l'amendement, soient retranchés et remplacés par les suivants :

Cette Chambre considère que le " rapport préliminaire de la commission agricole " fait en 1887 contient des renseignements très utiles et des suggestions d'un mérite incontestable.

Que, sans vouloir se prononcer maintenant sur tous les points mentionnés dans le dit rapport, elle apprécie hautement le travail fait par la commission, et sera prête à considérer chaque question en particulier au fur et à mesure que le Gouvernement de cette Province lui en suggérera l'adoption.

M. Bernatchez—*député de Montmagny*.— J'accepte, car je considère que cette proposition à plusieurs traits de ressemblance avec la proposition principale.

M. Beauchan p — *député de Deux-Montagnes.* —

M. le Président, parlant d'agriculture, parlant de colonisation, tout le monde à un bon mot à dire, je l'ai constaté plus d'une fois avec plaisir. Aussi je ne suis pas surpris d'entendre les paroles patriotiques qui tombent de la bouche de mes honorables collègues, chaque fois qu'il s'agit de parler d'agriculture, paroles par lesquelles ils placent toujours au premier rang, l'industrie agricole comme étant celle par laquelle un peuple puisse le plus sûrement arriver à la prospérité.

Je ne suis pas surpris de constater qu'en tout temps, en toute occasion, tous les hommes sérieux qui s'occupent de la chose publique à quelque classe de la société qu'ils appartiennent, donnent à l'agriculture le mérite d'être la base première de la prospérité d'un peuple.

Mais M. le Président, comme tant d'autres l'ont dit avant moi, il ne suffit pas de dire qu'il faut encourager l'agriculture, qu'elle est la mère nourricière de toutes les classes de la société, que les cultivateurs par leur courage inaltérable, par leur travail ardu, méritent toutes les sympathies, toute la protection que pourraient leur accorder nos gouvernants ; il faut faire quelque chose, il faut accomplir quelques-unes de ces promesses.

Pour être juste, je dois dire que plusieurs des Gouvernements précédents ont donné des preuves non équivoques de leur sincérité, en accordant des octrois considérables pour aider au développement des ressources agricoles. Ils ont établi des écoles d'agriculture, au soutien desquelles ils ont accordé des octrois annuels assez considérables. Le Gouvernement du jour a continué à donner à l'agriculture en général, ce que ses prédécesseurs ont fait depuis vingt ans ; et, se rendant aux désirs de plusieurs députés à cette Chambre, il a nommé une commission, composée en grande partie de cultivateurs, pour s'enquérir de la valeur de

l'enseignement agricole donné dans nos trois écoles d'agriculture.

M. le Président, je ne suis pas ingrat, je remercierai, au nom de la classe agricole dont je suis l'un de ses plus humbles membres, le Gouvernement du jour, de sa libéralité et de la preuve tangibile qu'il a donnée aussi lui, de son intention, de donner à l'agriculture, toute l'attention que mérite une question de cette importance. Mais encore une fois, il ne faut pas se contenter d'avoir de bonnes intentions, il faut leur donner suite, or, M. le Président, le temps est arrivé ou jamais.

Le Gouvernement semble hésiter à mettre à exécution la suggestion la plus importante que lui ait faite la commission agricole, celle sur laquelle elle a été unanime, la seule dans mon humble opinion dont elle devait s'occuper, je veux parler de l'établissement d'un seul collège agricole pour toute la Province, attendu que le Gouvernement ne peut pas subventionner d'une manière suffisante, les trois écoles existantes; d'ailleurs, ce serait faire des dépenses inutiles vu le petit nombre d'élèves qui les fréquentent. Non seulement le Gouvernement hésite à accepter cette suggestion, mais il nous dit par la bouche de l'un de ses ministres,—quoi M. le Président? non pas que cette suggestion est mauvaise, non pas qu'en la mettant en pratique ce ne serait pas pour le plus grand bien de la classe agricole, non pas que ce serait couper court à des dépenses considérables, parfaitement inutiles; non, l'honorable secrétaire provincial n'a pas dit cela, —il nous a dit que s'il acceptait l'idée de n'avoir qu'une seule école d'agriculture pour toute la Province, que l'école de Ste. Anne de la Pocatière, qui se trouve dans son comté, disparaîtrait, et que, comme conséquence, il ne pourrait plus se faire réélire dans ce comté.

Vous admettez avec moi, M. le Président, que cette

raison, tout en ayant peut être quelque valeur pour l'honorable ministre, n'est guère acceptable pour cette Chambre. Tout en regrettant de l'exposer à perdre son élection lorsqu'il se présentera de nouveau devant ses électeurs, je crois que cette Chambre considérera la question à un autre point de vue. Pour dire toute ma pensée, j'ajouterai que s'il arrive que le secrétaire provincial soit battu aux prochaines élections, son absence de cette Chambre sera surtout remarquée par le fait, que nos débats seront peut-être plus calmes et plus courtois, comme toujours ils le sont, quand nous avons la bonne fortune de constater l'absence de l'honorable ministre. Ou l'école de Sainte-Anne, de de même que les deux autres écoles d'agriculture sont utiles ou elles ne sont pas. Si elles sont utiles qu'on le prouve, et ce sera le devoir du Gouvernement de les maintenir ; si elles ne le sont pas, et qu'au contraire un seul collège agricole pour toute la Province, muni de tout ce qu'il faut pour donner un enseignement de première classe, soit considéré d'une nécessité urgente, je dis que le Gouvernement ne devrait pas hésiter à donner son puissant concours à une question de cette importance, à une question qui seule peut faire la richesse et le bonheur des habitants de la Province de Québec, et si pour cela il faut même risquer de voir le secrétaire Provincial battu aux prochaines élections, je dis que le Gouvernement n'a pas encore raison d'hésiter.

On semble admettre que l'enseignement agricole, tel que donné dans nos trois écoles, n'est pas ce qu'il devrait être, on semble aussi d'opinion, qu'un seul collège agricole pour la Province serait suffisant et préférable, tant au point de vue de l'économie que de la valeur de l'enseignement ; mais on n'ose pas donner suite à cette idée parce qu'elle n'est pas populaire pour certains ministres.

Une autre raison donnée par le secrétaire provincial pour ne pas approuver la partie du rapport qui concerne l'en-

seignement agricole, c'est que, dit-il, ce n'est qu'un rapport préliminaire et le Gouvernement attend le rapport définitif.

J'avoue que je ne puis pas m'expliquer pourquoi ce mot préliminaire a été laissé en tête du rapport de la majorité de la commission, car de fait, (et la Chambre, de même que l'honorable ministre le comprennent ainsi), c'est le rapport définitif de la majorité de la commission que nous avons devant nous.

S'il est bien vrai que le Gouvernement a des scrupules à cet endroit, je l'inviterai à jeter un coup d'œil sur le rapport de la minorité qui est bien celui là, un rapport définitif.

S'il ne s'accorde pas avec celui de la majorité sur plusieurs points, pour ce qui regarde le système d'enseignement agricole à donner dans la Province, il s'accorde parfaitement avec celui de la majorité ; et comme c'est la question la plus importante dont parlent les deux rapports, la seule dans mon humble opinion dont la commission devait s'occuper, je dis que le Gouvernement devrait accepter cette suggestion. Avec nos trois écoles le Gouvernement paie chaque année des sommes considérables, et cela sans aucun résultat qui vaille quelque mention. Je pose ici la question : pourquoi trois écoles d'agriculture où l'on ne donne l'enseignement qu'à 25 ou 30 élèves ?

Pourquoi trois séries de professeurs, qui absorbent pour leurs salaires, près des trois quarts de l'argent voté par cette Chambre pour le soutien des dites écoles, quand une série serait plus que suffisante ? Pourquoi l'entretien de trois maisons d'école pour 25 à 30 élèves ? Pourquoi l'entretien de trois fermes ? Pourquoi tant de dépenses inutiles, quand aujourd'hui, avec les voies de communications faciles que nous avons, il serait si avantageux de réunir, sous un même toit, les quelques élèves qui fréquentent nos écoles d'agriculture ?

Pourquoi ne pas concentrer nos efforts sur une seule école et en faire quelque chose digne de la Province de Québec et de ses habitants ?

Ah ! on nous l'a dit pourquoi. C'est qu'une des trois écoles se trouve située dans un comté représenté par un des honorables ministres, qui a déjà été élu par une voix de majorité, et tout naturellement on redoute une défaite, et les autres ministres comprennent aussi que ça ne serait pas populaire de ne fermer que deux de ces écoles, et pour cela ils disent comme l'honorable secrétaire de la Province : le parti avant tout, et le pays ensuite.

Le Gouvernement dépense près de \$9,000 par année au soutien des trois écoles d'agriculture, et cela depuis vingt ans, avec des résultats presque nuls. L'honorable secrétaire de la Province a aussi reproché aux commissaires de ne pas avoir mentionné dans leur rapport ce qu'avait coûté le collège de Guelph !

J'avoue que je ne m'attendais pas à une semblable question de la part de l'honorable ministre, je pensais que pour lui comme pour tant d'autres, lorsqu'il s'agit de favoriser le développement de cette importante industrie que l'on nomme l'agriculture, je pensais, dis-je, que le coût ne pouvait pas être une raison d'empêchement, mais je vois que j'étais dans l'erreur.

Pour l'honorable ministre, vanter les cultivateurs, se montrer zélé pour favoriser l'agriculture, c'est chose facile et surtout peu coûteuse ; mais s'agit-il de donner de l'argent, on change de discours.

Quelle crainte peut avoir l'honorable ministre de donner quelque argent pour l'agriculture, quand c'est elle qui paie ?

Il désire savoir ce qu'ont coûté la ferme et le collège de Guelph, je tiens en mains un document qui nous le dit, c'est le rapport du ministre de l'agriculture pour 1885, au

fédéral. On y voit que la ferme de 550 acres, a été achetée en 1873 au prix de \$75,000.

Le coût total du terrain, des constructions, du bétail, des instruments et du drainage, à la fin de l'année 1880 était de \$225,889.46 ; ce qui fait qu'il a été dépensé \$33,270 par année pour les premières sept années, certes ce n'est pas extraordinaires ; et je ne suis pas le premier à dire qu'il n'est nullement nécessaire de faire autant de dépenses que l'on en fait à Guelph.

Nous dépensons actuellement neuf ou \$10,000 par année au soutien de nos trois écoles, et les résultats sont presque nuls ; je trouverais de bonne politique d'en dépenser \$10,000 autres pour sauver les dix premiers mille.

L'honorable secrétaire de la Province n'accepte pas l'idée de n'avoir qu'un seul collège agricole pour la Province, et il donne pour raison :

- 1 Qu'il craindrait de ne pouvoir se faire réélire dans son comté ;
- 2 Que le rapport de la majorité est intitulé " rapport préliminaire " ;
3. Que ce rapport fait trop de suggestions et que ce serait trop charger le budget que de les exécuter toutes ;
4. Que le dit rapport ne fait pas mention du coût d'un collège comme celui de Guelph que les commissaires ont suggéré d'imiter.

A cela j'ai répondu :

1. Que les collègues de l'honorable ministre ne *craignaient nullement* qu'il fut battu aux prochaines élections.
2. et 3. Que si l'honorable ministre veut un rapport définitif, et dont les suggestions peuvent être accomplies sans être trop onéreuses pour le Gouvernement, il n'avait

qu'à jeter un coup d'œil sur le rapport de la minorité, et il trouverait tout cela.

4. Enfin quant au coût réel on n'a pas besoin de le savoir maintenant. Nous savons que la Province de Québec est capable de dépenser un quart de million sans affecter son crédit, surtout lorsqu'il s'agit d'atteindre un but si avantageux, et c'est tout ce que l'on a besoin de savoir, c'est pour l'agriculture et c'est elle qui paiera, personne donc ne devra s'en plaindre.

Je ne désire pas retenir la Chambre plus longtemps, M. le Président ; je reprends mon siège avec l'espoir que le Gouvernement reconsidérera la question et qu'il ne reculera pas devant quelques petits sacrifices, pour que l'enseignement agricole en cette Province soit donné d'une manière aussi complète et aussi relevé qu'il l'est pour le moins dans la Province d'Ontario.

L'honorable M. **Gagnon**.—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*.—L'autre jour le Gouvernement a déclaré et avec raison que c'était là une question libre. Le Gouvernement a nommé cette commission, elle a fait ses travaux, et nous a transmis un rapport. Elle a donc rempli sa mission.

Le rapport a été mis devant la Chambre pour la renseigner, voilà tout. Le Gouvernement reste responsable de l'action qu'il croira à propos de prendre sur les suggestions qui lui sont faites dans ce rapport, ou s'il agit de manière à ne pas favoriser les intérêts publics, il sera toujours passible de la censure de la Chambre.

On vient demander l'adoption d'un rapport fait avant la dernière session. J'ai dit qu'on ne pouvait accepter toutes les conclusions de ce rapport, et je maintiens ma prétention.

L'honorable député de Deux-Montagnes, se trouve dans une position particulière ; il nous déclare qu'à l'origine, lui

seul et l'honorable député de Vaudreuil étaient en faveur de l'abolition des écoles. Je me trouve donc en bonne compagnie, puisque les autres membres de la commission ne voulaient pas de cette mesure extrême.

Quant à mon élection, dont l'honorable député de Deux-Montagnes a parlé, qu'il ne s'en occupe pas ; le seul souhait que je lui fasse, c'est qu'il soit aussi certain d'être réélu que je le suis moi-même.

M. Beauchamp.—Je ne voudrais pas changer mes chances avec les vôtres.

L'honorable **M. Gagnon.**—L'honorable député n'est pas capable de me donner du retour, et sans cela je ne voudrais pas changer.

Qu'il nous dise comment le collège de Guelph a coûté, et nous pourrons voir ensuite si nous sommes capables de suivre la suggestion à l'effet d'établir une pareille institution dans la Province.

M. Beauchamp.—Je vous l'ai déjà dit ; le terrain a coûté \$75,000, et à venir jusqu'à 1880 l'installation complète avait coûté \$225,000 environ. Il ne faut pas se surprendre de ces dépenses, car voyez donc les sacrifices que l'on fait dans chacun des états de l'Union Américaine pour l'enseignement agricole et pour la fondation de collèges de ce genre. Je n'exigerais pas une telle dépense du premier coup.

Quant à la réélection de l'honorable secrétaire de la Province, ce n'est pas moi qui en ai parlé le premier.

L'honorable **M. Gagnon.**—Evidemment l'honorable député n'a pas compris les documents qu'il cite. La ferme elle-même a coûté \$75,000 d'achat, et jusqu'à 1880 on avait dépensé pour cet établissement \$225,000 en chiffres ronds ; mais ce n'est pas tout, on a dépensé en moyenne \$50,000 par année, et je dis qu'à l'heure qu'il est, le collège de

Guelph coûte au moins \$300,000. La Province est-elle prête à s'engager dans une dépense d'un demi million à peu près, d'ici à la prochaine session. Quand bien même on prendrait tous les subsides votés pour encourager l'agriculture, jamais on n'y arriverait. Je suis prêt à accorder à l'agriculture tout ce qu'il lui faut, mais je ne vois pas la nécessité d'adopter un rapport qui nous engage dans une voie inconstitutionnelle.

L'honorable député de Deux-Montagnes n'aurait pas voté l'adoption du rapport de la majorité, puisqu'il était contre au sein de la commission. S'il n'y a pas d'inconvénients graves, pour ne pas dire plus, à adopter le rapport de la majorité, pourquoi l'honorable député n'a-t-il pas lui-même proposé l'adoption de son rapport ! Il avait autant de droit de le faire que l'honorable député de Montmagny. Cependant il n'en a rien fait. Il a son opinion, mais il doit être permis aux autres d'avoir la leur aussi.

Je dis que l'école d'agriculture de Sainte-Anne a fait un bien immense et si elle n'a pas fait plus de bien, il n'en dépend pas d'elle, mais bien de l'apathie des cultivateurs eux-mêmes, ils n'encouragent pas assez ces écoles. Malheureusement nos cultivateurs n'ont pas encore compris l'importance de ces institutions. Ceux d'entre les cultivateurs qui veulent envoyer leurs enfants à ces écoles, peuvent le faire, puisque c'est le Gouvernement qui paye.

Secondement, si les écoles n'offrent pas tout ce que l'on désire d'elles, c'est qu'on les menace sans cesse de les supprimer. Croyez-vous que ce soit un moyen propre à les encourager à faire des avances en capitaux, avances qui seront perdues le jour où ces écoles seront supprimées.

Ceux qui ont fondé ces écoles étaient de vrais et de grands patriotes. Elles ont été fondées bien avant que le député de Deux-Montagnes fut au monde.

L'école de Sainte-Anne a été fondée par le révérend M Pilote ; elle a fait des sacrifices immenses pour favoriser les progrès agricoles et tous les ans on la menace dans son existence même. Les collèges qui ont établi ces écoles, seraient bien insensés de se ruiner quand on apprécie si peu leurs efforts passés. Avant de détruire sachons créer.

En somme, je dis que le rapport tel qu'il est n'est pas acceptable, son adoption serait inconstitutionnelle, et voilà pourquoi je voterai pour la proposition de l'honorable député de Maskinongé. Je proteste de tous mes forces contre les reproches adressés aux écoles d'agriculture, elles ont fait leur devoir, autant que les circonstances et les ressources mises à leur disposition le leur permettaient. On s'enthousiasme à propos du collège de Guelph, mais ce collège a coûté au-delà de \$300,000 de capital, et tous les ans on y dépense \$50,000.

Avec les idées qui prévalent aujourd'hui dans la Province, quand bien même on fonderait un collège au prix de \$400,000, il n'y aurait pas plus d'élèves qu'il y en a aujourd'hui dans les écoles d'agriculture.

Si ma voix est écrasée, si on vote le projet d'établir un collège pour toute la Province, on aura engagé le trésor public dans une dépense d'au moins un quart de million, au moment même où on n'a pas encore l'expérience indispensable, pour nous justifier de faire main basse sur les institutions que nous avons. Avant de détruire, je veux savoir ce que l'on veut mettre à la place.

Si vous voulez vous convaincre, venez voir le bien que l'école de Sainte-Anne a fait dans mon comté, à un moment où personne ne songeait à faire quoi que ce soit pour améliorer l'agriculture, et après cela vous me direz s'il est à propos d'abolir cette école. Si vous voulez absolument fonder un collège, si vous ne craignez pas la dépense, faites, mais ne détruisez pas ce qui existe déjà dans la Province.

Avec ce nouveau système, les élèves coûteront au moins, \$1,000 chaque, par année. Notre peuple n'est pas assez avancé pour avoir une telle institution, et si vous l'établissez elle ne produirait pas les résultats avantageux qui en découleront dans quelques années d'ici.

Je respecte les idées de la commission, mais j'ai bien le droit de penser librement, sur une question libre.

M. Beauchan p.—Je me lève pour une explication personnelle. L'honorable secrétaire de la Province a dit que je n'ai pas compris ce que j'ai lu. J'ai dit que la ferme de Guelph avait été achetée en 1873, au prix de \$75,000, qu'en 1880, ce collège avait coûté \$225,000, et que ces dépenses représentaient une moyenne annuelle de \$32,000. En 1880, voyant que le nombre des élèves qui fréquentaient cette institution augmentait beaucoup,—on en comptait même alors 37 de la Province de Québec, tandis qu'il n'y en avait pas trente en tout dans nos écoles d'agriculture,—on a décidé d'agrandir les bâi-ses, et pour cela on a fait d'autres dépenses.

Je ne dis pas qu'il faudrait faire ici du même coup, une dépense de plusieurs centaines de milliers de piastres.

Je ne sais dans quel collège l'honorable secrétaire de la Province a fait son cours d'étude, mais ce que je sais c'est que là où j'ai étudié, on m'a enseigné à comprendre ce que je lisais.

L'honorable **M. Gagnon.**—N'est il pas vrai que, comme question de fait, en 1880, le collège de Guelph avait alors coûté \$225,000, et que tous les ans on a dépensé \$50,000, ce qui fait que cette école coûte en capital au-delà de \$300,000.

Quant à la dernière remarque de l'honorable député de Deux Montagnes, s'il faut en juger par son langage il n'a pris son éducation dans aucun collège.

M. PIOT —*député de Bagot*.—M, le Président, jamais je n'ai été dans aucun collège de ma vie, mais cela n'empêche pas que je puis juger un peu ce qui se rapporte aux intérêts agricoles. Or je dis que c'est là l'un des meilleurs rapports qui aient jamais été mis devant la Chambre et devant la Province. Ce n'est pas la première fois, où on a suggéré de n'avoir qu'un seul collège agricole pour toute la Province, il ne faut donc pas s'étonner outre mesure de la suggestion de la commission.

J'ai visité avec mes collègues de la commission toutes les écoles d'agriculture de la Province, j'ai aussi visité les fermes modèles qui y sont attachées. J'ai visité également la ferme modèle de Guelph. Cette ferme est très bien tenue, et on y fait des expériences sur un grand pied. Quant au prix qu'a coûté ce collège, je n'en parlerai pas. Je ne ferai pas un crime au Gouvernement d'Ontario de ce qu'il a dépensé en faveur de la classe agricole, je n'en demanderai pas autant ici non plus, car nous n'avons pas besoin de faire d'aussi fortes dépenses. Dans Ontario, on pratique les mêmes expériences qu'à la ferme expérimentale établie par le Gouvernement fédéral à Ottawa. Cette station expérimentale va nous donner toutes les expériences dont nous aurons besoin, du moins en ce qui concerne la partie ouest de la Province. Nous n'aurons donc pas besoin de faire le quart des dépenses encourues par la Province d'Ontario, car nous aurons des expériences toutes faites, grâce à l'initiative des autorités fédérales, ce qui simplifiera notre tâche.

Il ne s'agira que de faire la différence suivant la variété des climats que présentent les différentes régions de notre Province. Je ne regarde pas la dépense quand il s'agit de faire le bien de la classe qui fait vivre toute la Province. Nous, les cultivateurs, nous n'avons pas gardé, quand il a fallu faire des dépenses pour l'éducation. Je l'ai dit dans le temps et je le répète aujourd'hui, il ne faut pas se

laisser effrayer par la dépense de quelques milliers de piastres, lorsqu'il s'agit de favoriser l'agriculture. Je voudrais que l'on doublerait la somme pour l'éducation, mais je voudrais aussi que l'on fonderait une école modèle pratique et que les élèves qui sortiraient de là, pourraient en montrer sur certaines branches, à ceux qui sortent des collèges classiques. A l'heure qu'il est, on veut plutôt dans nos écoles d'agriculture attachées aux collèges classiques, on veut plutôt instruire les élèves sur la théorie que sur la pratique.

Je voudrais bien savoir ce que l'on penserait d'un homme qui irait mener son enfant au collège et qui dirait au supérieur : je vous amène mon fils pour le faire instruire, mais je veux qu'il entre de suite en philosophie ; n'est-ce pas que le supérieur lui dirait : Mon bon monsieur, vous vous trompez, et si vous tenez absolument à ce qu'il entre en philosophie, ramenez votre fils, car il faut qu'il apprenne les grosses lettres avant la philosophie. C'est cependant ce que l'on veut faire en agriculture ; nos pères ont fait des juges, des avocats, des notaires, des médecins et même ils ont su nourrir leurs fils une fois reçus avocats, notaires, etc., ce qui me prouve qu'après tout, la routine de nos ancêtres n'était pas aussi bête qu'on veut bien le dire aujourd'hui.

Je ne veux pas condamner nos écoles d'agriculture, mais je dis qu'il faut faire un pas de plus dans la voie du progrès. Le temps est arrivé d'avoir une école supérieure, et pour cela il faut établir un seul collège central. J'ai remarqué au cours des visites que nous avons faites dans les écoles d'agriculture, qu'il y avait 21 instituteurs, et qu'il y avait à peine un élève par chaque instituteur. D'un autre côté nous avons appris avec étonnement que 127 élèves de la Province de Québec ont fréquenté le collège de Guelph, bien qu'ils eussent à payer \$100 par année, tandis qu'ici on accorde des bourses. Savez-vous pourquoi, M. le Président, il y a une aussi grande différence ? Je crois pouvoir vous en indiquer la raison. Les cultivateurs se sont dit : comment

se fait-il donc que sur les trente bourses distribuées par les écoles d'agriculture, la plus grande proportion soit donnée à ceux qui ne sont pas fils de cultivateur. Lorsque nous sommes allés à Ste-Anne, nous y avons vu un élève dont le père demeure au Brésil ; s'il faut aller aussi loin pour mériter la protection des autorités, il n'y a rien d'étonnant à ce que nos cultivateurs restent en arrière. D'après notre projet, chaque société d'agriculture aurait droit d'envoyer dans ce collège central le fils d'un cultivateur, choisi parmi les plus méritants, et ce serait le Gouvernement qui paierait pour lui. De cette manière-là, nous aurions au delà de 70 élèves fréquentant ce collège. Il me semble que cela vaudrait bien la peine d'avoir une école supérieure.

L'honorable secrétaire de la Province a dit que c'était la faute des cultivateurs, s'il n'y avait pas plus d'élèves dans les écoles d'agriculture. Quand un cultivateur voit le fils de tel ou tel monsieur de Montréal, dont on n'a pu rien faire dans nulle autre carrière, reçu dans ces écoles de préférence aux siens, il en conclut que ces écoles n'ont pas été fondées pour le plus grand avantage de l'agriculture. Un bon colon doit valoir au moins \$100 pour le pays ; or, il n'y a pas de meilleur colon que l'élève d'une école d'agriculture. Nous n'avons jamais reproché au Gouvernement d'avoir dépensé des millions et des millions pour des chemins de fer ou d'autres entreprises, il me semb'e qu'il est temps que nous ayons notre tour.

Avec 25 ou \$30,000, nous pouvons acheter ici la même étendue de terrain que celle achetée par la Province d'Ontario au prix de \$75,000. Nous avons aussi demandé dans notre rapport que des fermes modèles fussent établies dans diverses parties de la Province. Aujourd'hui on donne des prix pour la ferme la mieux tenue. Je demande que tous les quatre ans, on augmente ces prix de manière à avoir des fermes modèles. Je me rappelle d'un fait qui

prouve quel bien ce système pourrait faire dans nos campagnes. Le père de l'honorable député de Compton, un bon cultivateur, je vous l'assure, s'était établi non loin de chez moi, sur une terre pauvre.

Il achetait du fumier de ses voisins pour engraisser le sol. On commença par rire, de lui mais quelques années après M. McIntosh était devenu le modèle de tous les autres cultivateurs de l'endroit, et on allait sur sa ferme prendre des leçons de bonne culture. Pour que ce système soit efficace, il ne faut pas que le modèle soit trop éloigné de l'élève, car alors l'élève est dans l'impossibilité de voir souvent le modèle afin de l'imiter.

M. McIntosh dont j'ai parlé tout à l'heure, avait d'abord, toujours les premiers prix pour le labour, mais plus tard les jeunes gens auxquels il avait montré comment on doit labourer, le battaient aux concours tenus sur la ferme Logan.

Il y aurait assez long à dire sur notre rapport pour passer la nuit ici. Je suis en faveur du rapport tel qu'il est, et je voterai pour la proposition de l'honorable député de Maskinongé, seulement, je demanderai au Gouvernement de préparer au plus vite sa mesure afin de la mettre devant le peuple pour qu'il l'étudie à loisir.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce*. — M. le Président, je vois que les cultivateurs diffèrent d'opinion entre eux, tout comme les avocats ; cela nous venge un peu des sarcasmes que l'on nous adresse parfois. Je tiens à expliquer le vote que je vais donné. Le Gouvernement a nommé une commission composée de quatorze députés à cette Chambre, appartenant à la classe agricole. Ces commissaires ont visité les écoles d'agriculture, et ils ont fait rapport. Ils sont allés aussi voir les fermes modèles que nous avons dans la Province, et celle du collège de Guelph. De retour de ces excursions, les commissaires ont fait deux

rapports, ce qui prouvent qu'il n'y avait pas d'entente entre eux.

Depuis que ces rapports sont devant le public, le Gouvernement a déclaré que celui de la majorité n'était pas acceptable.

L'honorable M. **Tureotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—L'honorable secrétaire de la Province n'a pas parlé au nom du Gouvernement ; il a pris le soin de dire que c'était pour son compte personnel qu'il exprimait cette opinion.

L'honorable M. **Blanchet**.—L'honorable secrétaire de la Province a dit que le rapport de la majorité contenait des choses inacceptables. Il est difficile de ne pas croire que c'est là l'opinion du Gouvernement, car aucun des autres ministres n'a exprimé un avis contraire. Le Gouvernement aurait dû faire un choix parmi les suggestions de la commission, car ces travaux ont coûté une somme assez considérable à la Province pour qu'on en fasse du cas. On a dit que les écoles d'agriculture ont fait beaucoup de bien ; je partage cet avis. Elles ont répandu des notions saines sur la bonne culture, et elles ont contribué à faire adopter par un bon nombre de personnes la culture améliorée.

L'honorable secrétaire de la Province a dit qu'on avait toujours menacé ces écoles de les supprimer. Je constate que les rapports faits par le comité d'agriculture sont dans le sens contraire. En 1882, le comité d'agriculture exprime une pensée toute opposée à celle-là.

Je crois que notre pays doit être divisé en trois grands districts agricoles, suivant les conditions du sol et du climat. Il existe une école d'agriculture pour le bas du fleuve ; il y en a une pour les cantons de l'Est, et enfin une troisième pour la région de Montréal. A tout prendre, je suis d'avis que le meilleur système que nous pourrions adopter, serait

d'améliorer notre organisation actuelle. On trouve que ces écoles laissent à désirer ; le Gouvernement devrait augmenter les bourses afin d'encourager davantage ceux qui suivent cet enseignement, et cela ne coûterait que bien peu de chose.

Quant à établir des fromageries comme annexe à ces écoles, je crois que les propriétaires de ces institutions s'empresseraient de mettre ce projet à exécution et de placer leurs écoles sur un pied aussi efficace que possible, du moment qu'on les aidera. Je crois que l'établissement de fermes modèles dans chacune de nos paroisses serait ce qu'il y aurait de mieux à faire. Ces fermes feraient autant de bien qu'une bonne école d'agriculture, pour disposer les gens généralement à changer leur système de culture, car ce n'est que lorsqu'ils ont les résultats sous leur yeux, qu'ils se décident à faire quelque chose. Il ne faut pas songer seulement à ceux qui sont arrivés à l'âge mur, si on veut faire quelque chose de pratique et de durable, il faut enseigner des notions saines sur l'agriculture dans nos écoles primaires.

Je trouve dans le rapport, une autre suggestion qui mérite la considération du Gouvernement. Je veux parler de l'élevage des animaux. Il a été suggéré que la société d'agriculture ait des animaux reproducteurs pour améliorer les races. Depuis l'établissement dans notre Province, de beureries et de fromageries, l'industrie agricole ne se pratique plus de la même manière. Les cultivateurs préfèrent produire du lait pour les fromageries. Il y a aussi l'élevage des bestiaux qui doit attirer notre attention. Le rapport de la commission dit à ce sujet : " Il est admis que le principal but de l'agriculture dans la Province de Québec, doit être l'élevage du bétail, pour la production de la viande et les produits de la laiterie. Mais l'élevage suppose nécessairement une connaissance assez complète de la médecine vétérinaire, et de la zootomie, qui font connaître les soins à donner au bétail, les qualités et les défauts qui caractérisent

les différentes races, puis indiquent leur aptitude ou leur inaptitude, aux fins que les cultivateurs recherchent.”

Voilà ce que dit la commission. Le Gouvernement a fait des dépenses considérables pour nous renseigner et nous guider, et nous ne sommes pas plus avancés qu'auparavant. Les membres de la commission ne s'accordent pas entre eux, et de son côté le Gouvernement ne veut pas accepter les idées exprimées dans ce rapport.

Nous devons laisser ce rapport devant la Chambre et attendre que le Gouvernement nous soumette des mesures pour favoriser les intérêts agricoles ; c'est alors que nous pourrions juger l'opportunité et le cas que nous devons faire des travaux de cette commission. Je n'ai pas d'objection à faire des éloges des membres de la commission, mais je ne voudrais pas, pour moi, déclarer aujourd'hui que j'approuve ou que je désapprouve aucune partie de ce rapport. Je ne veux pas me prononcer même sur les dépenses qui ont été encourues. Je ne voudrais pas adopter aucune partie de ce rapport, parce que le Gouvernement pourrait venir me dire l'année prochaine : vous devez voter ce que je vous soumetts, parce que vous avez approuvé le travail de la commission.

Je suis prêt à voter en faveur de toute mesure destinée à faire le bien de la classe agricole. Je serais prêt à dire par exemple, qu'il vaudrait mieux ne pas bâtir des ponts en fer et appliquer les \$100,000 que l'on demande pour cette fin, à favoriser l'agriculture. Je regrette que le Gouvernement ait fait si peu pour cette grande industrie ; je crois qu'il a eu tort de ne pas avoir présenté aucune mesure dans l'intérêt de la classe agricole. Il aurait dû prendre une position tranchée sur les questions qui sont traitées dans ce rapport.

Je crois qu'une somme de \$5,000 à chacune de nos écoles d'agriculture serait suffisante pour les mettre sur un bon pied, et pour cela on n'aura qu'à voter un peu moins

pour les ponts en fer. Le Gouvernement a eu tort de ne pas présenter à la Chambre une mesure à cet effet. Je ne puis pas m'engager d'avance, à appuyer aucune des suggestions de la commission, puisque le Gouvernement lui-même ne juge pas à propos de le faire.

C'est pourquoi je voterai contre les propositions qui sont devant la Chambre.

M. Luiss'e —*député de Verchères.*—M. le Président, si je ne prenais pas la parole, on m'accuserait sans doute d'indifférence pour les intérêts agricoles de ma Province. Un homme qui fait de l'agriculture assure sa santé et son avenir. L'industrie agricole est la grande richesse par excellence. C'est avec plaisir que je constate que le Gouvernement national du jour n'a pas mis de côté cette belle question de l'agriculture. La politique du Gouvernement a été acceptée par le peuple, et le peuple a dit qu'il avait confiance en lui. Les succès électoraux qu'il a remportés le prouvent. De plus le Gouvernement a donné une preuve de sa sincérité en nommant une commission agricole, pour étudier les besoins de cette grande cause.

Le point dominant du rapport de la commission agricole se rapporte à l'instruction des cultivateurs ; je suis en faveur du système actuel des écoles, et non pas pour un collège central, car il n'y aura que le riche qui pourra le fréquenter. Nous devons protéger l'enfant du laboureur. On a dit qu'il fallait élever la classe agricole, et que pour cela il fallait l'instruire ; et comment voulez-vous l'instruire si vous n'avez pas d'école ?

Nous avons été envoyés ici par le peuple et pour le peuple, réfléchissons sérieusement avant de nous prononcer.

M. Nantel—*député de Terrebonne.*—J'aimerais bien à savoir, M. le Président, ce que nous avons devant nous ; sur quoi devons nous nous prononcer ? D'après ce document

officiel, intitulé : " Rapport préliminaire de la commission agricole, " nous constatons qu'après tout ce mot " préliminaire " est de trop, et que ce rapport est bien le rapport final de la commission. Il contient certaines conclusions que nous devons, ou adopter, ou rejeter. Le fait est que je me suis demandé si ce document était bien le rapport de la majorité de la commission ou bien simplement les idées du rédacteur, M. J. C. Langelier.

M. Bernatchez—*député de Montmagny*.—Comment pouvez-vous prouver cela ?

M. Nantel —Oh ! c'est bien facile avec le document No. 81, de la session de 1888. Ce document contient le procès-verbal de tout ce qui s'est passé devant la commission. Les suggestions diffèrent du tout au tout, avec le rapport que l'on veut nous faire adopter. Il y a des suggestions sur les sujets suivants : Sur l'établissement de fermes modèles, et entre autres, sur l'élevage du bétail, sur l'industrie laitière, et finalement sur le maintien des écoles d'agriculture, existantes. Le rapport ne veut que d'une seule école, et pourtant dans le procès-verbal, nous voyons que ces messieurs ont conclu au maintien des trois écoles.

Voici ce que je lis à la page 18, du document No. 81.

" Le comité suggère l'établissement de fermes modèles en sus des trois écoles d'agriculture existantes. " Dans le procès-verbal, on voit aussi que l'industrie laitière devait être traitée, et cependant dans le rapport on n'en parle pas. On mentionne différentes industries agricoles, et spécialement celle de la pulpe, c'est-à-dire que M. Langelier a fait tout le contraire de ce que la commission lui avait dit de faire.

Un sous comité avait été chargé de rédiger ce rapport. Le président était de ce comité, il devait se soumettre aux suggestions de la commission, et s'il ne le faisait pas, il outrepassait ses droits. Aussi les autres commissaires ont

fait des reproches au président, voici ce que je lis à la page 24 des documents :

“ M. Saint - Hilaire demande à M. le Président, des explications concernant certains changements opérés par les rédacteurs du rapport, dans les suggestions telles qu'arrêtées par les membres du comité.”

Voilà une bien étrange position. Je dirai que ce rapport ne représente pas les vues de la commission. Je dirai de plus que cette partie du rapport relative aux écoles d'agriculture, ne contient pas mêmes les idées de M. Langelier, c'est ce qui m'a été dit.

M. **Bernatchez.**—J'affirme de mon siège que ce que l'honorable député de Terrebonne dit là, n'est pas exact.

M. **Nante .** Affirmez tant que vous voudrez, j'ai pour moi l'autorité d'un document officiel que vous avez signé vous mêmes. Le procès verbal dit que les écoles doivent être maintenues, et le rapport déclare le contraire. Ce fait est étrange, et ce n'est pas le seul, car dans bien des cas, nous avons les opinions et les idées de M. Langelier, et non pas celles des membres de la commission. Au si pour ces raisons, je voterai contre les propositions qui sont devant nous.

Un mot maintenant de critique, contre le Gouvernement, sur la manière dont il a formé la commission. Je ne suis pas en principe, contre la nomination d'une telle commission, car il est nécessaire que nous connaissions les besoins et les ressources de notre pays ; cela a été fait dans presque tous les Etats de l'Union Américaine, et dans la Province d'Ontario. Mais là où le Gouvernement s'est trompé c'est dans les instructions qu'il a données aux commissaires. Il aurait dû leur dire : vous vous enquerrez de tel et tel point que nous ne connaissons pas. Je crois que c'aurait été là la seule manière d'avoir un rapport sérieux et pratique. •Aussi

nous n'avons presque rien de pratique dans ces deux rapports. Nous pourrions trouver tout cela dans les rapports qui sont dans les archives du département de l'agriculture. A Ontario on a procédé de la manière que je l'ai dit, et l'on est arrivé à un bien meilleur résultat.

M. Pilon.—Approuvez-vous, oui ou non, les conclusions du rapport ?

M. Naftel.—Cela m'est indifférent. Je dis que tout cela était connu d'avance, et que vous n'avez jeté aucune lumière sur le sujet.

Le rapport de la minorité aurait dû être accepté, et si vous ne l'avez pas fait, c'est simplement par esprit de parti. Ce rapport dit la même chose que celui de la majorité maintenant. La majorité n'a cédé que sur les instances de M. Langelier, et l'honorable député de Bagot nous l'a dit lui-même.

M. Pilon.—Je n'ai jamais dit cela.

M. Naftel.—Je l'affirme sur mon honneur. De plus, les membres de cette commission n'étaient pas tous des autorités en fait d'agriculture, c'est là un point important. De plus, je dis que si cette commission eut été divisée en sous-comité et que si ces sous-comités eussent fait chacun une enquête dans toutes les parties de la Province, nous aurions eu alors un rapport pratique qui nous indiquerait les besoins des diverses régions de notre territoire. Voilà comment on a procédé dans Ontario. On a nommé une commission en 1881, composée de quinze cultivateurs des plus distingués de la Province, et ces commissaires ont étudié les besoins particuliers de chacune des sections de cette Province, et c'est comme cela qu'on est arrivé à faire un splendide rapport sur l'agriculture, son état actuel et ses besoins. Cela a coûté plus cher que notre commission agricole, mais du moins, le résultat représente l'argent qu'il a coûté, en d'autres termes, on a eu pour son argent. Si on

eut fait une enquête de ce genre le Gouvernement aurait été approuvé, car on aurait eu un résultat pratique.

On pourrait longuement discuter sur un pareil sujet, mais il a déjà été discuté, et je crois qu'il n'est pas à propos d'en dire davantage pour le moment. En résumé, nous ne sommes pas plus avancés qu'il y a deux ans, car nous n'en savons pas plus long sur les besoins et la situation réelle de l'agriculture. J'espère que l'on procèdera autrement, si l'on se décide à étudier les besoins généraux de la Province, et qu'on arrivera à d'autres résultats que ceux remportés par cette fameuse commission agricole.

M. Bernatchez—*député de Montmagny*.—M. le Président, après le discours de l'honorable député de Terrebonne, je crois devoir dire quelques mots pour rétablir les faits tels qu'ils se sont passés. L'honorable député a dit que ce rapport n'était pas celui de la commission, mais celui de M. Langelier, ce n'est pas vrai. M. Langelier a rédigé le rapport sous notre dictée, et suivant nos idées. Ce que l'honorable député a dit, est donc absolument inexact. Il prend cela tout simplement dans son imagination. Il parle ainsi parce qu'il a une dent contre M. Langelier. Si l'honorable député a quelque chose à régler avec ce monsieur, qu'il règle cela sans le mettre devant le public.

On dit que c'est sur la suggestion de M. Langelier ou du rapport de la minorité, que nous avons décidé de recommander au Gouvernement, l'établissement d'une seule école centrale pour toute la Province. J'ai déjà donné l'année dernière, des explications sur ce sujet. L'honorable député a cité le procès-verbal des séances de la commission, or voici comment les choses se passaient. Chacun avait son idée et l'exprimait librement ; nous la mettions sur le papier à titre de mémoire, mais ce n'étaient pas là, des opinions définitivement arrêtées. Quand M. Saint-Hilaire a demandé des explications à propos du changement relatif aux écoles,

nous lui avons dit qu'après avoir considéré ce que nous avions vu au collège agricole de Guelph, et l'avoir comparé avec ce qui se passe dans nos écoles, nous en étions venus à la décision de recommander la suppression des trois écoles pour les remplacer par un collège central, suivant le mode d'Ontario. Les membres de la commission ont approuvé ce changement en signant le rapport. Si nous avons hésité longtemps avant de prendre cette détermination, c'est que nous y voyions des difficultés assez délicates à régler. Nous savions le vif intérêt que certains membres de cette Chambre prenaient au maintien des écoles d'agriculture existantes. Mais malgré cela nous avons décidé de dire courageusement notre pensée, nous avons fait notre devoir, sans peur, comme des hommes convaincus. Je sais que c'est là, l'opinion dominante dans le public, et que même ceux qui nous critiquent l'approuvent dans leur for intérieur, seulement ils sont dominés par le désir de faire du mal au Gouvernement et non pas de favoriser l'agriculture.

On dit que c'est l'idée de l'honorable député de Deux Montagnes que nous avons prise. Nous discutons nos idées, et quand on avait décidé une chose, nous la mettions par écrit. Le sous-comité chargé de la rédaction du rapport a agi suivant les instructions qui lui avaient été données. Nous avons transmis nos notes à M. Langelier, et c'est sur ces notes qu'il a rédigé ce rapport.

On a dit que nous n'étions pas des hommes compétents. C'est bien possible, mais l'honorable député de Terrebonne aurait-il fait bien mieux que nous. Ce n'est assurément pas ce qu'il a dit, qui prouve qu'il a plus de connaissances que nous en fait d'agriculture. Il a fait une comparaison entre notre rapport et celui de la commission nommée en 1881, par le Gouvernement d'Ontario. Si on veut faire une telle dépense, si on veut faire une enquête, de paroisse en paroisse, et de ferme en ferme, d'un bout à l'autre de la Province, rien de plus facile que de la faire. Mais je n'ai jamais com-

pris que le Gouvernement voulait nous faire faire une telle enquête.

On trouve les idées bonnes, mais on dit : ce ne sont pas ces messieurs qui les ont écrites dans ce rapport. Qu'est-ce que ça fait que ce soit Pierre ou Jacques qui les ait écrites, du moment qu'elles sont acceptables?

J'aurais eu beaucoup d'autres remarques à faire, mais je crois que la session est trop avancée, pour me permettre de prendre plus longuement le temps de la Chambre. Qu'on approuve ou non, le rapport, cela m'est parfaitement indifférent. J'ai fait mon devoir, le Gouvernement et la Chambre en feront ce qu'ils voudront. Je sais ce que je suis, ce que je suis capable de faire en agriculture, et les injures que l'on m'adresse, me laissent froid. J'ai vécu assez longtemps du prix de mes travaux agricoles pour savoir ce que je dis quand je parle sur cette question.

L'autre jour l'honorable député de Dorchester a dit que nous n'avions pas été assez longtemps à l'école de Sainte-Anne, pour bien juger cette institution. Pour l'honorable député, il aurait peut-être fallu plus de temps, mais pour un homme qui s'y connaît, il ne fallait pas autant de temps qu'il l'a laissé entendre. Quand nous avons trouvé du bon, nous l'avons dit, mais quand nous avons trouvé quelque chose de reprehensible nous l'avons dit également.

L'honorable secrétaire de la Province a dit l'autre jour que si ce rapport était adopté, il ne reviendrait pas en Chambre.

Je suis bien convaincu qu'il disait là ce qu'il ne pense pas, qu'il exagérât à plaisir. Lorsqu'il a lutté à Kamouraska, le collégé de Sainte-Anne ne lui était pas favorable, et cela ne l'a pas empêché d'être élu. Néanmoins, je comprends qu'il y a là pour lui un intérêt tout particulier, mais je crois qu'il aurait pu trouver d'autres raisons que celles qu'il a mentionnées.

L'honorable député de l'Islet a allégué lui aussi un motif qui ne me paraît guère acceptable dans les circonstances. Il a dit : à quoi bon dépenser de l'argent pour améliorer l'agriculture, puisque nous n'avons pas de marché pour écouler le produit de nos bonnes récoltes. Il me suffira de signaler cet argument pour en faire justice, car il prouve plus contre lui, que tout ce que je pourrais dire.

Je suis prêt à en passer par la décision de la Chambre.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—L'honorable député de Bagot a demandé au député de Terrebonne, s'il approuvait le rapport de la commission. Il aurait dû poser cette question au Gouvernement d'abord. Le Gouvernement n'a encore rien dit, et pourtant ce rapport est devant la Chambre depuis l'année dernière ; il n'est pas encore en position de nous soumettre une proposition un peu moins vague que celles qui sont devant la Chambre. Une de ces propositions nous demande d'adopter les parties les plus importantes du rapport de la commission agricole. Qu'est-ce que cela veut dire ? Une partie peut être très importante pour moi, et ne pas l'être pour un autre député.

De son côté l'honorable député de l'Islet nous propose ce qui suit : " Vu l'importance de la question agricole, cette Chambre attendra pour l'adoption du rapport préliminaire de la commission agricole, que la dite commission ait fait un rapport final de ses travaux et de ses observations."

Tout cela est si peu clair, que les députés croient qu'il y aura encore un rapport à faire. Voilà une bien étrange position. Il y aura deux ans l'automne prochain que cette commission a été nommée, et l'on ne sait pas encore ce que l'on doit penser de son travail. Le Gouvernement est-il en position de nous dire quelles sont les parties de ce rapport qui vont être adoptées ou rejetées ? Je ne le crois pas, dans tous les cas, si je me trompe, qu'il nous le dise. Est-ce que

ce sont les opinions de la majorité ou de la minorité qui devront prévaloir? Si le Gouvernement avait des idées arrêtées sur un programme quelconque pour favoriser les intérêts agricoles lorsqu'il a nommé cette commission, si le Gouvernement avait un soupçon de politique, il aurait dû donner des instructions de manière à ce que la commission eut conduit ses travaux dans le sens de cette politique. Et si le travail de la commission eut conclu dans le sens de cette politique, le Gouvernement aurait dû être disposé à accepter ces conclusions. Nous sommes en face de cette position-ci : nous avons deux rapports, celui de la majorité et celui de la minorité ; et nous avons un Gouvernement qui ne sait pas choisir entre les deux. Je ne voudrais pas paraître approuver ou désapprouver aucun de ces deux rapports, avant que le Gouvernement lui-même, ait fait connaître sa politique. Si je votais pour la proposition de l'honorable député de Maskinongé, je m'exposerais à ce qu'on me dise plus tard, que j'ai approuvé tout ce qui est dit dans le rapport de la majorité. Je trouve que le Gouvernement ne va pas assez vite en besogne, car nous devrions à l'heure qu'il est, bénéficier des suggestions de ce rapport si elles ont acceptables. Nous sommes rendus à l'extrême limite d'un délai raisonnable et le Gouvernement ne peut tarder davantage, sans jeter du discrédit sur la commission.

En résumé je crois ne pas devoir donner aucune opinion avant que le Gouvernement ait fait connaître la sienne.

L'honorable M. **Tu cote**—*député de Trois-Rivières, procureur général.*—L'honorable chef de l'opposition doit se rappeler dans quelles circonstances cette commission a été nommée. La Chambre a en quelque sorte ordonné la nomination de cette commission, en adoptant à l'unanimité le rapport du comité d'agriculture qui recommandait cette mesure ; ce n'est pas le Gouvernement au fond, qui en a pris l'initiative, mais c'est à la demande de la Chambre que

le Gouvernement a nommé cette commission composée de députés appartenant à la classe agricole.

Ces messieurs ont fait un travail considérable qui portera de bons fruits. Cette commission n'étant pas l'œuvre du Gouvernement mais de la Chambre, l'honorable chef de l'opposition n'a pas raison de nous faire des reproches. De plus elle devait faire rapport à la Chambre.

On dit que le Gouvernement devrait indiquer quelles parties de ce rapport, il entend mettre en pratique. Mais il me semble qu'il faut que la Chambre se soit prononcée avant, sur la valeur de ce travail.

• L'honorable **M. Taillo**. — Pardon . . . lisez les auteurs de droit parlementaire, et ils vous diront que sur toutes les questions importantes, c'est au Gouvernement d'abord dire son opinion et à la faire triompher devant le Parlement.

L'honorable **M. Tircotte**. — Le principe est parfaitement vrai, quand le Gouvernement a une politique définie, mais dans ce cas-ci, c'est la Chambre qui a demandé la nomination de cette commission. Le Gouvernement n'est pas prêt à accepter tout le rapport, lorsqu'il s'agit d'une question aussi importante. Il n'est pas étonnant que le Gouvernement ne soit pas prêt à se prononcer complètement sur tous les points. Le Gouvernement est parfaitement indépendant tant que la Chambre ne se sera pas prononcée.

• Le travail que nous avons devant nous, est un travail sérieux, fait par des hommes compétents. L'honorable député de Terrebonne a dit que ce travail n'était pas l'œuvre de la commission. En parlant comme il l'a fait, il a attaqué ses propres amis. M. Langelier n'a agi simplement que comme greffier des commissaires. Quel mal y a-t-il pour les membres de la commission d'avoir demandé à M. Langelier, de faire la rédaction de ce rapport, du moment

que leurs idées y étaient exprimées. On ne devrait pas déprécier ce travail là.

Le Gouvernement veut connaître l'opinion de la Chambre car c'est elle qui a demandé la nomination de cette commission.

L'honorable M. **Tailleur**.—Alors si c'est à la Chambre que revient le mérite si mérite il y a, le Gouvernement avait tort de se vanter de tout ce qu'il faisait pour l'agriculture ; Il ferait mieux d'avoir un peu plus de modestie à l'avenir.

L'honorable M. **Tierce**.—La sollicitude du Gouvernement pour les intérêts agricoles s'est manifestée par la création d'un département spécial pour l'agriculture et la colonisation, et par la nomination de l'honorable colonel Rhodes à ce poste important.

La Chambre a fait travailler les membres de la commission, et il n'est que juste qu'elle apprécie leur travail ; pour le moment le Gouvernement n'est pas en cause, il ne le sera que le jour où il aura fait choix de ce qu'il y a de bon dans le rapport, et alors seulement, on pourra juger son action.

L'honorable M. **Tailleur**.—Pourquoi alors toutes ces propositions ?

L'honorable M. **Tierce**. La position du Gouvernement est absolument la même que celle qu'il occupe sur la question de l'abolition des barrières. La Chambre par l'entremise d'un comité, a étudié cette question, mais le Gouvernement ne s'est pas encore prononcé.

M. **Rocheleau**—*député de Chambly*.—J'ai déjà déclaré que je laissais au Gouvernement toute la responsabilité des mesures à prendre sur les suggestions de la commission. Nous le jugerons en temps et lieu.

L'honorable M. **Turcotte**.—Le rapport est entre les mains de la Chambre, et elle peut en faire ce qu'elle v udra. Dans ce rapport il y a du bon et du mauvais ; il y a quelque chose que je ne suis pas prêt à voter. Pour ces raisons, je crois que l'on devrait adopter la proposition de l'honorable député de Maskinogé.

M. **Picard**.—*député de Richmond et Wolfe*. — Pourquoi dire au Gouvernement de prendre ce qu'il y a de bon dans ce rapport, et de laisser ce qu'il y a de mauvais, on sait toujours bien qu'il ne prendra que ce qui lui conviendra. Quelle garantie avons nous qu'il ne prendra que ce qu'il y a de bon dans ce rapport ?

L'honorable M. **Turcotte**.—L'honorable député est-il prêt à voter pour ou contre le rapport ?

M. **Picard**.—Je suis prêt à voter pour que le rapport reste là où il est. Depuis quinze ans vous avez fait de grandes promesses à la classe agricole, vous disiez que vous feriez mer et monde pour elle, qu'avez-vous fait, depuis que vous êtes au pouvoir ? Quand le comité a suggéré de nommer une commission royale, ça été fait pour sauver le Gouvernement qui avait fait de grandes promesses sans savoir comment les tenir. On agite de grandes mesures devant les électeurs, pour tenir les esprits en haleine pour attendre les prochaines élections, et pour leurrer le public. De toutes les questions mises par ces messieurs devant le peuple, ils n'en ont pas encore réglé une seule. Toutes ces propositions sont faites pour sauver les apparences. Car personne ne voudrait adopter carrément ce rapport en son entier. Les moyens que vous employez, prouvent que vous voulez mettre ce rapport au panier. Le public comprend aujourd'hui que l'on a dépensé dix ou quinze mille piastres pour rien.

M. **Maucher de Saint-Maurice**.—M. le Président, je suis en faveur du maintien de l'école d'agriculture

de Sainte-Anne. Je suis l'un des anciens élèves du collège qui a fondé cette école, et j'en ai gardé un bon souvenir. J'ai visité cette école et j'ai lu le mémoire du révérend M. Tremblay, et je crois qu'il n'y a pas une ligne à retrancher de ce mémoire. Du moment qu'il s'agit de cette école je dis : n'y touchez pas.

La proposition de M. Legris est mise aux voix :

Ont voté pour :— MM. Baldwin, Bazinet, Beauchamp, Bernatchez, Bisson, Cameron, Cardin, Champagne, Déchène (de l'Islet), de Grosbois, Dumais, Forest, Gagnon, Gladu, Goyette, Laliberté, Lareau, Legris, Lussier, Morin, Murphy, Pelletier, Pilon, Rinfret, Rocheleau, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte.—31.

Ont voté contre :—MM. Blanchet, Casgrain, Desjardins, Duplessis, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, LeBlanc, Lynch, Martin (de Bonaventure), McIntosh, Nantel, Owens, Picard, Taillon et Tourigny.—15

L'Assemblée Législative a adopté.

LA COUR DU RECORDER DE QUÉBEC.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi relatif à la cour du recorder de la cité de Québec.

M. Lévesque—*député de Lévis*. — J'ai l'honneur de proposer que ce projet de loi soit maintenant adopté en deuxième délibération.

L'honorable **M. Gagné**—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*. — Il est question de fixer le salaire du recorder, or je ferai une proposition en comité général, pour la sser au conseil de ville de Québec, le droit de décréter quel salaire cet officier devra avoir.

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition* Il importe beaucoup que cet officier échappe

à l'influence du conseil et des conseillers de ville ; il ne faut pas qu'il soit même soupçonné de subir cette pression, et il n'échapperait pas au soupçon, si les conseillers pouvaient fixer à leur gré le montant de son salaire. D'ailleurs l'honorable député de Québec centre, qui est aussi conseiller de ville, m'a dit après la séance, cette après-midi, qu'à Québec, on était généralement en faveur de cette mesure.

M. Lemieux. — Comme on vient de le dire, il ne faut pas que le recorder soit même soupçonné de condamner les gens à de fortes amendes, pour le plus grand avantage de la corporation de Québec, afin d'avoir un meilleur salaire. J'ai même entendu un avocat, qui est juge aujourd'hui, dire devant moi que le recorder avait jugé de telle manière plutôt que de telle autre, afin de faire sa cour à la corporation de Québec, et obtenir par là même un meilleur salaire. Si un homme de cette position sociale a pu faire une telle appréciation, combien à plus forte raison, un homme du peuple ne le dira-t-il pas. \$2,000 par année n'est pas un salaire en rapport avec l'importance de cette fonction. La requête à l'appui de la demande de ce projet de loi, est signée par tous les membres du conseil-de-ville de Québec. J'ai maintenant cette requête en main, et je la mets devant la Chambre. Je vous avoue que moi-même je refuserais un salaire de \$2,000, si l'on m'offrait la place de recorder, car je considère que je fais le double de cette somme avec ma profession. Quand bien même un avocat ne ferait que le même montant avec sa profession, je dis que \$2,000 suffisent à peine pour vivre avec une famille.

Le recorder de Québec est un magistrat très distingué et très impartial dans ses jugements.

M. Murphy—dép. de Québec-ouest. — En principe, je suis contre le système de faire fixer les salaires par ceux qui ne sont pas obligés de les payer. Je crois que la corporation de Québec est le meilleur juge de ce qui doit être fait à l'égard de son recorder.

L'honorable M. **Casgrain** 1.—La loi de 1861 disait que le salaire ne serait pas moins de £300 et pas plus de £500 par année. Par ce projet de loi, on dit qu'il aura à l'avenir 2,500 ou \$3,000 suivant que la corporation de Québec le jugera à propos. Or nous avons des magistrats payés par la Province, qui n'ont que \$1,200, et si nous adoptons ce projet de loi, on s'en servira pour venir nous demander d'augmenter ces salaires. On prétend que ce salaire n'est pas assez élevé ; c'est cela, augmentez partout, et quand viendra l'addition, qui paiera ? Je ne m'occupe pas qui est recorder à Québec, je ne regarde que le principe en jeu.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—Dans le cas des magistrats de district, c'est la Chambre qui vote l'augmentation et qui la paye, tandis que dans ce cas-ci, c'est la corporation de Québec qui paie et qui s'en rend responsable devant le peuple, car les membres de cette corporation sont responsables aux contribuables.

M. **Casgrain** 1.—*député de Québec*.—La juridiction du recorder de Québec est plus étendue que celle des magistrats de district ; ainsi il a une juridiction civile très étendue. J'ai eu à plaider devant lui, des causes pour des personnes qui payaient des taxes s'élevant à huit ou dix mille piastres.

Ce magistrat siège tous les jours ; il n'y en a pas un seul autre qui fasse autant d'heures de travail. D'un autre côté, il faut tenir compte du fait qu'il en coûte beaucoup plus de demeurer dans une ville comme Québec, que dans les campagnes.

Les conseillers sont les meilleurs juges, or ils nous recommandent cette augmentation de salaire.

Je me joins à ceux qui ont dit que le recorder de Québec remplissait bien son devoir. Il a montré beaucoup de science

depuis qu'il occupe ce poste et son impartialité est universellement reconnue. Je crois qu'il importe d'adopter ce projet de loi, car cela aura pour effet de le rendre complètement indépendant de toute influence extérieure.

M. Lareau—*député de Rouville*. — M. le Président, pour moi, c'est surtout la demande unanime des membres de la corporation de Québec, qui doit être prise en considération. Si nous changions le projet de loi, sommes nous certains que nous représenterions bien les vues des membres de cette corporation. Je crois qu'il vaut mieux laisser le projet tel qu'il est.

L'honorable **M. Duhamel**—*député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne*. — Vous posez le principe qu'il ne faut pas laisser entrer les mains du conseil de ville, le soin de dire quel salaire le recorder devra avoir ; mais alors je dis que vous devez, pour rester logique avec votre principe, fixer vous même le salaire à \$2,500, au lieu de laisser de la marge, comme vous le proposez. Alors il échappera à l'influence du conseil que vous redoutez.

L'honorable **M. Taitton**. — Je n'ai pas voulu faire comprendre que ce magistrat pouvait se laisser influencer. J'ai dit simplement qu'il fallait le mettre dans une position où il échappât à tout soupçon. Je préfère une loi qui n'expose pas les magistrats aux moindres soupçons. Je préférerais donc que l'on fixât dans ce projet de loi, le salaire du recorder.

Le projet de loi est adopté en 1^{re} délibération.

LES LICENCES.

L'ordre du jour appelle la délibération en comité général, sur les résolutions suivantes, concernant les licences.

1. Que, pour la confirmation du certificat de licence d'auberge, dans la cité de Montréal ;

1^o Un greffier des autorités compétentes sera nommé par le Lieutenant Gouverneur en conseil ;

2^o Un greffier-assistant sera nommé par les autorités compétentes, dans le cas de maladie ou d'absence du greffier, pour agir comme tel ;

3^o Le salaire du greffier, qui ne devra pas excéder la somme de huit cents piastres, ainsi que l'endroit où il tiendra son bureau, seront fixés par le Lieutenant Gouverneur en conseil.

2. Que toute personne qui aura l'intention de demander la confirmation d'un certificat devra s'en procurer la formule au bureau du greffier, et payer une taxe de deux piastres en timbres apposés sur cette formule.

Que, quand il s'agira d'un transfert de licence, la taxe sera de vingt piastres, payable en timbres apposés sur la formule de ce transfert.

Que les autorités compétentes ne pourront prendre connaissance de pareils certificats, que s'ils sont revêtus des timbres requis.

3. Que, dans l'intérêt public, et afin d'exercer un contrôle restrictif plus efficace sur la vente des liqueurs enivrantes, une licence spéciale pour la vente de liqueurs enivrantes aux grandes réunions telles qu'il s'en rencontre aux expositions agricoles et industrielles, dans les piques-niques d'associations nationales ou commerciales, et aux courses, pourra être accordée par le trésorier de la Province, sur arrêté du conseil à cette fin, aux associations, clubs et corporations qui en auront le contrôle, ou à la personne qu'ils recommanderont, à tels taux et conditions et pour tel terme que le dit arrêté du conseil déterminera.

4. Que, dans aucune auberge, restaurant, taverne dans les mines, buvette de bateau à vapeur et buffet de chemin de fer, il ne devra être, en aucun temps, débité (sciemment),

des liqueurs enivrantes aux personnes ivres, ni aux mineurs, ni après huit heures du soir, aux soldats, aux matelots, apprentis et serviteurs.

5. Que tout membre de la police du revenu portant l'uniforme aura droit de pénétrer en tout temps dans l'établissement de toute personne munie d'une licence en vertu de la loi ; et que telle personne sera sujette à une pénalité de vingt piastres pour refus de l'y laisser rentrer.

6. Que le curateur aux biens d'une personne qui aura fait cession de biens en vertu de la loi, pourra lui même vendre ces biens à l'encan en prenant une licence d'encanteur.

L'honorable M. **Sheehy** — *député de Québec-est, trésorier de la Province*.—J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme maintenant en comité général, pour examiner ces résolutions. J'ai aussi l'honneur d'informer la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, ayant pris connaissance de ces résolutions, il les recommande à la considération de l'Assemblée législative.

M. le Président, nous voulons remplacer le greffier de la paix qui agit comme greffier des commissaires, pour l'octroi des licences à Montréal, parce que celui qui occupe ce poste maintenant, a trop d'ouvrage. Il y aura \$800 de dépenses de plus, pour le salaire de ce nouvel employé, mais ces \$800 seront payées à même le revenu que nous obtiendrons, par les deux piastres que nous imposons pour l'obtention de la formule, tel que décrété par la résolution 2. La seconde clause touche à la question des transferts de licences. Il y a eu beaucoup de ces transferts cette année, et nous imposons un droit de vingt piastres sur chacun de ces transferts. Nous espérons avoir par là, une augmentation de revenus, d'à peu près \$2,000. Jusqu'ici les honoraires n'allaient pas au trésor.

L'honorable M. **Naillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Celui qui n'aura pas sa licence, sera peut-être mécontent d'avoir à payer deux piastres pour la formule, mais celui qui l'aura obtenue, ne regardera pas de payer quatre ou cinq piastres, de sorte que vous feriez mieux de frapper sur ceux-là.

L'honorable M. **Shehyn**.—Nous avons cru que, c'était assez pour le moment.

La troisième résolution a trait à la vente des liqueurs qui se font dans les pic-niqués et aux expositions agricoles. Le trésorier, par arrêté du conseil, aura droit d'accorder une licence à ceux qui voudront vendre de la boisson à ces réunions.

Le texte de la quatrième résolution, est le même que celui de la loi existante, seulement nous ajoutons le mot "sciemment." C'est pour permettre aux parents de protéger leurs droits quand ils auront averti l'hôtelier de ne pas vendre à leur enfant mineur. Si l'aubergiste vend malgré cet avis à un mineur, il pourra être poursuivi. D'un autre côté ce mot "sciemment" aura pour effet de protéger l'hôtelier, car il est difficile pour l'aubergiste de dire quand un jeune homme se présente à la *bar*e s'il a 21 ans ou moins.

L'honorable M. **Taillo** 1.—Avec de bons magistrats, cette loi fonctionne bien pourtant. Si c'est un jeune homme de 15 ou 16 ans, l'hôtelier ne peut guère se tromper. Cela me paraît d'accord avec le jugement rendu par le magistrat à Montréal.

J'ad nets que vous êtes en face d'une grande difficulté, vous avez dû y songer, et je vous laisse la responsabilité de la mesure que vous prenez.

M. **Lareau** —*député de Rouville*. C'est pour définir la responsabilité des hôteliers. Il restera toujours les preuves de circonstances.

L'honorable M. **Taillon**. — La résolution 5 déclare que tout membre de la police du revenu portant un uniforme, aura droit de pénétrer en tout temps dans l'établissement de toute personne munie d'une licence en vertu de la loi, et que cette personne sera sujette à une pénalité de \$10 pour refus de l'y laisser entrer. Jusqu'ici nos "informers" ont mieux aimé réaliser des profits nets; ils ont poursuivi les hôteliers qui pouvaient payer l'amende, et qui vendaient illégalement au grand jour, ne voulant pas risquer de ne rien faire, en poursuivant des hôteliers n'étant pas en moyen. Votre mesure aura peut-être du bon à ce point de vue là, pour arrêter ceux qui vendent sans licence.

Les résolutions sont adoptées dans les formes réglementaires.

Un projet de loi, basé sur ces résolutions, est déposé sur le bureau de la Chambre et adopté en première délibération.

LA DÉCLARATION DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT ROSS-
TAILLON, ET L'ACCUSATION DE "L'ÉLECTEUR"

L'honorable M. **Taillon** — *député de Montcalm, chef de l'opposition*. — M. le Président, une partie du témoignage de M. Pacaud, cherche à nous incriminer personnellement à propos de l'accusation d'avoir soutiré de l'argent de certains entrepreneurs publics. Nous savons bien que nous pouvons détruire cette preuve, mais comme la Chambre a décidé de ne pas permettre au comité de siéger davantage avant la fin de la session, et comme nous ignorons aussi si le comité forcera M. Charlebois à répondre, ni quand ce monsieur répondra, ni quand le comité recommencera ses travaux, nous avons cru de notre devoir d'adopter une mesure pour nous protéger en attendant la suite de cette enquête. Jusqu'ici, comme il n'y a rien pour nous exonérer du soupçon

que cette accusation peut faire peser sur nous, nous avons préparé une déclaration que voici :

“ Nous, soussignés, J. J. Ross, J. G. Robertson, W. W. Lynch, Jean Blanchet, E. J. Flynn et L. O. Taillon, faisons les déclarations suivantes :

Nous avons été les seuls membres de l'administration Ross.

Nous avons pris communication de l'écrit publié dans *l'Electeur* du jeudi 7 mars courant (1889), et cité au long dans le procès-verbal de la séance de cette Chambre, même jour.

Cet écrit est entièrement faux. Ni l'administration Ross ni aucun de ses membres, n'ont fait à M. Whelan, ou à M. Charlebois, soit directement, soit indirectement par quelque intermédiaire, des propositions de la nature de celles mentionnées dans cet écrit.

Ni l'administration Ross ni aucun de ses membres n'ont promis, soit directement, soit indirectement par quelque intermédiaire, de reconnaître la légitimité des réclamations contestées que ces deux entrepreneurs prétendaient avoir contre le Gouvernement, à la seule condition qu'ils souscriraient au fonds électoral pour les conservateurs. Ni l'administration Ross ni aucun de ses membres, soit directement, soit indirectement par quelque intermédiaire, n'ont eu des pourparlers et n'en sont venus à une entente quelconque avec ces deux entrepreneurs au sujet de leurs réclamations contestées, pour des fins de corruption électorale, ou même pour obtenir des souscriptions de quelque nature que ce soit, pas plus à la veille des élections générales de 1886 qu'en tout autre temps.

Aucun paiement n'a été fait à ces entrepreneurs, sous l'administration Ross en vue de souscriptions pour des fins électorales, soit à la veille des élections générales de 1886 soit en tout autre temps.

S'il y a eu des pourparler ou des conventions entre ces deux entrepreneurs et M. Théo. Hamel, l'administration Ross y est tout à fait étrangère de même que chacun de nous.

JOHN ROSS,
J. J. ROBERTSON,
W. W. LYNCH,
J. BLANCHET,
E. J. FLYNN,
L. O. TAILLON.

Québec, 18 mars 1889.

Peut-être ne serait ce pas trop demander que de prier la Chambre de bien vouloir ordonner l'impression de cette déclaration dans les procès verbeaux. Il n'y a encore rien dans les documents publics pour notre défense.

L'honorable M. **Turcotte** — *député de Trois Rivières, procureur général*.—Il n'y a rien de plus juste que de permettre à l'honorable chef de l'opposition, l'insertion de cette déclaration, dans le procès-verbal de cette séance.

Il est ordonné que cette déclaration soit inscrite au procès-verbal.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du mardi, le 19 mars 1889.

SOMMAIRE : Délibération sur les crédits du budget : MM. Lynch, Duhamel, Lareau, Nantel, Taillon, Desjardins, Gagnon, Blanchet, Owens, LeBlanc, Shehyn et Rochon.— Délibération sur le budget. Amendement de M. Picard sur la nécessité éventuelle d'un nouvel emprunt : MM. Nantel, Duhamel, Trudel, Duplessis, Picard, Champagne.— Délibération sur le projet de loi, concernant le comité d'enquête. Amendements : MM. Nantel et Mercier.— MM. Nantel, Turcotte, Taillon, Mercier et Lynch.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à onze heures A. M.

LE SERVICE D'ENREGISTREMENT DES TERRES DE LA COURONNE.

Article 221 : Service d'enregistrement, terres de la couronne, \$30,000.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*.—Ceci comprend aussi les dépenses du cadastre, or, il m'est arrivé déjà de penser que dans plusieurs endroits de la Province, cette dépense n'est pas nécessaire. Dans les vieilles paroisses il est à propos de cadastrer, mais ailleurs c'est plus douteux.

L'honorable M. **Duhamel**—*député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne*.—On m'a démontré que les arpentages d'un certain canton étaient complètement erronés, voyant cela, j'ai proféré faire faire le cadastre plutôt que de recommencer ces arpentages.

Sur la somme demandée pour le service du cadastre, il y a plus de la moitié qui va être absorbée pour corriger des erreurs ; mais il y a peu de nouveau cadastre.

Le crédit est adopté.

DÉPENSES GÉNÉRALES, TERRES DE LA COURONNE.

Article 223 : Dépenses générales, terres de la couronne.
\$86,000.

L'honorable M. **Lynch**.—Il y a une augmentation de
\$2,000....

L'honorable M. **Duhamel**. Nous avons créé une nouvelle agence et nous avons ouvert sept ou huit cantons nouveaux sur la rivière Le Lièvre. Les agences des terres vont coûter \$28,000, au lieu de \$25,300 seulement. Mais il y a diminution ailleurs. La commission de l'année courante va être à peu près de \$4,000, et nous mettrons \$5,000 pour l'année prochaine. Naturellement, cela dépend de la vente des lots pour les fins de la colonisation.

Ce crédit est adopté.

LES PÊCHERIES.

Article 224.—Pêcheries, terres de la couronne, \$3,000.

L'honorable M. **Lynch**.—Est-ce que le Gouvernement a l'intention de se prévaloir, dans une large mesure, des droits que lui accorde la loi votée cette année, pour faire des arrangements privés pour la location des rivières et des lacs de pêche ? Je persiste à croire qu'il vaut mieux vendre ces droits de pêche à l'encan public.

Plus on louera ces lacs et ces rivières à des gens riches, mieux ce sera pour la Province. J'ai toujours eu une grande confiance dans cette source de revenu et sur ce point là je partage l'opinion de l'honorable commissaire des terres de la couronne.

L'honorable M. **Duhamel**.—Nous n'avons encore rien payé pour la garde de nos lacs et de nos rivières, mais je crois que cela devra être fait à l'avenir. Je crois qu'il

vaudrait mieux payer quelqu'un, car un homme qui travaille pour rien, ne fait pas grand chose ordinairement.

Pendant la vacance, je m'occuperai à bien préparer la vente des lacs et des rivières, mais cette question présente beaucoup de difficultés, et, à l'heure qu'il est, je suis en correspondance en vue d'aplanir ces difficultés. Si je réussis, je crois que nous pourrons faire une bonne vente.

Je crois qu'il serait de mauvaise politique de vendre tous les lacs et les rivières ; le Gouvernement n'a pas encore décidé comment il en vendra. Il y a des rivières qui ne sont pas encore très bien connues, et je crois que ce serait nuire à la concurrence si on mettait en vente un trop grand nombre de ces lacs et de ces rivières.

Nous prendrons les meilleurs moyens d'avoir les plus hauts prix possibles et après cela, nous aurons là une base pour nous guider à l'avenir. Je ne parle pas là sur les données d'une politique arrêtée à cet égard, car je suis encore prêt à recevoir toutes les suggestions que l'on voudra bien me faire.

Si nous parvenons à obtenir les plus hauts prix possibles, nous pourrons dire à ceux qui voudront renouveler leur bail : Voyez ce que valent nos lacs et nos rivières, et prenez des mesures pour rencontrer une augmentation proportionnelle du prix de location.

Si nous protégeons efficacement cette source de revenu, elle durera aussi longtemps que nous le voudrions, tandis que ce sera le contraire, si nous n'y apportons pas tout le soin désirable. Déjà cette richesse tend à disparaître rapidement.

Ce crédit est adopté.

LA PROTECTION DES FORÊTS.

Article 226.—Protection des forêts : terres de la couronne, \$5,000.

L'honorable M. **Lynch**.—J'approuve la décision de l'honorable commissaire quant à ce qui regarde cette dépense, et la protection des forêts a été le but vers lequel ont tendu tous mes efforts lorsque j'étais au pouvoir. C'est avec plaisir que je vois le Gouvernement fournir les marchands de bois à fournir leur part dans cette dépense.

Je voudrais savoir comment le Gouvernement va dépenser ces \$5,000 ? Va-t-il employer des hommes spécialement pour protéger nos forêts ? Je crois pouvoir lui conseiller d'employer les gardes-forestiers qui sont au service des marchands de bois. Ces hommes connaissent très bien la forêt. Les deux grandes causes de danger pour les incendies, viennent de la présence au milieu du bois, des pêcheurs et des chasseurs. Ce n'est pas le marchand de bois qui met le feu à la forêt ; il n'est pas possible de rien faire de pratique à moins d'avoir le concours des hommes dont j'ai parlé, et qui connaissent très bien nos forêts.

L'honorable M. **Daniel**.—J'ai dit déjà que je n'aurais pas besoin d'employer d'hommes nouveaux, que nous avons une organisation toute prête, et qu'il ne s'agissait que de la mettre en mouvement. C'est un système nouveau qu'il s'agit d'organiser. J'ai eu une correspondance avec des autorités d'Ontario, où un système pareil existe et qui ne coûte que \$12,000 par année. Mais là on n'a à protéger que 17 ou 19 milles carrés, tandis qu'ici nous en avons 47 mille milles. J'avoue que j'ai été surpris de ces frais. Je crois que le système d'Ontario est vicieux. J'espère pouvoir mieux faire. Nos rangers et nos gardes-forestiers connaissent bien la forêt, et ils savent éviter les chasseurs et les pêcheurs. Avec quelques patrouilles, ils peu-

vent faire su vre ces gens, et voir à cc que le feu ne fasse aucun ravage.

Le crédit est adopté.

LA BROCHURE INTITULÉE “ LA BAIE D'HUDSON.”

Article 235, paiement à faire à Joseph Dussault, pour 10,000 exemplaires de “ La baie d'Hudson,” \$1500.

M. **LeBlanc**, — *député de Laval*.— Pourquoi cette dépense ?

L'honorable M. **Ephraïm**. — La question de nos frontières nord est très importante, et nous avons cru devoir faire cette dépense pour renseigner généralement le public sur ce sujet-là. Nous avons dans nos archives des documents très précieux sur cette question, mais le public n'est pas à même de les lire comme nous. S'il nous arrive d'avoir à soutenir une lutte à ce propos, il faudra que le peuple sache de quoi il s'agit.

M. **LeBlanc** — Nous avons tous les documents qu'il nous faut pour nous renseigner, nous n'avons pas besoin de cette brochure du tout. Qui a écrit cette brochure ?

L'honorable M. **Ephraïm**.—C'est M. J.-C. Langelier.

M. **Nantel**—*député de Terrebonne*.—Ce monsieur Langelier est donc le faiseur banal de toutes les brochures du Gouvernement ?

M. **Barbeau**—*député de Rouville*.—Je crois qu'on a pris un trop grand nombre d'exemplaires de cette brochure. Si c'était à recommencer, je crois que le Gouvernement n'encourrait pas cette dépense.

M. **Nantel**. — Quelle autorité M. Langelier a-t-il de plus qu'un autre à écrire sur la baie d'Hudson ? Il n'y est jamais allé. On a cru que ce monsieur avait des connaissances spéciales sur ce territoire, et un jour on l'a fait

demander à Ottawa pour rendre témoignage devant un comité spécial. Mais dès les premiers mots, on s'est aperçu qu'il ne connaissait absolument rien, et on l'a renvoyé gros Jean comme devant.

L'honorable M. **Maillo**. — Si nous parlons ainsi, c'est que nous craignons que cela recommence ; nous n'avons pas la naïve confiance de l'honorable député de Rouville.

L'honorable M. **Shear**. — Si cette brochure vaut quelque chose, le nombre de 10,000 exemplaires que nous avons pris, n'est pas trop considérable, pour une population d'un million et demi.

M. **Nantel**. — Je crois qu'il est temps qu'on en finisse avec cette littérature officieuse, qui devient une charge pour le trésor public ; je crois même que le trésorier a dû s'en plaindre à ses collègues.

J'aimerais bien à voir cette brochure avant de voter ce crédit, et je demande que l'adoption de cet article soit suspendue.

L'adoption de l'article 235 est suspendue.

L'HÔPITAL DE TÉMISCAMINGUE.

Article 237. Hôpital de Témiscamingue \$500.

M. **Lochon** — *député d'Ottawa*. — Cet hôpital a été fondé par les sœurs de la Providence ; c'est pour recueillir les pauvres voyageurs qui auparavant mourrait dans les bois, sans secours.

Ce crédit est adopté.

La séance est levée.

(Séance de l'après-midi.)

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le budget.

L'honorable M. **Shehyn**—*député de Québec-est, trésorier de la Province*.—J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme maintenant en comité des subsides.

M. **Nautil**—*député de Terrebonne*.—Le 12 avril 1887, l'honorable trésorier faisait la déclaration suivante :

“ Les dépenses du département des terres de la couronne vont former un total de \$154,411 pour l'exercice en cours ; pour le prochain exercice, nous demandons \$128,750, ce qui fait une diminution de \$25,661. Cette diminution tombe sur les articles suivants :

Service des cadastres	\$ 4,000
Arpentage	8,688
Dépenses générales	5,561
Explorations des mines	2,500
Protection des forêts contre l'incendie.	5,000
	<hr/>
	\$25,661

“ Nous pouvons faire des retranchements sans affecter l'efficacité de ces services, non plus que les recettes provenant des terres de la couronne. Le besoin de nouveaux arpentages, par exemple, me paraît plus que problématique. Au 30 juin 1886, nous avions en disponibilité 6,968,009, acres de terres de la couronne, arpentés et subdivisés en lots de ferme. En supposant une moyenne de 100 acres par famille, cela fait assez de terres pour établir 69 680 familles, ou une population d'au moins 348,400 personnes. Si rapide qu'on puisse supposer les progrès de la colonisation, on admettra qu'il faudra au moins dix ans pour établir tout ce monde et occuper les 6,968,009 acres de terre arpentées que nous avons actuellement en disponibilité.

Alors pourquoi faire tant de dépenses pour de nouveaux arpentages ? Je n'en vois pas l'utilité. Du reste, nous affectons à ce service une somme de \$30,000. ce qui est plus que suffisant pour les besoins réels et immédiats."

Voyons jusqu'à quel point ses prévisions se sont réalisées, je vais le démontrer dans l'instant, mais avant, je tiens à constater devant cette Chambre, que les arpentages, que le Gouvernement a ordonnés ne sont pas nécessaires en aucune manière pour les besoins de la colonisation. Or je suppose que lorsque le trésorier nous déclare que nous n'avons pas besoin d'arpentage, il n'entend pas dans son intention de venir sciemment tromper le pays ; or comment se fait-il donc que le contraire de ses prévisions se soit réalisé ? C'est une question que l'on peut bien poser à l'honorable trésorier et à ses collègues.

J'ai demandé un état des arpentages donnés depuis 1887 à 1888. Cet état est maintenant devant la Chambre ; il porte le numéro 134, et est intitulé : " Arpentages donnés depuis février 1887, jusqu'au 18 janvier 1889.

Nous trouvons qu'il y a eu des arpentages pour au-delà de \$112,453.98, pour un aussi court espace de temps. C'est presque le double des dépenses normales faites du temps des conservateurs. Voici comment se répartit cette somme de \$112,453.98 :

Divisions de cantons.....	\$ 40,945 39
Relevés de lacs et rivières.....	43,669 00
Inspections de cantons, rivières et chemins....	20,995 00
Relevé de chemins.....	2,479 59
Explorations dans la seigneurie de Batiscan...	2,000 00
Réarpentage du Cap de la Magdeleine	2,365 06

Grand total.....\$112,453 98

Ainsi pour diviser des cantons, on a dépensé \$40,000, soit \$16,000 de plus que le montant voté. Pour faire le relevé des

lacs et des rivières \$43,669.00. Pour inspection \$20,995.00. Pour relevé des chemins, c'est quelque chose d'inouï, on a dépensé \$2,479.59. On a arpenté la seigneurie du Cap de la Magdeleine, et cela a coûté \$2,365.00 ; ce montant a alimenté le zèle national de M. R. Rinfret, l'un des chefs de l'honorable député de Champlain.

On a exploré la seigneurie de Batiscan, ce qui a coûté \$2,000. Le relevé de la rivière Métabetchouan a coûté \$3,150. M. Léon Stein, un favori du Gouvernement, a touché \$1,072 ; mais pour l'inspection—est-ce de la rivière ou du lever d'arpentage ?—il a empoché la jolie somme de \$1,284.

Le Gouvernement a fait arpenter la paroisse du Cap de la Magdeleine, et pour cela il a payé \$2,365 ; or cette paroisse a été fondée en 1722, et a été érigée en 1845, c'est donc l'une des plus anciennes paroisses de la Province, si on en doute qu'on lise l'ouvrage de M. Deschamps.

Je suis à me demander en quoi ont consisté les arpentages faits dans cette paroisse ?

Si au moins cet état, contenait toutes les dépenses faites, mais je suis certain qu'on découvrirait une jolie situation, si on faisait une enquête.

Le comté de Champlain, d'après cet état, me paraît privilégié, je suppose que c'est à raison de son dévouement à la cause nationale. On a pris la peine d'y faire des arpentages pour \$4,000 dans l'espace d'une année. Où M. Rinfret a-t-il travaillé ? J'aimerais beaucoup à voir les comptes de ce monsieur.

M. *T. u r e*—*député de Champlain*.—L'honorable député peut-il me dire à quelle date M. Rinfret a fait des arpentages dans la paroisse du Cap de la Magdeleine ?

L'honorable M. *D i h a m e* . Dans cet état figure une somme de \$22,000, payée pour de vieilles dettes.

M. Nantel.—Si l'état est faux, vous en êtes responsable.

L'honorable **M. Duhaime**.—L'état est correct, mais nous avons payé de vos vieilles dettes.

M. Nantel.—J'ai demandé les arpentages donnés depuis février 1887, et il ne peut être question de vieilles dettes dans un tel état.

On avait tellement le désir de faire faire quand même des arpentages, qu'on est allé jusqu'au point d'importer des nationaux des autres Provinces, il a fallu avoir des arpenteurs jusque de Manitoba, et on a fait venir M. Martin, frère, je crois, de l'honorable député de Rimouski.

Voici les arpentages que l'on a confiés à ce monsieur :

Comté de Berthier.....	\$ 2,869 00
“ d'Ottawa.....	1,700 00
“ “	300 00
	<hr/>
	\$4,869 00

Vraiment, ce n'est pas juste. Je ne conteste pas l'utilité de cet ouvrage, mais je dis qu'il y a assez d'arpenteurs ici, pour que l'on commence par employer nos propres gens. On a refusé du travail à nos gens, quand on a fait venir cet arpenteur de Manitoba ; c'est sans précédent.

On est étonné de la sollicitude du Gouvernement pour une certaine partie du pays, tandis qu'il néglige l'autre systématiquement. Les comtés de Champlain, Portneuf, Rimouski et Saguenay, sont au nombre des plus favorisés.

Il me serait facile de prouver par les rapports publics qu'il n'y avait pas besoin de faire des arpentages, qu'il y en a beaucoup plus de faits que n'en requierrait la colonisation d'ici à quinze ans. Pourquoi faire ces arpentages qui sont sans résultat pratique ? Les bornes plantées par les arpenteurs, disparaissent après quelques années, et plus tard, on

est obligé de recommencer ce travail si on veut avoir des lignes sûrs.

Que doit-on penser de la déclaration de l'honorable trésorier ? je dis que ce n'est pas traiter la Chambre avec tout le resp.ct qu'elle a droit d'avoir, c'est abuser de sa confiance.

Je laisse ce sujet à la considération de la Chambre et j'espère que ceux qui ont à cœur que les ministres nous renseignent d'une manière sérieuse sur les affaires publiques, en prendront occasion pour faire des remontrances au Gouvernement, afin que cela ne se répète pas à l'avenir.

L'honorable M. **Du'ane** — *député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne.* — Je n'ai pas eu le temps de repaser les différents   tats que contient le document cité par l'honorable député de Terrebonne, mais il doit y avoir certaines inexactitudes dans cet   tat. On dit que des arpentages ont été faits au Cap de la Magdeleine, or il n'y en a pas eu. Je n'ai pas le temps de voir un par un tous les   tats volumineux que ces messieurs demandent à mon département. Une erreur a été commis  , et je me propose d'y voir. On a bien dit    un homme, de faire certains arpentages là, mais j'ai arrêté l'ouvrage. Je crois qu'il faudra le faire tôt ou tard, mais j'ai contremand   l'ordre qui avait été donné.

Une bonne partie des arpentages ont été faits dans des endroits peu propres à la colonisation, ailleurs on a été obligé de recommencer, ce n'est pas de ma faute, ni celle de ceux qui m'ont précédé dans le département. Dans le canton de Doncaster nous avons payé pour deux arpentages, et cependant l'ouvrage n'était pas encore recevable, et j'ai été obligé de faire faire le cadastre pour avoir un bon arpentage.

Depuis que nous sommes au pouvoir, les arpentages ont été v  rif  s par des hommes experts, et nous avons maintenant de bons ouvrages. On dit que nous avons dépensé

telle et telle somme, mais après les erreurs que je viens de signaler, on peut voir quel cas il faut faire de ces accusations. Depuis l'abolition de la réserve forestière, nous avons dû dépenser de l'argent pour arpenter les territoires mis sous le boisseau par le Gouvernement conservateur. Il y a eu des ordres de donnés d'arpenter sept ou huit cantons sur la Rouge. Cette dépense a été faite à la demande expresse du département de la colonisation. C'est la plus belle région du pays, qui était fermée à la colonisation par la réserve forestière. L'honorable député de Terrebonne s'en est plaint, cela m'a fait de la peine, et j'ai cru devoir le consoler, en ordonnant ces arpentages. C'est lui qui, le premier, a bénéficié de l'abolition de la réserve forestière et de celle du bois de pin. Si ce territoire était resté fermé à la colonisation, nous n'aurions pas été obligés de dépenser \$40,000 pour le faire arpenter.

D'après l'honorable député de Terrebonne, il paraît qu'on néglige certaines parties du pays. Nous laissons de côté les terres arpentées avant nous, rien de plus juste, mais nous faisons arpenter les terres propres à la culture, c'est-à-dire que nous faisons arpenter des terres qui valent quelque chose.

M. **Tourel** *député de Champlain*.—Je désire ajouter un mot. M. Rinfret aurait, d'après l'honorable député de Terrebonne, arpenté le Cap de la Magdeleine. Je suis en mesure de dire que tel n'est pas le cas. Dans la seigneurie de la Magdeleine, il y a un canton où des arpentages ont été faits, mais ces arpentages ont été ordonnés à la demande des colons, et tous les lots ont été pris.

L'honorable député de Terrebonne a voulu insinuer que mon comté était plus favorisé qu'il ne devrait l'être ; qu'il précise donc son accusation. Je le défie en attendant de prouver qu'un seul sou de cet argent soit tombé dans le gousset du député de Champlain. Jamais je n'ai eu rien à faire avec ces arpentages qui étaient demandés par les colons.

M. Duplessis—*député de Saint-Maurice*.—J'ai remarqué qu'on a fait des arpentages, non pas dans un comté national, mais près de chez moi. Il y a là un national du nom de Turcotte, j'ai vu un jour arriver toute une petite armée venant de Trois-Rivières, pour faire le relevé de la rivière ; pour cela on a dépensé \$500.

Il y a beaucoup d'arpentage de fait à l'heure qu'il est, et je ne vois pas la nécessité de cette dépense. D'un autre côté, quand on demande de l'aide pour les colons au Gouvernement, il ne nous donne que quatre ou \$5 00, quand il faudrait dix fois cette somme. Les gens dont j'ai parlé tout à l'heure sont bien connus de l'honorable procureur général, ce sont même de ses amis dévoués.

L'honorable **M. Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—L'ouvrage a été bien fait, et c'est le point important.

M. Duplessis.—M. Barnhard est un parfait honnête homme, il s'agit de savoir si le travail était utile.

M. Picard—*député de Richmond et Wolfe*.—M. le Président, l'honorable trésorier a dû trouver combien il est difficile pour un Gouvernement de se soustraire aux nombreuses demandes dont il est l'objet de la part de personnes qui veulent faire de l'argent aux dépens du trésor public.

Pour ces arpentages évidemment on a dû faire des dépenses qui n'étaient pas nécessaires dans le moment. Cette discussion aura cela de bon, qu'elle mettra le Gouvernement en position de dire à ses amis : nous ne pourrions pas faire à l'avenir ce que nous avons fait par le passé, parce que cela nous attirera des reproches auxquels nous ne saurons répondre ; de plus le trésor public ne peut faire de telles dépenses dans le moment.

On a parlé de relevés de rivières. Dans ces travaux on s'applique à faire beaucoup de journées et peu d'ouvrage.

Dans mon comté, on est occupé à faire le relevé de toutes les petites rivières et il y en a beaucoup. Il y a quatre ou cinq branches de la rivière Nicolet et ces branches à leur tour en ont d'autres. Ceci me rappelle les *loop-line*, dont la mère était à Trois Rivières ; aujourd'hui on continue ce système-là, sous une autre forme, on vérifie les cadastres, et on fait des relevés de rivières, tout cela pour donner de l'argent aux amis.

Si, de plus, on aide la construction de ponts en fer, je ne vois pas pourquoi, on n'aiderait pas les ponts en bois considérables, car il arrive quelquefois qu'il est impossible de faire des ponts en fer. On prend les fonds à même la colonisation, et par là on ne peut venir au secours des colons. Pendant qu'on laisse souffrir la colonisation, on donne des milliers et des milliers de piastres aux arpenteurs pour des travaux inutiles.

Depuis que ces messieurs sont au pouvoir, nous constatons une augmentation considérable dans les dépenses publiques. Je n'en parle pas pour le simple plaisir de critiquer des adversaires, j'en parle dans l'intérêt de la Province. J'espère que le Gouvernement va s'arrêter et administrer d'une manière plus juste et plus prévoyante les deniers publics. Je pourrais avoir cent fois plus de raison que lui répéter ce que l'honorable premier ministre disait lorsqu'il était dans l'opposition, quand il prétendait que nous conduisions la Province à la ruine et à la banqueroute.

Vous, messieurs, vous avez augmenté les dépenses de quinze à vingt pour cent, et cela sur toute la ligne, sans nécessité, simplement pour venir au secours d'amis et pour remplir les promesses faites au cours des élections. Vous avez fait aussi des dépenses pour des travaux plus ou moins utiles, dans l'unique but de plaire à un certain nombre de favoris, ou pour vous attirer des sympathies. L'intérêt du trésor public a passé après l'intérêt du parti ; les amis avant tout, voilà votre devise.

Les nationaux ont dit au peuple : laissez-nous avec les libéraux, nous sommes là pour les empêcher de trop dépenser et pour faire passer les lois nécessaires à la Province, et qu'est-ce que ces messieurs ont fait depuis ? Les dépenses ont augmenté partout, et jamais on a vu autant de mauvaises lois.

Pour certaines gens c'est un grand mal d'avoir trop d'argent et c'est ce qui est arrivé à ces messieurs. Ils se sont imaginé que cela ne finirait plus, dans tous les cas, ils ne croyaient pas qu'ils épuiserait ces fonds si vite. En quinze mois, quatre millions ont été dépensés. Vous avez dépensé tous les revenus dont nous nous contentions, et de plus, vous avez absorbé ces millions. Qu'avez vous payé avec cet argent sur les dettes de la Province ? Vous avez payé bien peu de chose, et le reste a été dépensé non pas utilement, mais inutilement, ce qui est encore plus regrettable.

Au lieu d'économiser vous augmentez les dépenses sur toute la ligne. Et à l'heure qu'il est, vous songez, je suppose, à aller emprunter de nouveau dès l'année prochaine. Dès la première année où ces messieurs étaient au pouvoir, ils ont augmenté les charges permanentes en contractant sans nécessité un emprunt de trois millions et demi. Dans le temps j'ai averti le Gouvernement du danger qu'il courait, mais il n'a pas pris acte de mes paroles, et on voit aujourd'hui où cette conduite l'a mené. Je pourrais vous citer ici les propositions de mes honorables amis de la droite à propos des dépenses du régime conservateur. Oh ! alors ils s'effrayaient, et ils criaient que nous allions à la taxe directe. Cependant jamais nous n'avons eu une situation aussi alarmante que celle que nous avons maintenant, c'est vraiment pénible de le constater. Les dépenses sont telles qu'il va falloir créer de nouveaux revenus ou réduire les frais administratifs de vingt cinq à trente pour cent. Mais cela est très difficile. D'un autre côté, taxé, c'est aussi difficile. Que

faire alors ? Il faudra emprunter pour payer toutes les promesses qu'on a faites à droite et à gauche.

Il reste encore à payer au moins un million sur les engagements de 1886 ; il faudra quatre millions pour payer tous les engagements pris par le Gouvernement. Il est clair qu'il faudra emprunter aux banques pour rencontrer les obligations qui deviendront dues dans le cours de l'année.

Il est de mon devoir d'avertir le Gouvernement, non pas pour amener sa chute, je sais qu'il est assez fort pour ne pas être renversé maintenant, mais je parle dans l'intérêt du pays. On peut encore se sauver si on veut en prendre les moyens en économisant.

J'ai l'honneur de proposer que tous les ministres après "qu" soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais vu que le produit de l'emprunt de trois millions et demi de piastres, négocié en 1888 et les recettes extraordinaires perçues depuis le mois de février 1887, ont été dépensés ;

" Vu qu'il est évident qu'un nouvel emprunt deviendra bientôt nécessaire pour payer la dette flottante créée par le Gouvernement actuel et augmentée par les déficits annuels ;

" Vu qu'il est impossible de continuer un tel état de choses sans exposer la Province à des difficultés financières très sérieuses et la conduire à la taxe directe ;

" Cette Chambre prie les ministres de ne plus retarder à remédier à cette situation inquiétante, et est d'opinion qu'ils mériteront le blâme sévère de la Province, si, persévérant dans l'inaction coupable qui a caractérisé leur politique depuis leur avènement au pouvoir, ils ne soumettent bientôt et surtout avant les prochaines élections générales quelques mesures rationnelles et propres à faire cesser les déficits et à empêcher de nouveaux emprunts."

M. Champagie—*député de Hochelaga* —M. le Président, la politique du Gouvernement est bien connue et trop bien appréciée pour que je la défende contre les attaques de l'honorable député de Richmond et Wolfe. Il vient de nous reprocher d'avoir voté des subsides trop considérables, et il prétend que la Province n'est pas en état de faire face à ces obligations. Il a osé parler des conservateurs nationaux. Hier, je disais à ceux qui nous insultent depuis trois ans, que s'ils ne sont pas dans nos rangs aujourd'hui, c'est parce qu'ils ont trahi, c'est parce qu'ils ne sont pas restés fidèles à leur parole.

L'honorable député de Richmond et Wolfe, vient de renouveler ces attaques, or voici ce qu'il écrivait le 25 novembre 1885 :

“ Wotton, 25 novembre 1885.

“ A Messieurs les organisateurs de la démonstration religieuse et patriotique de Weedon, à l'occasion d'un service funèbre pour le repos de l'âme de Louis Riel.

“ MESSIEURS,

“ Je regrette excessivement de me trouver, à cause de maladie, dans l'impossibilité d'être à Weedon pour assister au service funèbre que vous faites chanter pour le repos de l'âme de Louis Riel, mort martyr pour avoir trop aimé ses compatriotes les Métis du Nord-Ouest, en voulant travailler constitutionnellement à leur faire obtenir le redressement des grosses injustices que les Gouvernements qui se sont succédés à Ottawa depuis 1874 avaient laissé commettre à leur égard.

“ Dans tous les cas, si je n'y suis pas en personne, dites aux amis qui sympathisent avec la cause de Riel (je pense bien que toute la population de Weedon est unanime) que je serai avec elle de cœur et de pensée.

J'aurais vraiment été heureux de me trouver avec vous autres ce jour-là particulièrement pour exprimer mon opinion devant la population de Weedon qui m'a toujours si loyalement supporté et lui montrer une fois de plus que son représentant à la Chambre locale ne craint pas de blâmer ses chefs lorsqu'ils font mal et de les répudier même quand ils commettent des fautes trop graves.

“ Je considère, Messieurs, que l'attentat de l'exécution de Louis Riel doit être interprétée par tous les Canadiens-Français de cœur comme étant une outrage et une humiliation jetées à leur face par le Gouvernement de Sir John.

“ C'est pourquoi tout le peuple canadien-français devrait se lever comme un seul homme pour s'unir de cœur et d'action pour prouver par la presse et des démonstrations publiques qu'il a ressenti l'injure et l'outrage à lui faite par l'exécution de Riel.

“ Pour bien réussir dans ce grand mouvement national, soyons énergiques, c'est bien, mais soyons modérés et prudents, et surtout soyons persévérants à poursuivre l'idée qui a donné naissance à cet élan patriotique. Que libéraux et conservateurs se joignent pour former franchement et honnêtement un grand parti national, pour renverser le Gouvernement de sir John.

“ Je termine en vous souhaitant succès, et en vous disant que si nous sommes unis, nous Canadiens-Français, que si nous travaillons tous la main dans la main, nous nous relèverons bientôt de la position pénible où nous nous trouvons aujourd'hui, car nous aurons certainement pour nous aider le concours de bons citoyens anglais, de tous ceux qui désirent comme nous voir régner la paix, la concorde et l'harmonie entre les diverses races qui composent le Dominion ; ces

derniers sont encore assez nombreux pour nous faire espérer un triomphe éclatant avant longtemps.

“ C’est mon espoir.

“ J’ai l’honneur d’être, messieurs, avec la plus haute considération,

“ Votre

“ (Signé) J. PICARD.

“ P. S.—Je souffre présentement de la fièvre causée par la vaccination que je me suis fait donner il y a une dizaine de jours.

(signé)

J. P.

“ Je vous autorise à donner lecture de cette lettre publiquement, si, bien entendu, on y fait des discours.

(signé)

J. P.

C’est cet homme là qui vient critiquer le Gouvernement au moment où le parti national possède la confiance populaire parce qu’il n’a pas trahi les engagements pris dans un jour où tous les citoyens ont compris la nécessité de se réunir pour former un grand parti.

Nous dénoncerons ces hommes partout, car leur trahison les stigmatise par leur vie. Ils ont cédé à un premier mouvement parti du cœur, mais quand est venu le moment d’y donner suite, ils ont eu peur, ils ont préféré fuir devant le fouet de sir John Macdonald et de ses accolytes. C’est alors aussi que nous ont abandonné les chefs qui s’étaient spontanément mis à notre tête. Nous, nous n’avons pas failli, nous sommes restés fermes au poste. Ces gens qui ont trahi sont toujours prêts à nous injurier. Ils se prétendent des hommes de caractère qui ne faiblissent jamais. On voit quel cas l’on doit faire de leurs vantardises.

M. Picard.—C’est là toute la réponse que l’honorable député d’Hochelaga a à faire à mes critiques, ce n’est guère

convenable de sa part. Dans la lettre qu'il a citée, j'étais sincère, je croyais qu'un protet était nécessaire dans les circonstances, mais entre cela et les luttes qui ont été faites par la suite, il y a une grande différence. Je préfère ma position à celle de ceux qui ont fait de l'agitation jusqu'aux élections.

Après les explications qui ont été données, ceux qui ont persisté, montraient qu'ils ne cherchaient qu'à atteindre un but politique.

La proposition de M. Picard est mise aux voix :

Ont voté pour : MM. Baldwin, Beauchamp, Blanchet, Desjardins, Duplessis, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Le-Blanc, Lynch, Martin (de Bonaventure), McIntosh, Nantel, Owens, Picard, Poupore, Robertson, Spencer, Taillon et Tourigny.—19.

Ont voté contre : MM. Bazinet, Bernatchez, Bisson, Boyer, Cameron, Cardin, Champagne, Déchéne (de l'Islet), Dumais, Duhamel, Forest, Gagnon, Gladu, Goyette, Liberté, Lareau, Lemieux, Legris, McShane, Mercier, Murphy, Pelletier, Pilon, Rhodes, Rinfret, Rocheleau, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte.—32.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La Chambre siège en comité des subsides.

LES ARPENTAGES.

Article 222. Arpentages, terres de la couronne, \$45,000.

M. **Nantel**.—Un mot en réponse aux remarques de l'honorable commissaire des terres. Je n'ai pas critiqué certains arpentages nécessaires, seulement j'ai relevé la déclaration de 1887 de l'honorable trésorier ; c'était mon droit.

J'ai dit qu'on avait fait certains arpentages inutiles. Je me suis plaint de ce qu'on ait fait venir un arpenteur de

Manitoba, quand il y en a tant parmi nous qui auraient pu faire l'ouvrage

Le crédit est adopté.

LES PONTS EN FER.

Article 244. Construction de ponts en fer dans les municipalités (\$50,000 à voter de nouveau) \$100,000.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Je me rappelle que l'année dernière nous avons demandé au Gouvernement de présenter une mesure réglant la distribution de ce montant, ou de poser les conditions auxquelles les municipalités pourraient avoir leur part de cette somme. Quand il s'agit de donner une somme de \$150 à un collège ou à un couvent, on demande un vote spécial à la Chambre. Pourquoi n'en ferait-on pas autant pour les ponts en fer ?

Quant à l'argent de la colonisation, je comprends que le Gouvernement n'est peut-être pas en position de nous dire maintenant où il sera employé. Cependant, à Ontario, on entre dans beaucoup plus de détails qu'ici même pour cette dépense-là. Néanmoins l'usage est établi, et on peut en voir la raison, mais il n'en est pas ainsi pour les ponts en fer. Le Gouvernement a eu une correspondance avec les municipalités et il sait d'avance quel montant il devra accorder. Je suis bien certain que les demandes s'élèvent à une somme de beaucoup plus de \$100,000. D'un autre côté cet argent n'ira certainement pas à ceux qui n'ont pas fait de demande. Donc le Gouvernement pourrait nous dire quel pont il entend subventionner, autrement le budget pourrait être voté en bloc, laissant au Gouvernement le soin de distribuer les sommes comme il l'entendra.

Le privilège de contrôler la dépense, est l'un des plus importants que possède cette Chambre. On nous dit que \$25,000 ont été dépensés ici et là, mais chose singulière,

pas un seul comté représenté par des conservateurs n'a eu un sou. J'ai pris la liste sous la dictée d'un des ministres, et il m'a été facile de constater la chose. Depuis ce temp , y a-t-il beaucoup de comtés conservateurs qui ont bénéficié de ce crédit ?

S'il n'y a pas eu de distribution équitable, c'est une raison de plus pour nous de nous plaindre. On me dira peut être que le pont de Terrebonne a la promesse d'une subvention, mais il est bon, dans ce cas-ci, de se rendre compte de la manière dont les choses se sont passées.

C'était le soir avant la votation, dans la dernière élection de Laval. J'étais à Saint-François de Sales, paroisse qui se trouve en face de Terrebonne, et à la fin de l'Assemblée, le docteur Duchesneau est venu lire une lettre de l'honorable premier ministre dans laquelle il promettait une subvention pour le pont entre Terrebonne et Saint-François de Sales. J'avoue que le procédé ne m'a pas paru conforme à mon idéal.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—Si l'honorable député veut se renseigner, il n'a qu'à lire le dernier rapport des travaux publics, et il y trouvera tous les renseignements qu'il peut désirer.

M. **Desjardins** — *député de Montmorency.*—Ce que nous voulons savoir, ce sont les noms des ponts qui devront être subventionnés. Vous pourrez très bien aider d'autres ponts que ceux qui sont mentionnés dans le rapport, car vous pourrez très bien ne pas vous en tenir qu'à ceux qui sont mentionnés dans ce rapport.

L'honorable M. **Shepley**.—L'argent ne peut être dépensé ailleurs que pour les entreprises mentionnées dans le rapport des travaux publics.

M. **Desjardins**.—Pardon, il y a une grande différence entre les deux. Quand l'inscription est faite au budget,

le Gouvernement ne peut changer la nature de la dépense ni la faire pour d'autres entreprises que celles qui sont mentionnées.

L'honorable M. **Gagnon**.—Mais dans ce cas-ci l'aide est promis par des lettres officielles, cela vaut bien autant que si c'était inscrit dans le budget.

M. **Desjardins**.—A Ottawa, on va même jusqu'à mettre séparément des petites sommes de \$200 pour travaux publics, je ne vois pas pourquoi vous n'en feriez pas autant pour ces ponts en fer.

L'honorable M. **Skellyn**.—Si c'était inscrit dans le budget, et que l'argent ne serait pas dépensé, cela nous exposerait à des difficultés. D'ailleurs, nous rendons compte chaque année des dépenses faites. On ne sait pas d'avance les montants que nous aurons à payer dans le cours de l'année, cela dépend de la rapidité avec laquelle les travaux sont exécutés.

A six heures la séance est levée.

(Séance du soir.)

LE PROJET DE LOI CONCERNANT LE COMITÉ D'ENQUÊTE.

L'ordre du jour appelle la troisième délibération sur le projet de loi concernant le comité chargé de faire une enquête sur l'accusation de *l'Electeur* contre le Gouvernement Ross-Taillon.

L'honorable M. **Tierce**—*député de Trois-Rivières, procureur général*. J'ai l'honneur de proposer que ce projet de loi soit maintenant adopté en troisième délibération.

M. **Vantel** *député de Terrebonne*.—Le comité chargé de faire cette enquête a permis une preuve allant à dire que des souscriptions avaient été faites pour les conservateurs et pour les libéraux aux dernières élections générales. Mais

on n'a pas rattaché cette preuve à l'accusation qui faisait l'objet de l'enquête. Malgré cela, on a persisté à dire que ces souscriptions, mêmes celles qui avaient été faites après les élections, avaient été payées en considération du prétendu arrangement entre MM. Whelan, Charlebois et Hamel. Dans ces circonstances je me crois donc justifiable de proposer ce qui suit :

Que tous les mots après “que” dans la proposition soient retranchés et remplacés par les suivants :

Ce projet de loi ne soit pas maintenant lu une troisième fois, mais qu'il soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en y insérant ce qui suit, après l'article I.

“ Et attendu que l'écrit de *l'Electeur* dont la commission créée par le présent acte est chargée de s'enquérir, contient une accusation spécifique.

“ Attendu que le comité spécial auquel a été renvoyé cet écrit n'a pas limité l'enquête à l'accusation y con enue, mais a permis la preuve de souscriptions faites par les entrepreneurs dont il est question dans le dit écrit non-seulement en faveur du parti conservateur généralement, mais même en faveur de candidats de ce parti ;

“ Les dits commissaires s'enquerront aussi des souscriptions qu'ont pu faire les dits entrepreneurs en faveur du parti actuellement au pouvoir, ou des candidats et amis de ce parti, dans la politique provinciale, soit pendant la campagne électorale de 1886, soit depuis, afin que l'on puisse juger de la véritable signification des souscriptions faites par ces entrepreneurs dans le même temps en faveur du parti conservateur ou de ses candidats.”

L'honorable M. **F. Macrotte**.—Je suis surpris de voir que l'on fasse une telle proposition. Avant de prendre une décision, il faut se rappeler les faits.

Quand *l'Electeur* a publié l'article en question, l'honorable chef de l'opposition s'est levé pour déclarer que non seulement lui et ses anciens collègues étaient intéressés à prouver leur innocence, mais que l'honneur de la Chambre était aussi en jeu. Nous avons accepté sa demande d'un comité d'enquête non pas comme question de privilège mais comme question de justice. Il a dit : nous voulons montrer au pays que l'article est faux. Comme la session tirait à sa fin, l'honorable chef de l'opposition a demandé à la Chambre, de s'engager d'avance d'accorder au comité le pouvoir de continuer son travail après la prorogation. Voilà la position.

Il y a quelques jours le comité comprenant qu'il ne pouvait finir l'enquête avant la fin de la session, a fait rapport et a donné pour raison suspendre ses travaux, que s'il continuait à siéger, cela aurait pour résultat de retarder la fin de la session, et il a demandé les pouvoirs prévus par l'honorable chef de l'opposition lui-même.

Je suis surpris de voir que le chef de l'opposition ne veut plus de l'enquête. Nous avons été justes à son égard ; en attendant la fin de l'enquête, nous lui avons permis d'entrer sa déclaration dans les journaux de la Chambre. Nous n'étions pas obligés d'accorder cette enquête, car personne dans cette Chambre n'avait accusé ni le chef de l'opposition ni ses amis, ce n'était qu'un journal qui se portait leur accusateur.

Au fond c'est à la demande du chef de l'opposition que j'ai présenté ce projet de loi. Il voulait avoir justice, et nous lui avons rendu justice.

La Chambre a chargé un comité de voir si l'article en question était vrai ou faux, il n'y a pas d'autres faits que celui là.

L'accusation est celle-ci : Le Gouvernement Ross Taillon, aurait reçu \$100,000 des entrepreneurs publics, pour cor-

rompre l'électorat. J'admets qu'au cours de l'enquête, le comité a permis certaines questions qui n'auraient pas dû l'être, et j'avoue que le comité a, en cela, outrepassé ses pouvoirs. Je ne suis pas prêt à dire qu'il avait tort, mais le comité a décidé ensuite qu'on ne devrait pas aller au delà des bornes assignées par l'accusation elle-même. Il n'y a devant la Chambre que les rapports du comité, son travail même ne nous a pas été transmis. Du reste il n'y a qu'une chose à décider pour le moment : devons-nous pe mettre au comité de continuer son enquête après la session

M. Casgrain.—C'est ce que disent les propositions qui sont devant la Chambre.

L'honorable **M. Tarcotte.**—La question est de savoir si le chef de l'opposition veut de l'enquête oui ou non. Après avoir demandé que le comité eut le droit de siéger après la session, voilà maintenant qu'il refuse d'adopter un projet de loi à cet effet, car l'amendement équivaut à cela. C'est bien simple, si vous n'en voulez pas, nous allons retirer ce projet. Nous tenons à rendre justice à nos honorables amis, mais puisqu'ils ne veulent pas accepter le moyen qu'ils ont eux-mêmes réclamé, nous ne nous ferons pas de mauvais sang pour cela.

Je serais l'homme le plus étonné du monde si l'honorable chef de l'opposition votait contre mon projet de loi ; s'il ne veut pas de l'enquête, qu'il le dise et tout sera fini.

Nous disons : en justice pour le chef de l'opposition et ses collègues, il importe que la Chambre leur donne pleine satisfaction. S'ils peuvent se disculper, j'en serai enchanté, mais s'ils veulent que l'on croie à leur sincérité, qu'ils acceptent ma proposition.

L'honorable **M. Talbot** *député de Montréal, chef de l'opposition.* M. le Président, je ne permettrai pas qu'on donne le change sous le sens de nos actes, et l'honorable procureur général vient de prononcer des paroles qui prou-

vent qu'on donne une mauvaise interprétation à notre conduite. Il dit que nous cherchons à enrayer la marche de son projet de loi. Non, car ce que nous faisons s'est pratiqué très souvent. Après qu'un projet de loi est adopté devant le comité général, ceux qui n'en sont pas contents demandent qu'il soit modifié de telle ou telle façon. C'est ce que nous faisons en ce moment. Si notre proposition est rejetée, nous accepterons le projet de loi tel qu'il est.

Nous ne fuyons pas l'enquête : non, je ne veux pas imiter la conduite de notre accusateur. Il nous a défié de le rencontrer devant un comité d'enquête, nous avons accepté le défi, et quand il s'est trouvé face à face avec nous, il a refusé de répondre, mais la Chambre est venue à son secours, et elle a déclaré qu'il ne devait pas être obligé de répondre aux questions que nous lui posions.

Je ne prononcerai pas le nom de cet accusateur par respect pour la Chambre. Il a dit qu'il n'était pas prêt à procéder, après que M. Charlebois eut refusé, lui aussi, de parler. M. Hamel avait servi d'intermédiaire, d'après l'accusateur, je lui ai demandé de faire comparaître M. Hamel et de l'interroger. C'était le principal témoin contre nous, cependant l'accusateur a refusé.

Un journal se demandait ce matin pourquoi M. Hamel n'avait pas encore été interrogé. Si l'accusateur ne voulait pas le faire, pourquoi M. Taillon ne l'a-t-il pas fait ajouter cette feuille ? C'était se montrer bien mal renseigné.

Après le refus de M. Charlebois, nous avons encore demandé que les autres témoins fussent entendus. Chacun de nous doit être interrogé ; nous sommes prêts à donner notre témoignage. Le comité n'a pas été d'opinion que notre demande était raisonnable, et il n'a pas voulu procéder.

On est venu devant la Chambre, et comme il y avait encore quelques jours de session devant nous, nous avons demandé de les utiliser pour tirer au clair certains points

qu'il était important de régler. On nous a dit que nous allions avoir des commissaires qui auraient droit de siéger après la session.

Mais M. Charlebois qui a déjà refusé de parler, refusera-t-il encore de répondre, ou ira-t-il devant les tribunaux ordinaires, et pendant ce temps là, devons-nous attendre qu'une décision soit rendue? Voilà quelle est la position. Si je rappelle tous ces faits, c'est pour répondre à cette espèce d'accusation de l'honorable procureur général, que nous ne voulons pas de l'enquête.

Nous n'avons pas eu peur de l'enquête. Si l'accusateur ne croit pas au-dessous de sa dignité de reculer, nous croyons ne pas devoir suivre son exemple. Nous procéderons quelque désavantageuse que sera notre position. Nous prouverons la fausseté de cette accusation.

Dans tout ceci, je n'accuse pas cette Chambre ni le comité, je me contente de réciter les faits. On en tirera les conclusions que l'on voudra.

Notre proposition s'explique parfaitement. Nous sommes d'avis que le comité n'a pas limité la preuve à l'article accusateur et le procureur général vient de dire qu'il partage notre opinion sur ce point-là. Il dit lui aussi que le comité est allé trop loin, or cela, il me semble, vient à l'appui de l'amendement. Nous ne cherchons pas à prendre l'offensive à l'égard de nos adversaires, si c'était là notre but, nous devrions le faire par une proposition directe. Non, tout ce que nous voulons, c'est de nous défendre. Au lieu de s'en tenir à la preuve directe, on a permis celle de certains faits qui pouvaient être plus ou moins considérés comme une preuve de circonstance, et cela avec l'idée sans doute que de ces faits on pourrait faire certaines déductions. Autrement l'opinion du comité ne pourrait être soutenue. L'accusateur, s'est-on dit, ne peut prouver directement ce qu'il a avancé, nous allons lui permettre de faire une preuve

de circonstances très éloignées. C'est pour ce motif que nous disons qu'il est de notre intérêt de prouver les faits de même nature se rapportant au parti adverse, c'est-à-dire, des souscriptions faites en faveur de ceux qui s'occupent tant de nous. Alors la Chambre et le public sauront quelle est la véritable signification qu'il faut donner à ces souscriptions, car nous disons : Quand bien même cela aurait été fait, qu'est-ce que cela signifie au point de vue de l'accusation, et en effet tous les jours, des personnes, entrepreneurs publics ou autres, souscrivent pour leurs amis politiques.

On dit que ces souscriptions avaient pour but d'obtenir certains avantages. Nous nions la chose ; or si nous établissons que ces mêmes entrepreneurs ont souscrit pour des hommes de qui, ils n'avaient rien à attendre, cela prouvera que c'est dans les mœurs de ces entrepreneurs publics. Si nous pouvons établir que ces gens souscrivaient aussi pour nos adversaires, nous aurons détruit toute liaison possible entre ces souscriptions et l'accusation, et nous ne voulons pas aller plus loin. Si on veut savoir à quoi s'en tenir sur la signification de ces souscriptions, qu'on nous laisse prouver que ces entrepreneurs publics en faisaient autant pour les libéraux. En nous refusant cela, on peut arriver à une appréciation tout à fait injuste des faits qui pourront être prouvés contre nous.

Qu'est-ce donc que nos adversaires ont tant à redouter, eux qui se prétendent des modèles de pureté politique ? Nous n'avons pas peur. Devant le comité, je n'ai pas même osé faire une seule objection à une preuve que je considère comme illégale, et j'ai dit aux membres du comité : Notre position est délicate, je ne veux pas que l'on dise en dehors, que nous avons peur de la preuve, et c'est à quoi nous nous exposons si nous faisons la moindre objection à la preuve la plus illégale possible ; si le comité laisse faire une telle preuve, j'en prie qu'il nous permette d'en faire autant contre nous. Nous ne redoutons pas l'enquête, mais nous

demandons que l'on nous permette de faire une preuve de nature à expliquer celle qui a été faite contre nous. Ainsi, on a permis des questions par lesquelles on a cherché à établir que ces entrepreneurs avaient souscrit en notre faveur, mais on ne nous a pas accordé le droit de faire la même preuve en ce qui regarde nos adversaires.

Ce n'est pas que je redoute le caractère de la preuve qui a été faite contre nous. Les honorables députés de Chateauguay et de Dorchester, ont admis tous deux, que cette preuve n'avait pas grande valeur ; le journal *La Justice*, ne paraît pas attacher lui non plus, une grande valeur à cette preuve. De son côté, l'honorable procureur général a dit que cette preuve était illégale dans une certaine mesure. A quelque point de vue donc, où je me place, il me semble que notre proposition devrait être acceptée. Le projet de loi tel qu'il est, ne nous permet pas de faire la preuve que nous demandons. Si le comité persiste à faire la preuve déjà commencée, nous ne nous plaindrons pas si la Chambre veut bien donner instruction au comité de nous permettre d'en faire autant de notre côté.

Quant à moi, mes vues sont bien arrêtées, dès que j'aurai le temps de faire une déclaration plus complète que celle que j'ai faite, je la mettrai devant le public.

On a essayé de démontrer, dans l'enquête que M. Whelan, a souscrit pour moi, lors de mon élection dans le comté de Montcalm. Eh bien ! savez-vous à quoi cela se réduit ? Je donne ma parole d'honneur, ma parole de député que je n'ai vu M. Whelan qu'une fois ou deux, et qu'il n'a jamais été question des souscriptions qu'il avait pu faire pour moi. Plusieurs fois il m'avait offert de souscrire, je l'en avais remercié en lui disant que j'avais l'argent nécessaire, ce qui n'était pas vrai.

Mais le motif qui m'engagerait à lui cacher la vérité, c'est que je ne voulais pas prendre un sou de ce monsieur. Il

paraît qu'il a rencontré ensuite de nos amis, et qu'il a souscrit une certaine somme. Un jour, M. O'Meara est arrivé à Sainte-Julienne, en route pour Rawdon. J'ai voulu savoir s'il avait quelques piastres pour payer ses dépenses, car je le savais pas riche. Il m'a répondu qu'il n'en avait pas besoin, qu'il avait tout l'argent qu'il lui fallait.

Après l'élection, je lui ai offert quelques piastres, mais il n'a pas voulu accepter. Plus tard, une personne qui connaît bien M. O'Meara, est venue me trouver pour avoir une place, et j'en ai profité pour lui demander s'il pouvait savoir où M. O'Meara avait pris les fonds qu'il avait dû dépenser pour mon élection, et M. O'Meara, est venu me dire lui-même, que la personne qui les lui avait donnés, lui avait défendu de dire son nom.

M. Charlebois m'a envoyé un billet de \$500 de la banque de Montréal, me disant que c'était une souscription tout à fait personnelle qu'il me faisait, et non pas au nom de la société dont il était l'un des membres. Je lui ai renvoyé son billet. Je ne dis pas cela pour blâmer ceux qui ont eu de ces souscriptions, mais j'occupais une position tout à fait particulière vis-à-vis de ces personnes ; j'étais procureur général, et je savais qu'en cette qualité, j'aurais à me prononcer sur toutes les difficultés qui pourraient s'élever entre ces entrepreneurs et le Gouvernement, et il me semblait que je ne serais plus libre si j'acceptais ces souscriptions. Je voulais garder ma parfaite liberté. Quand ils se plaignaient d'être traités avec sévérité, je leur disais qu'ils devaient s'attendre à faire pour le compte du Gouvernement ce qu'ils devraient faire pour le compte de n'importe quel particulier. Quand vous aurez notre argent, ajoutais-je, il sera bien à nous, et nous ne vous en demanderons pas, et j'ai tenu parole. J'ai été élu, par 560 voix de majorité, et mon adversaire a failli perdre son dépôt, il ne s'en est manqué que de trente voix.

Il paraîtrait que mes amis ont demandé des souscriptions que je l'ignorais.

Si nous demandons le droit de faire une preuve contre le parti libéral, à propos des souscriptions électorales, ce n'est pas à titre de représailles, ni avons-nous le desir de prendre l'offensive contre nos adversaires, nous voulons tout simplement compléter notre preuve et l'expliquer.

Maintenant j'ai bien le droit d'affirmer que ce n'est pas nous rendre justice que de dire que nous ne voulons pas de l'enquête.

L'honorable M. Meagher—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.— M. le Président, deux propositions nous ont été soumises, l'une se rapporte à la troisième lecture de certains projets de lois pour permettre à un comité spécial de continuer l'enquête sur une accusation portée par l'*Electeur* contre mes honorables amis de l'opposition.

La seconde de ces propositions est à l'effet que la troisième lecture n'ait pas lieu maintenant, mais que le projet de loi soit renvoyé de nouveau au comité général pour le modifier de la manière suivante :

“ Et attendu que l'écrit de l'*Electeur* dont la commission créée par le présent acte est chargée de s'en enquérir, contient une accusation spéciale.

“ Attendu que le comité spécial auquel a été référé cet écrit n'a pas limité l'enquête à l'accusation y contenue, mais a permis la preuve de souscriptions faites par les entrepreneurs dont il est question dans le dit écrit non seulement en faveur du parti conservateur généralement, mais même en faveur des candidats de ce parti ;

“ Les dits commissaires s'enquerront aussi des souscriptions qu'ont pu faire les dits entrepreneurs en faveur du parti actuellement au pouvoir, ou des candidats et amis de

ce parti, dans la politique provinciale, soit pendant la campagne électorale de 1886, soit depuis, afin que l'on puisse juger de la véritable signification des souscriptions faites par ces entrepreneurs dans le même temps en faveur du parti conservateur ou de ses candidats."

La dernière proposition serait acceptable, je le déclare immédiatement, s'il y avait une accusation de portée devant cette Chambre. Si un député se levait de son siège et déclarait : je suis informé d'une manière digne de foi qu'un contrat a été fait par un membre du Gouvernement ou de cette Chambre, à l'effet d'accorder des avantages particuliers et illégitimes aux entrepreneurs publics, si ces entrepreneurs souscrivaient pour les élections ; si, dis-je, une telle accusation était formulée en la manière régulière, j'accorderais immédiatement l'enquête. Si l'honorable député de Terrebonne a le moindre soupçon sous ce rapport, qu'il formule son accusation, mais non pas d'une manière connexe au sujet qui est déjà devant la Chambre. L'amendement demande d'étendre les limites de l'enquête, et de quelle manière M le Président ? Pas de manière à prouver qu'une fraude a été commise, ni qu'on a violé aucun des privilèges de cette Chambre, mais simplement pour établir que des souscriptions ont été faites en faveur du parti ministériel. Mais, en supposant qu'on prouverait l'existence de ces souscriptions, on ne prouverait pas une offense. Les entrepreneurs publics, ont droit, je ne dis pas moralement, mais légalement, de souscrire pour ce qu'ils veulent. Donc ce n'est pas nous demander de faire une enquête pour prouver la violation d'aucun des privilèges de cette Chambre, ni l'existence d'une chose frauduleuse et illégale, mais simplement de s'enquérir d'un acte, qui en soi, n'est pas un mal légalement parlant : or nous ne pouvons accorder une telle enquête.

Je suppose qu'un député se lève et accuse le premier ministre ou aucun de ses collègues, d'avoir reçu des sous-

criptions pour l'aider dans son election, croyez-vous que j'accorderais une enquête ? Non, M. le Président. Mais si ce député disait : J'accuse le premier ministre d'avoir eu de l'argent d'un entrepreneur public, à condition qu'il réglerait sa réclamation, j'accorderais une enquête immédiatement. Mais ce que nous avons devant nous n'est pas une accusation légale.

Cette proposition ne contient aucune accusation dont nous devons nous occuper, cela veut dire que nous devons repousser l'amendement de l'honorable député de Terrebonne.

J'en arrive maintenant à la proposition principale, par laquelle on demande d'adopter en troisième délibération un projet de loi à l'effet d'autoriser le comité d'enquête à siéger après la session. Ne déplaçons pas la question ; je veux que personne n'échappe à la responsabilité de ses actes. Je respecte les motifs de l'honorable chef de l'opposition, je suis le premier à reconnaître que c'est un honnête homme, Je ne suis pas de ceux qui jettent de la boue à la face de leurs adversaires. Quand j'accuse, c'est en présence de ceux que je crois coupables, mais je ne commets jamais la lâcheté de frapper qui que ce soit dans le dos. L'honorable chef de l'opposition représente un parti, il représente aussi un Gouvernement dans lequel il était procureur général, et dont il était le *leader* dans cette Chambre ; comme tel, il a une responsabilité, il a un honneur à sauvegarder, une réputation à protéger, un drapeau à défendre. Il est responsable de toutes les souillures qui peuvent être faites à ce drapeau. Quand il a demandé protection à la Chambre, je crois qu'il n'a fait que son devoir. Il n'a pas compté sur la loi, elle ne pouvait être invoquée, mais sur la générosité de ses adversaires.

Le journal *l'Electeur* avait publié un article portant une accusation très grave contre les membres de l'ancien Gou-

vernement. Ce journal accusait les anciens ministres d'avoir fait un marché frauduleux, malhonnête, à l'effet que des entrepreneurs publics, donneraient chacun un billet de \$50,000, comme souscription électorale, à condition que leurs réclamations contre le trésor, seraient réglées d'une manière avantageuse pour ces entrepreneurs. Comme on le voit l'accusation était spécifique. C'était une accusation très grave, c'était une flétrissure contre le Gouvernement Ross-Taillon, mais cette accusation n'était pas formulée suivant les règles parlementaires, puisque personne en Chambre n'avait voulu en prendre la responsabilité.

Elle était formulée dans les colonnes d'un journal, et le procédé régulier qui s'offrait naturellement à nos adversaires, était de faire arrêter le directeur de ce journal pour libelle criminel, ou encore de prendre une action au civil contre lui.

Au lieu de le faire arrêter ou de le poursuivre, l'honorable chef de l'opposition a lu l'article en Chambre et a demandé la nomination d'un comité d'enquête, dans les termes suivants :

“ L'honorable M. Taillon propose secondé par l'honorable M. Lynch, et il est résolu, que l'intérêt public, la dignité de cette Chambre et l'honneur de ceux qui composaient l'administration Ross, exige une enquête sur les faits et choses mentionnés dans les lignes ci-dessus citées de l'*Electeur*, et qu'il soit nommé un comité spécial composé de cinq membres (dont l'auteur de la proposition ne fera pas partie), pour faire telle enquête ; avec pouvoir d'envoyer quérir personnes et papiers, de prendre les témoignages sous serment et par écrit, de faire rapport de temps à autre, et s'il est nécessaire, de siéger après la prorogation de la Législature.”

Voilà ce qu'à demandé l'honorable chef de l'opposition. Il avait demandé la même chose lorsqu'il s'était levé pour

faire verbalement sa déclaration, mais je lui avais dit :
“ Faites cette déclaration dans les formes voulues, et vous aurez l'enquête.”

Il est bon que je rappelle en passant, que j'étais absent lorsque mon honorable ami a fait sa proposition, car, je veux être franc, je n'avais pas eu le temps de réfléchir, autrement j'aurais refusé l'enquête, parce qu'il n'y a rien dans cette déclaration qui constitue une question de privilège. J'ai agi sous l'impulsion du moment. Je me suis dit : voilà des hommes qui veulent revendiquer leur honneur attaqué, ils se croient insultés, donnons-leur la chance de se disculper. Et Dieu sait si je l'ai donnée de grand cœur. Non-seulement nous avons accordé l'enquête, nonseulement mes amis m'ont donné une marque de confiance en me supportant, mais quand l'honorable chef de l'opposition prenait au nombre de ses juges, l'un de ceux qui étaient accusés, et choisissait parmi nos amis ceux qui sont le plus disposés à être faibles envers des adversaires qui ne le sont guère pour nous, la Chambre l'a laissé faire ; et pendant ce temps-là, on se disait : ces trois députés de la droite seront des juges, et nos deux amis seront des partisans, je ne voulais pas faire d'injure à ces trois amis, en les recusant. Il vaut mieux, me disais-je, tomber avec une bonne cause, il vaut mieux que nos adversaires nous écrasent, que de manquer aux lois de la justice.

L'honorable chef de l'opposition a compris que notre générosité ne devait pas aller au-delà de certaines limites, et que nous ne pouvions pas prolonger la session dans l'unique but de terminer l'enquête. C'est pourquoi il avait mis dans sa proposition que le comité pourrait poursuivre ses travaux après la prorogation. Ce n'était pas légal, mais j'aimais mieux accepter cela plutôt que d'être accusé d'une injustice. N'importe, un Gouvernement doit vivre de son mérite et non pas des fautes de ses adversaires.

Quand j'ai accordé cette enquête, Dieu m'est témoin que je voulais rendre justice à mes adversaires.

Je ne parlerai pas de la preuve faite jusqu'à présent devant le comité, excepté pour dire ceci ? M. Pacaud est un homme de talent. On peut l'accuser d'être violent, mais on ne peut nier ni son énergie, ni son esprit d'entreprise. Il a fait de *l'Electeur*, un grand organe de l'opinion publique. Il a pris ce journal ruiné, n'ayant aucune ressource, et il en a fait une entreprise prospère. Personne ne niera son esprit d'entreprise ni ses qualités sociales, fort estimées. Comme lutteur, il porte de rudes coups à ceux qu'il combat, et je trouve qu'il fait honneur à la presse. J'admire le talent, d'où qu'il vienne. Les coups que me donnent mes adversaires me font mal quelques fois, mais j'admire ceux là mêmes qui me frappent. En un mot, j'admire l'énergie du travailleur partout, qu'il soit libéral, national ou conservateur.

M. le Président, je ne veux pas, par délicatesse, apprécier le bien-fondé de l'accusation, d'ailleurs quand bien même je le voudrais, l'occasion ne serait pas bien choisie. Si elle est fausse, il n'y a aucun danger de confier l'enquête au comité que le chef de l'opposition a choisi, car c'est lui qui a choisi ses propres juges. Donc, il n'a pas besoin de craindre. La majorité lui a accordé ce qu'il demandait, que peut-il désirer de plus ?

L'honorable procureur général demande que ce tribunal siège après la prorogation et qu'on lui donne tous les pouvoirs qu'il n'a pas maintenant.

L'amendement veut nous faire sortir des limites de la demande faite par l'honorable chef de l'opposition. Nous ne pouvons pas l'accorder. Il faut en finir. J'ai eu tort d'avoir accordé l'enquête, mais j'aurais dix fois plus tort, si je permettais de continuer cette enquête après l'amendement du député de Terrebonne. Je dis plus : je serais lâche si je cédaï.

Que ceux qui veulent cette enquête accusent un membre de cette Chambre, et je l'accorderai immédiatement ; mais je ne permettrai pas à mes adversaires de sortir des limites tracées par leur propre demande. Ils ont fait leur cause, qu'ils en restent là. C'est pourquoi je proposerai le sous-amendement suivant :

Que tous les mots après “ que ” soient retranchés et remplacés par les suivants :

Attendu que l'enquête dont il s'agit dans ce projet de loi, a été demandée par l'honorable chef de l'opposition à cause des accusations publiée dans le journal *l'Electeur*, contre le Gouvernement Ross-Taillon.

Attendu que le Gouvernement a accordé cette enquête par courtoisie : la question dont il s'agit n'étant pas une question de privilège. Aucun député n'ayant répété dans cette Chambre l'accusation faite par *l'Electeur* et l'accusation de *l'Electeur* remontant à des faits qui ont précédé les dernières élections générales :

Attendu que les accusés ont le droit de demander aux tribunaux le redressement des griefs dont ils se plaignent ;

Attendu qu'il est évident par l'amendement qu'elle vient de proposer, que l'opposition veut étouffer cette enquête, bien que le Gouvernement lui ait donné toutes les chances possibles de la faire, qu'il n'est pas dans l'intérêt public de continuer une enquête, nécessairement très dispendieuse et que ceux même qui semblaient la désirer ne veulent pas voir continuer ;

Qu'il soit résolu :

Que cette Chambre passe à l'ordre du jour suivant.”

L'honorable M. *Aynch*—*député de Brome*.—M. le Président, tout d'abord je dois exprimer le plaisir que j'éprouve de voir l'honorable premier ministre revenu à la santé et

occuper son siège. J'espère qu'il pourra continuer à suivre nos travaux sans trop de fatigues.

Je ne serais pas franc si je ne disais pas que le sous-amendement m'a causé une vive surprise. Je ne veux pas sortir des bornes tracées par mon honorable ami le chef de l'opposition, et je m'efforcerai de traiter la question avec sang-froid, et sans aigreur.

L'honorable premier ministre a dit que c'était une affaire à régler entre les membres de l'ancien Gouvernement et l'*Electeur*. J'ai démontré l'autre jour que cette accusation était portée par un organe reconnu et autorisé du Gouvernement, c'est là une considération qui doit entrer en ligne de compte.

Si cette accusation est vraie, elle n'en devient que plus grave à raison du fait qu'elle est formulée par un organe ministériel. L'honorable premier ministre a dit qu'il n'y avait pas d'offense, dans le fait de recevoir des souscriptions électorales. Mais il ne faut pas oublier que l'accusateur ne se contente pas de cela, il prétend que nous avons sacrifié notre honneur et les intérêts publics qui nous étaient confiés, dans le but d'avoir de l'argent pour nos élections. Je sais bien que cette accusation n'a pas été prise au sérieux dans le public, et je remercie l'honorable premier ministre pour la bonne opinion qu'il a exprimée sur le compte de l'honorable chef de l'opposition. C'est dire beaucoup, avec nos mœurs et nos habitudes politiques, que de proclamer l'honnêteté d'un chef de parti, et cette déclaration a encore plus de poids, lorsqu'elle émane du chef du parti adversaire. Comme on trouve beaucoup de scandales dans l'histoire du parti libéral, l'opinion du premier ministre n'en a par là même que plus de valeur, et on doit le croire sur parole, lorsqu'il dit que le chef de l'opposition est un honnête homme, on peut même dire qu'il est naturellement honnête, tant cette vertu civique est inhérente à son caractère.

Quand je suis sorti du Gouvernement en 1887, j'étais encore un pauvre homme, mais je pouvais m'enorgueillir d'avoir une réputation sans tache. J'ai servi ma Province avec dévouement et fidélité ; j'ai pu commettre des fautes, mais jamais je n'ai failli à l'honneur ni au devoir. Après ma sortie du Gouvernement, quelques amis ont trouvé bon de m'offrir un cadeau. Pour is-je demander à ces amis, d'où provenait cet argent ? J'aurais dû peut-être refuser, mais comme je n'avais pas de faveur à leur offrir en retour, et que j'allais exercer ma profession, j'ai cru que je ne manquerais pas aux convenances, en acceptant ce que l'on m'offrait. J'étais loin de croire alors que ce sujet viendrait jamais devant la Chambre, en rapport avec une telle accusation. Si j'avais seulement soupçonné la chose, j'aurais refusé cet argent avec dégoût.

Le premier ministre a dit qu'il n'y avait pas de mal à recevoir des souscriptions électorales. Beaucoup partagent cet avis. On doit admettre que les hommes politiques sont obligés d'avoir recours aux amis, car généralement, ils sont pauvres.

Comme l'honorable député de Montréal-centre l'a dit, je crois qu'il est impossible de faire des élections sans argent. Des millions ont été dépensés aux Etats-Unis, dans la dernière campagne présidentielle, et je ne parle, bien entendu, que des dépenses légitimes. Mais ce n'est pas là, le point sur lequel est basée l'accusation.

On nous a accusé d'avoir vendu notre honneur comme hommes publics. Si le comité s'était contenté de conduire l'enquête, sur ce point là seulement, tout aurait bien été, mais il est allé plus loin.

Ce que nous demandons par notre amendement n'a pas pour but de faire une preuve contre nos adversaires ni de les incriminer, mais pour établir qu'il est dans l'habitude des entrepreneurs de souscrire dans les élections. L'hono-

nable premier ministre répond à notre demande, en disant qu'il faut arrêter l'enquête, par là il rend bien peu justice à ses adversaires. Pour nous, nous voulons que l'enquête soit continuée ; nous voulons qu'elle soit complète sous tous les rapports. Je proteste de toutes mes forces contre la proposition de l'honorable premier ministre.

J'espère que, dans l'intérêt de la justice et dans l'intérêt de la moralité publique, cette proposition va être repoussée.

L'honorable M. **Mezger**.—Si on veut retirer l'amendement de l'honorable député de Terrebonne, je suis prêt à retirer le mien. Je ne veux pas qu'on aille au delà du projet de loi, tel que rédigé.

L'honorable M. **Ward**.—On nous a accusé de tel et tel acte reprehensible, on nous a invité d'aller devant un comité d'enquête. Nous nous y présentons, mais on permet à notre accusateur d'aller bien au delà de son accusation ; pour nous protéger, nous demandons simplement de faire pour nous ce que l'on fait pour l'accusateur.

Nous ne sommes pas en peine des conséquences qui en résulteront pour notre réputation. Nous avons fait une déclaration bien explicite et bien formelle ; après cela nous pouvons attendre le verdict de l'opinion publique.

Je maintiens que j'ai suivie la vraie procédure parlementaire, telle qu'indiquée par May, dernière édition, page 98, 102, 105 et 106.

Je crois que l'injure lancée contre nous était de nature à exiger la nomination d'un comité d'enquête. S'il ne se fut agi que de paroles injurieuses, je comprends qu'on aurait pu amener l'insulteur à la barre de la Chambre, et l'obliger à rendre compte de sa conduite.

Notre procédure a donc été conforme à la pratique parlementaire.

Je laisse à l'honorable premier ministre, la responsabilité entière et complète de la discontinuation de l'enquête. Mais avant de reprendre mon siège, je désire le remercier des bonnes paroles qu'il a prononcées à mon adresse. Je n'ai pas droit de rester indifférent en face d'un pareil témoignage.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—La Chambre est unanime à corroborer le témoignage que l'honorable premier ministre a rendu au chef de l'opposition.

Quant à la responsabilité dont vient de parler l'honorable chef de l'opposition, nous l'assumons sans crainte. Mon honorable ami a demandé une enquête pour se justifier de l'accusation de l'*Electeur* ; voilà quel était son but.

Si l'honorable député de Terrebonne, veut retirer son amendement, nous retirerons le nôtre. Autrement nous procéderons sur le sous-amendement, car l'amendement change entièrement la situation.

La proposition de l'honorable M. Mercier est mise aux voix :

Ont voté pour : MM. Bazinet, Bernatchez, Bisson, Boyer, Cameron, Cardin, Déchêne (l'Islet), De Grosbois, Dumas, Duhamel, Forest, Gagnon, Gladu, Goyette, Laliberté, Lareau, Lemieux, Legris, Lussier, McShane, Mercier, Murphy, Pelletier, Pilon, Rinfret, Rocheleau, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte.—32.

Ont voté contre : MM. Baldwin, Beauchamp, Blanchet, Desjardins, Duplessis, Faucher de Saint Maurice, Flynn, LeBlanc, Lynch, Martin (Bonaventure), McIntosh, Nantel, Owens, Picard, Poupore, Spencer, Taillon et Tourigny.—18.

L'Assemblée législative a adopté.

Le projet de loi est virtuellement rejeté.

LES PONTS EN FER.

Article 244, construction de ponts en fer dans les municipalités (\$50,000 à voter de nouveau) \$100,000.

L'honorable M. **Tallon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—J'ai lu la liste des ponts subventionnés par le Gouvernement, telle qu'elle nous est donnée dans le rapport du département des travaux publics. Le Gouvernement peut-il nous donner d'autres renseignements sur la distribution de cet argent ?

L'honorable M. **Gagnon**—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*.—Nous accordons \$20,000 pour le pont de Teriebonne. Nous venons d'accorder un subside pour un pont dans le comté de Montcalm à Saint-Jacques de l'Achigan.

Nous ne pouvons pas dire d'avance qui va avoir ces \$100,000, car nous ne savons pas quelles sont les municipalités qui vont se conformer aux conditions imposées par la politique du Gouvernement.

Le pont de la Rivière-Ouelle, auquel il a été accordé une subvention approximative de \$9,000 va coûter \$5,000 à la paroisse même. Les gens de ma paroisse sont assez intelligents pour comprendre qu'un pont en fer vaut beaucoup mieux qu'un pont en bois, et ils ne regardent pas de s'imposer des sacrifices additionnels. On aurait pu faire là un pont en bois, pour \$2,000, mais on n'a pas hésité à faire des dépenses additionnelles pour avoir un pont en fer.

A la page 10 et 11 du dernier rapport du commissaire des travaux publics, on trouve la liste des demandes de subventions au sujet desquelles le Gouvernement n'a fait aucune promesse officielle, lesquelles demandes ont été reçues dans le cours des années 1888 et 1889. Tout ce que je puis dire, c'est que les subventions seront accordées dans le même ordre que les demandes ont été reçues.

Sur ces \$100,000 nous n'aurons en réalité que \$48,000 à dépenser, car le reste est déjà engagé. Si les comtés libéraux ont été servis les premiers, c'est qu'ils ont été les premiers à faire des demandes.

L'honorable M. **Taillon**.—L'honorable secrétaire dit que si les comtés libéraux ont été servis les premiers, c'est parce qu'ils ont demandé les premiers, cela est une bonne réponse. Il a dit aussi : comment voulez-vous que nous sachions d'avance quelles sont les municipalités qui vont se conformer aux conditions imposées par le Gouvernement pour avoir les subsides, il me semble que ce point là doit être réglé d'avance.

L'honorable M. **Gagnon**.—Cela présente plus de difficulté que vous ne le croyez. Chez moi j'ai été obligé d'y mettre toute l'influence dont je dispose, pour décider la population à faire cette dépense, car avec les deux tiers de la somme requise d'après le système des ponts en fer, on aurait pu construire un magnifique pont en bois.

La politique du Gouvernement est destinée à venir en aide aux vieilles paroisses qui n'ont pas profité de la politique des chemins de fer.

La preuve que ça ne va pas aussi vite qu'on le pense, c'est que l'année dernière nous avons demandé \$100,000 et que cette année, sur une égale somme, il y a \$50,000 de l'ancien crédit.

L'honorable M. **Taillon**.—Je suis très heureux que la demande faite par l'une des municipalités de mon comté, ait été accordée.

Quant au pont de Terrebonne, c'est mon village natal qui devra en bénéficier et j'en suis heureux.

L'honorable secrétaire de la Province dit que cette politique des ponts en fer a été inaugurée pour favoriser les anciennes paroisses qui n'ont pas profité des avantages de

la politique de subventions aux voies ferrées. On cède à un bon sentiment mais il n'est pas toujours facile de mettre en pratique un tel système sans commettre des injustices. Ainsi Terrebonne a bénéficié de la politique des chemins de fer, et cependant vous lui accordez une forte subvention pour un pont, tandis que d'autres paroisses qui se trouvent précisément dans la position que vise votre politique nouvelle, ne reçoivent pas un sou.

L'honorable M. **Gagnon**.—Le fait que nous avons accordé cette subvention ne prouve pas que nous avons négligé d'autres besoins ; c'est plutôt la preuve que les demandes n'ont pas été bien pressantes. Cela vous prouve la lenteur avec laquelle ce mouvement se propage dans la Province.

L'honorable M. **Blais** *député de Beauce*.—Avant de se décider, les municipalités aiment à avoir des renseignements sur le prix des ponts en fer, voilà, à mon sens, l'explication de cette lenteur. Je suppose que le Gouvernement est en état de nous dire combien ces ponts peuvent coûter. Je suppose que tous les ponts sont à peu près de la même force. Exige-t-on une promesse de paiement de la part d'un certain nombre de particuliers, ou s'il faut que la municipalité elle-même s'engage à faire ces déboursés ?

L'honorable M. **Gagnon**.—Non... il faut que la municipalité dépose en beaux deniers le montant de l'évaluation de l'ingénieur du Gouvernement, avant même que les travaux soient commencés, par conséquent on ne se contente pas d'une simple promesse. On sait ce que valent ces engagements. C'est de l'argent qu'il faut.

Quant au coût des ponts, cela dépend de la largeur des travées.

Nous avons adopté le système des ponts à rivets fixes, parce que ces ponts offrent beaucoup plus de solidité que les ponts articulés.

M. Owers—*député d'Argenteuil*.—M. le Président, on devrait dire dans le budget à qui on va donner ces \$100,000. Si on regarde les dépenses faites à même l'argent voté ces années dernières pour ces ponts en fer, on voit qu'il a été dépensé pre-qu'uniquement dans des comtés libéraux. Ce n'est pas là une distribution juste et équitable.

L'honorable secrétaire de la Province a dit que c'étaient les municipalités qui avaient été les premières à faire des demandes qui avaient d'abord été servies. La première municipalité qui a fait une telle demande est située dans mon comté, cependant elle n'a encore rien reçu, et je ne puis savoir si on va lui accorder quelque chose. Un pont en bois aurait coûté \$2,000, tandis que le pont que cette municipalité a construit coûte à l'heure qu'il est \$10,000, et il ne lui a pas été accordé un seul sou de subvention.

L'honorable secrétaire de la Province nous a aussi annoncé que le Gouvernement avait adopté le système des ponts à rivets fixes, au lieu de celui des ponts articulés. Le système des ponts à rivets fixes, a été abandonné, et je considère que la décision du Gouvernement est malheureuse. C'est une erreur regrettable surtout si nous songeons que nous avons dans la Province deux compagnies qui fabriquent des ponts articulés.

M. Nantel—*député de Terrebonne*.—M. le Président, le pont de Terrebonne a déjà été reconstruit deux ou trois fois aux frais de la municipalité. D'un autre côté, ce n'est pas un pont ordinaire ; il sert de débouché à deux ou trois comtés pour aller à Montréal. Ce n'est pas une entreprise d'une nature locale, c'est une entreprise d'une nature régionale.

Quant au pont de Saint Jérôme, le Gouvernement aurait pu faire plus, car cette municipalité avait le rare mérite d'avoir donné la première le bon exemple, en construisant

un pont en fer avant même qu'il fut question de cette politique. Ce pont a coûté \$6,000 à la municipalité.

Je suis en faveur du système des ponts en fer, à condition que le Gouvernement adopte des règles bien définies pour la distribution des subventions. C'est à lui à dire quelle proportion il devra fournir dans les frais occasionnés par ces travaux, mais toutes les municipalités doivent être mises sur le même pied, c'est-à-dire que toutes doivent avoir les mêmes faveurs, étant donné l'accomplissement des mêmes conditions imposées par le Gouvernement. Je veux qu'il n'y ait pas de favoritisme, ni de politique en rapport avec la distribution de ces fonds.

M. LeBlanc—*député de Laval*.—M. le Président, on m'a demandé si j'étais satisfait de voir qu'on avait accordé une subvention pour le pont de Saint-François de Salles. Je dois dire que j'aime mieux avoir cela que rien du tout, comme dit l'Anglais, *half a loaf is better than no loaf*. Mais ce pont ne profitera guère à mon comté. Les affaires ne se font guère avec le nord, c'est surtout avec Montréal que nous avons des relations commerciales. Ce pont ne servira qu'aux citoyens de cette paroisse; c'est déjà beaucoup, je l'admetts, mais c'est la seule paroisse qui en bénéficiera.

Je crois que le Gouvernement aurait mieux fait, s'il avait acheté le pont Viau, pour le rendre libre, cela aurait rendu plus de services au comté. C'est un des plus beaux ponts de la Province. Par là même, le Gouvernement aurait donné au moins au comté de Laval une légère compensation pour les remises faites aux autres municipalités à même le fonds d'emprunt municipal. En effet, on voit d'après les documents officiels que certaines municipalités ont eu de jolis bonus à même ce fonds.

Pour ce qui concerne les ponts en fer, on a donné certaines subventions à des municipalités qui le méritaient,

mais d'autres ont été traitées avec trop de favoritisme, J'ai écrit à l'honorable premier ministre, mais il n'a pas daigné me répondre ; il me semble que ça méritait une réponse.

\$20,000 dit-on, ont été données pour le pont de Terrebonne, mais ce n'est pas assez, car ce pont va coûter cinquante ou \$60,000.

Le crédit est adopté.

EXPLORATION DANS LE COMTÉ DE DORCHESTER, LÉVIS,
BELLECHASSE, ETC.

Article 2463 : Explorations dans les comtés de Dorchester, Lévis, Bellechasse, L'Islet, Kamouraska, Montmagny, Témiscouata, Lotbinière, Mégantic, Arthabaska et Wolfe, conformément au second rapport du comité d'agriculture adopté à l'unanimité par l'Assemblée législative le 14 juin 1886, \$10,000.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—Le Gouvernement ferait bien mieux de cette somme pour la colonisation.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur-général*.—C'est peut-être la dernière fois que nous demandons un tel crédit, mais il s'agit d'une chose très importante.

Le crédit est adopté.

La séance est levée.